

Équipe Canada • Team Canada

**Visite du Premier ministre
Jean Chrétien
et de l'Équipe Canada
en Asie du Sud et du Sud-Est**

du 8 au 20 janvier 1996

Cahier d'information

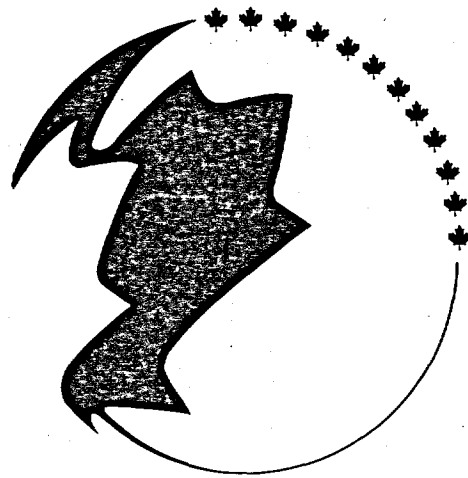
Canada

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20082953 2

DOCS
CA1 EA 96V37 EXF
Visit to South and Southeast Asia
by Prime Minister Jean Chretien and
Team Canada, January 8-20, 1996 :
background informati
43276808



Équipe Canada • Team Canada

**Visite du Premier ministre
Jean Chrétien
et de l'Équipe Canada
en Asie du Sud et du Sud-Est**

du 8 au 20 janvier 1996

Cahier d'information

Canada



Affaires étrangères et
Commerce extérieur Canada

Foreign Affairs and
International Trade Canada



*Imprimé sur du
papier recyclé*

*Printed on
recycled paper*



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Biographies

Ministres fédéraux

Le Premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 3

Le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren 4

Le Secrétaire d'État à l'Asie-Pacifique, M. Raymond Chan 5

Premiers ministres provinciaux

Le Premier ministre de l'Ontario, M. Michael D. Harris 6

Le Premier ministre de la Nouvelle-Écosse, le D^r John Savage 7

Le Premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Frank McKenna 8

Le Premier ministre du Manitoba, M. Gary Filmon 9

Le Premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Michael Harcourt 10

La Première ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, M^{me} Catherine Callbeck 11

Le Premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador, M. Clyde Wells 12

Leaders des gouvernements territoriaux

Le Premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, M. Don Morin 13

Le Leader du gouvernement du Yukon, M. John Ostashek 14

Mission de l'Équipe Canada

Introduction 17

Commerce et investissement en Asie du Sud et du Sud-Est 18

Développement durable en Asie 21

Promotion de l'enseignement canadien en Asie 24

Performance commerciale du Canada 27

Graphiques 28

Profil des pays

Inde

Le Président Shankar Dayal Sharma 33

Le Premier ministre Panelaparthi Venkata Narasimha Rao 34

Les relations entre le Canada et l'Inde 35

Accords entre le Canada et l'Inde 39

Fiche documentaire sur l'Inde 40

Delhi 41

Agra 42

Bombay (Mumbai) 43

Pakistan

Le Président Farooq Ahmed Khan Leghari 44

La Première ministre Mohtarma Benazir Bhutto 45

Les relations entre le Canada et le Pakistan 46

Accords entre le Canada et le Pakistan 50

Fiche documentaire sur le Pakistan 51

Islamabad 52

Indonésie

Le Président Suharto 53

Les relations entre le Canada et l'Indonésie 54

Accords entre le Canada et l'Indonésie 58

Fiche documentaire sur l'Indonésie 59

Jakarta 60

Malaisie

Sa Majesté le sultan Tuanku Ja'afar Ibni Al Marhum Tuanku Abdul Rahman,
Yang di-Pertuan Agong 61

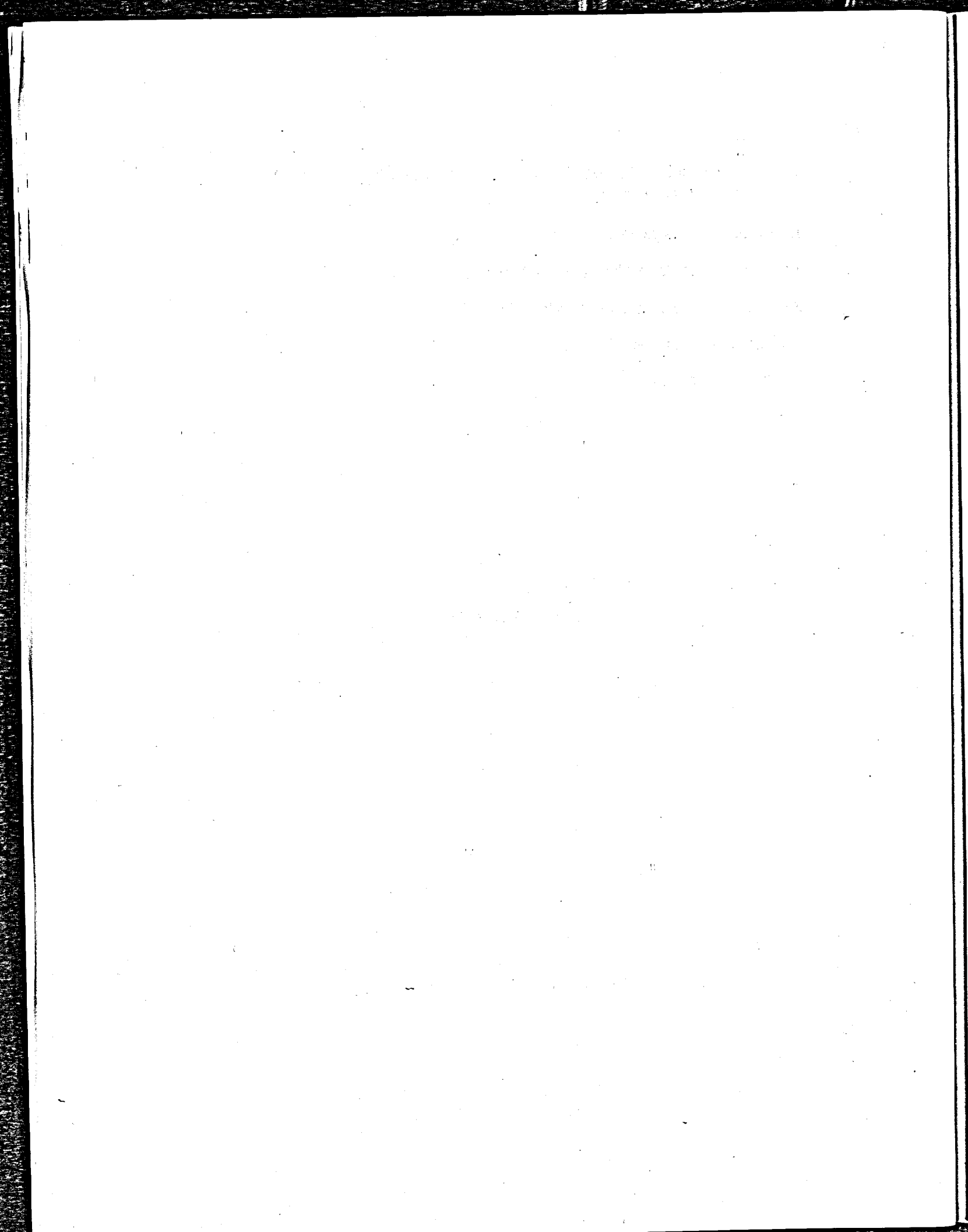
Le Premier ministre Mahathir bin Mohamad 62

Les relations entre le Canada et la Malaisie 63

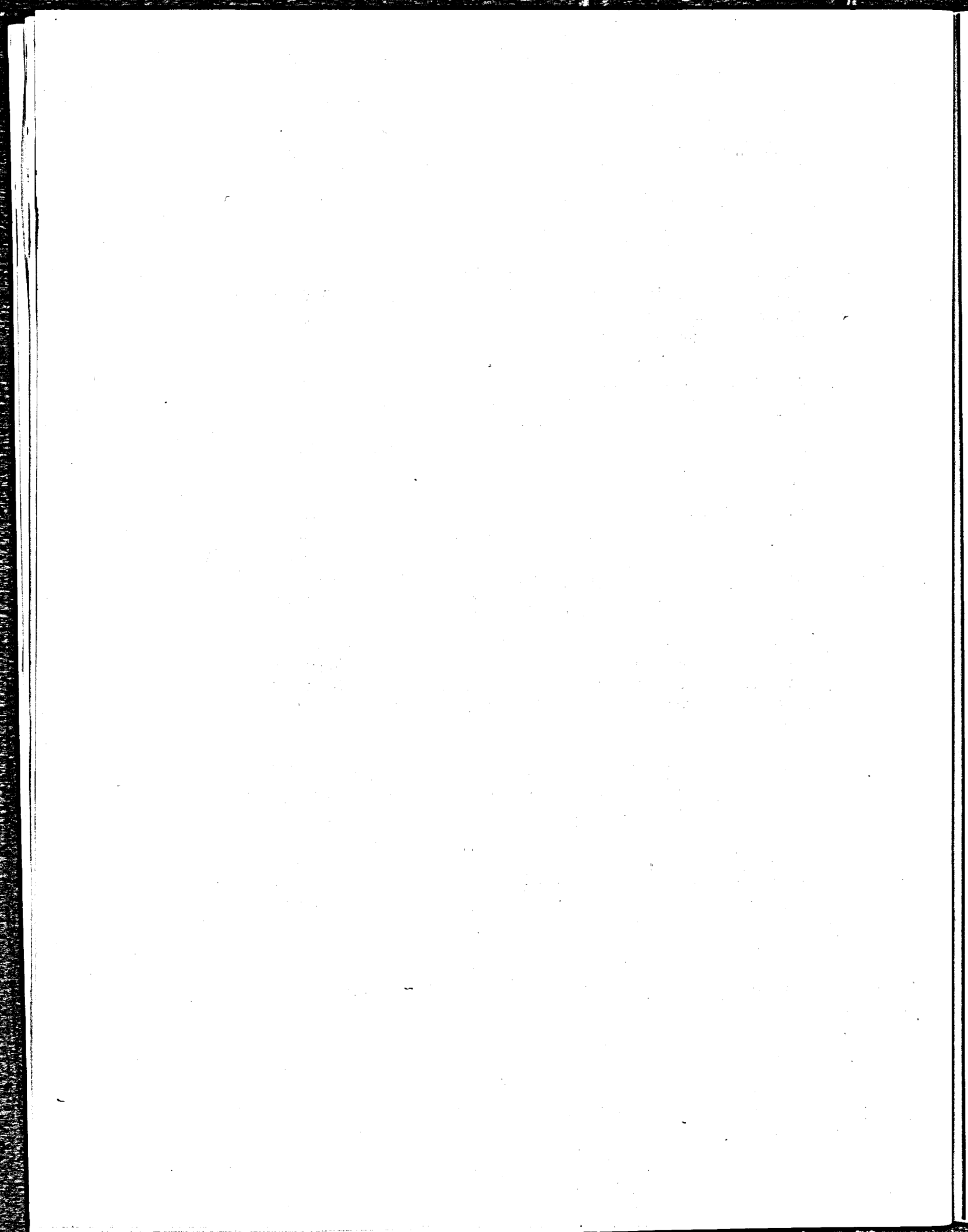
Accords entre le Canada et la Malaisie 67

Fiche documentaire sur la Malaisie 68

Kuala Lumpur 69



Biographies



Ministres fédéraux

Le Premier ministre du Canada

M. Jean Chrétien

M. Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et il a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du Premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres les Affaires indiennes et du Nord, l'Industrie et le Commerce, les Finances, la Justice, l'Énergie, les Mines et les Ressources. Il a été Président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976; il a été nommé Vice-premier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures en juin 1984.

En septembre 1984, en tant que membre de l'Opposition, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986 pour retourner à la pratique du droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw de 1986 à 1990. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corporation.

Quatre ans plus tard, M. Chrétien est revenu à la politique. Le 23 juin 1990, il a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle, il est devenu officiellement chef de l'Opposition en décembre 1990.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice le 25 octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième premier ministre du Canada le 4 novembre 1993.

M. Chrétien a épousé Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957 et ils ont trois enfants.

Le ministre du Commerce international M. Roy MacLaren

M. MacLaren est né à Vancouver, en Colombie-Britannique, le 26 octobre 1934. Il est diplômé de l'Université de la Colombie-Britannique ainsi que de l'Université Cambridge, de l'Université Harvard et de l'Université de Toronto.

Ses affectations en tant que membre du service extérieur du Canada de 1957 à 1969 l'ont conduit à Hanoi, Prague, Genève et New York.

M. MacLaren possède une vaste expérience des affaires. Il a été président de Ogilvy et Mather (Canada) Ltd. et du conseil d'administration de CB Media Ltd., vice-président de Massey-Ferguson Ltd. et directeur de plusieurs sociétés, dont Royal LePage Ltd., Royal LePage Mortgage Corporation, London Insurance Group Inc. et Deutsche Bank (Canada).

Élu pour la première fois député à la Chambre des communes en 1979, où il représente depuis la circonscription de Etobicoke-Nord (Toronto métropolitain), il a été réélu en 1980, 1988 et 1993. Il est entré au Cabinet en 1983, à titre de ministre d'État (Finances), et s'est vu confier le portefeuille du Revenu national en 1984. Il a été porte-parole officiel de l'Opposition pour les questions relatives au commerce extérieur, coprésident du Comité mixte spécial sur la réforme du Sénat, président du Groupe de travail fédéral sur les relations entre les milieux d'affaires et le gouvernement, et président de la Commission libérale des politiques économiques.

M. MacLaren a épousé Alethea Mitchell en 1959 et ils ont trois enfants.

Le Secrétaire d'État à l'Asie-Pacifique

M. Raymond Chan

Né en 1951 à Hong Kong, M. Chan est arrivé au Canada en 1969 et est devenu citoyen canadien en 1974. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences appliquées en génie physique de l'Université de la Colombie-Britannique.

Ingénieur professionnel, M. Chan a travaillé à l'Université de la Colombie-Britannique, de 1977 à 1993 au centre de recherche TRIUMF. Il est aussi propriétaire de restaurant et il a exploité deux petites entreprises de 1974 à 1989.

En 1989, M. Chan a fondé la Vancouver Society in Support of Democracy Movement et en a été le premier président. Il est aussi membre du Mandarin Lions Club et du Dragon Masters Toastmasters Club de Richmond.

Élu à la Chambre des communes le 25 octobre 1993, M. Chan représente la circonscription de Richmond, en Colombie-Britannique.

M. Chan a épousé Maureen Marnien en 1975; ils ont deux enfants.

Premiers ministres provinciaux

Le Premier ministre de l'Ontario

M. Michael D. Harris

M. Michael D. (Mike) Harris est né à Toronto en 1945, a grandi à Callander, en Ontario, et habite maintenant North Bay.

Avant d'entreprendre sa carrière publique, M. Harris a travaillé dans le secteur du tourisme et des loisirs en tant que propriétaire et exploitant d'entreprises, notamment d'un lieu de villégiature et d'un centre de ski, dans les régions de Nipissing et de Parry Sound.

Ancien instituteur, M. Harris a été sept ans membre du conseil scolaire de Nipissing, dont quatre en qualité de président, et a assumé un mandat à la présidence de l'association des commissaires d'école du nord de l'Ontario.

M. Harris a été élu à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1981 à titre de député de Nipissing. Nommé au conseil des ministres en 1985, il s'est vu confier les portefeuilles des Richesses naturelles et de l'Énergie. Dans l'opposition, M. Harris a été leader parlementaire du Parti conservateur et porte-parole officiel en matière de revenu, de main-d'oeuvre, de logement, de finances et de développement du Nord.

M. Harris a été élu chef du Parti progressiste-conservateur de l'Ontario en 1990. Il est devenu premier ministre de l'Ontario le 26 juin 1995, après avoir mené son parti à une victoire majoritaire à l'élection provinciale du 8 juin.

Le Premier ministre Harris et son épouse Janet ont deux enfants.

Le Premier ministre de la Nouvelle-Écosse Le D^r John Savage

Le D^r Savage est natif du pays de Galles. Diplômé en 1956 du Queen's College Medical School de Belfast, en Irlande du Nord, il a exercé sa profession pendant plus de trente ans comme médecin de famille. Il a été à l'origine de nombreuses initiatives communautaires : l'ouverture de garderies, la mise sur pied de programmes à l'intention des toxicomanes et d'un service de soins médicaux au Nicaragua.

Le D^r Savage a joué un important rôle d'éducateur en matière de promotion de la santé; il a donné des cours axés sur la vie familiale dans toute la province. Élu au Conseil scolaire de Dartmouth en 1978, il en a assumé la présidence en 1984 et 1985.

Devenu maire de Dartmouth en 1985, le D^r Savage a été réélu à deux reprises avant de démissionner en 1992 pour prendre la direction du Parti libéral de la Nouvelle-Écosse. En sa qualité de maire, il a mis de l'avant le concept d'une « communauté en santé » et il a lancé de nombreuses initiatives, notamment la célébration annuelle du multiculturalisme.

Aux élections de mai 1993, le D^r Savage, qui représente la circonscription de Dartmouth South, a mené le Parti libéral à la victoire. Le 11 juin, il est devenu officiellement premier ministre de la Nouvelle-Écosse.

Le D^r Savage habite Dartmouth depuis 1966 avec son épouse Margaret et leurs sept enfants.

Le Premier ministre du Nouveau-Brunswick

M. Frank McKenna

M. McKenna est né à Apohaqui, au Nouveau-Brunswick, le 19 janvier 1948. Il a obtenu un baccalauréat ès arts de l'Université Saint-François-Xavier et a fait des études en sciences politiques à l'Université Queen's. Boursier de la fondation Lord Beaverbrook, il a de plus étudié le droit à l'Université du Nouveau-Brunswick. À la fin de ses études, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Chatham et s'est spécialisé en plaidoirie.

M. McKenna a été élu député pour la première fois en 1982 dans la circonscription de Chatham, puis il a été réélu en 1987, en 1991 et en 1995. Élu chef du Parti libéral du Nouveau-Brunswick en 1985, il a mené son parti à une victoire éclatante en 1987 en remportant tous les sièges de l'Assemblée législative. Son gouvernement a été réélu le 23 septembre 1991 et le 11 septembre 1995.

En 1988, le Premier ministre McKenna a reçu le Prix Vanier et, en 1993, l'Association canadienne de développement économique lui a décerné le titre de promoteur de l'année au Canada. Il a de plus reçu, en mai 1994, le certificat de distinction de l'Association canadienne de technologie de pointe pour son leadership dans le développement et la mise en application des technologies nouvelles dans le secteur public.

M. McKenna a épousé Julie Friel; ils ont trois enfants.

Le Premier ministre du Manitoba

M. Gary Filmon

Né à Winnipeg, au Manitoba, le 24 août 1942, M. Filmon a étudié à l'Université du Manitoba qui lui a décerné, en 1964, un baccalauréat ès sciences (génie civil) et, en 1967, une maîtrise en génie civil.

Il a occupé pendant cinq ans le poste d'ingénieur-conseil chez Underwood McLellan Ltd., puis il a été durant onze ans président du Success/Angus Commercial College.

Élu au conseil municipal de la Ville de Winnipeg en 1975, il y a siégé pendant quatre ans. M. Filmon a été élu pour la première fois député progressiste-conservateur à l'Assemblée législative du Manitoba lors d'une élection partielle en 1979. Le mois suivant, il a été nommé adjoint du ministre des Finances, de l'Énergie et des Mines. Il a occupé ce poste jusqu'en janvier 1981, date où il a été appelé au cabinet provincial à titre de ministre de la Consommation, des Corporations et de l'Environnement. Il a aussi assumé la responsabilité de la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba. Réélu député de Tuxedo en 1981, 1986, 1988 et 1990, M. Filmon est chef du Parti progressiste-conservateur du Manitoba depuis décembre 1983.

M. Filmon est devenu premier ministre du Manitoba en 1988. Son parti ayant été réélu en septembre 1990 et en avril 1995, il en est à son troisième mandat en tant que premier ministre.

M. Filmon a épousé Janice Clare; ils ont quatre enfants.

Le Premier ministre de la Colombie-Britannique

M. Michael Harcourt

M. Harcourt est né à Edmonton, en Alberta, le 6 janvier 1943. Il est diplômé en droit de l'Université de la Colombie-Britannique.

Sa longue carrière en politique municipale, commencée en tant que conseiller de Vancouver en 1973, a été couronnée par trois mandats successifs comme maire de cette ville. Pendant cette période, il a dirigé la Fédération canadienne des municipalités et représenté Vancouver à divers conseils et commissions.

Avant de se lancer en politique, M. Harcourt pratiquait le droit et faisait de l'action communautaire à Vancouver. Il est membre fondateur de la Vancouver Community Legal Assistance Society et a fait partie de nombreuses autres organisations municipales.

Chef du Nouveau Parti démocratique de la Colombie-Britannique depuis avril 1987, M. Harcourt représente la circonscription de Vancouver-Mount Pleasant. Il a prêté serment en tant que premier ministre de la Colombie-Britannique le 5 novembre 1991.

Il est marié et a un fils.

La Première ministre de l'Île-du-Prince-Édouard M^{me} Catherine Callbeck

Née le 25 juillet 1939 à Central Bedeque, à l'Île-du-Prince-Édouard, M^{me} Callbeck a reçu un baccalauréat en commerce de l'Université Mount Allison en 1960 et un baccalauréat en éducation de l'Université Dalhousie en 1963. Elle a également suivi des cours de niveau postsecondaire en administration des affaires à l'Université de Syracuse.

Après avoir enseigné l'administration des affaires au Nouveau-Brunswick et en Ontario, M^{me} Callbeck est revenue à l'Île-du-Prince-Édouard où elle a travaillé auprès de l'entreprise familiale, Callbeck's Ltd., à Central Bedeque.

Élue en 1974 députée de la quatrième circonscription de Prince à l'Assemblée législative, elle a été, de 1974 à 1978, ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable des personnes handicapées. En 1978, elle a réintégré l'entreprise familiale.

M^{me} Callbeck a été élue députée fédérale de la circonscription de Malpègue en 1988 et elle a été porte-parole officielle de l'Opposition pour la consommation et les corporations, l'énergie, les mines et les ressources, les institutions financières, ainsi que critique associée pour la privatisation et les affaires réglementaires.

Le 23 janvier 1993, elle a été élue chef du Parti libéral de l'Île-du-Prince-Édouard et, le 25 janvier, elle a été assermentée comme première ministre et présidente du Conseil exécutif. Aux élections générales du 29 mars 1993, elle a été élue députée de la première circonscription de Queens à l'Assemblée législative.

M^{me} Callbeck est la première femme au Canada à être élue première ministre d'une province.

Le Premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador M. Clyde Wells

M. Wells est né à Buchans Junction, à Terre-Neuve, le 9 novembre 1937. Il a obtenu un diplôme de l'Université Memorial de Terre-Neuve en 1959 et de la faculté de droit de l'Université Dalhousie en 1962. Il a été admis au barreau de la Nouvelle-Écosse en 1963 et à celui de Terre-Neuve en 1964. Il a établi son cabinet juridique à Corner Brook, Terre-Neuve, en 1964.

M. Wells a commencé sa carrière politique en 1966 en tant que député de la circonscription électorale de Humber East à l'Assemblée législative. Sa nomination comme ministre du Travail à vingt-neuf ans, en a fait le ministre le plus jeune de l'histoire de Terre-Neuve.

De 1977 à 1979, M. Wells a été membre du Comité du droit constitutionnel de l'Association du Barreau canadien. Au début des années 80, il a représenté le gouvernement fédéral dans plusieurs grandes causes ayant trait à la Constitution. Il a aussi été actif dans les milieux d'affaires et dans sa communauté, entre autres comme administrateur de plusieurs conseils.

M. Wells est devenu chef du Parti libéral de Terre-Neuve et du Labrador en juin 1987 et il a été élu premier ministre le 5 mai 1989. Aux élections de mai 1993, où il a été élu député de Bay of Islands, son parti a remporté la victoire et formé pour la deuxième fois un gouvernement majoritaire.

M. Wells a épousé Eleanor Bishop; ils ont trois enfants.

Leaders des gouvernements territoriaux

Le Premier ministre des Territoires du Nord-Ouest

M. Don Morin

M. Morin est né en 1954 à Hay River, dans les Territoires du Nord-Ouest. En 1976, il a déménagé à Fort Resolution, où il a été propriétaire-exploitant d'une entreprise de construction. Il a représenté la Nation dénée au sein du Comité consultatif du Grand lac des Esclaves et a été membre du Conseil communautaire Deninoo à Fort Resolution.

M. Morin a été élu à l'Assemblée législative pour la première fois aux élections générales d'octobre 1987.

Durant la 11^e Assemblée législative, il était vice-président du Comité permanent chargé des agences, des conseils et des commissions, de même que coprésident du Comité spécial de l'économie du Nord et membre du Comité permanent des comptes publics. Il était aussi président du caucus.

Nommé au cabinet en 1991 pendant la 12^e Assemblée législative, M. Morin s'est vu confier deux portefeuilles : Travaux publics et Services et Corporation du logement des Territoires du Nord-Ouest. Il était aussi responsable du Programme de gestion des incendies de forêt et président du Comité spécial de l'habitation.

M. Morin a été élu premier ministre par le Comité du leadership de l'Assemblée législative le 20 novembre 1995. Il est actuellement ministre du Conseil exécutif, ministre du Développement économique et du Tourisme et ministre des Ressources énergétiques, minières et pétrolières.

M. Morin et son épouse Gladys ont quatre fils.

Le Leader du gouvernement du Yukon
M. John Ostashek

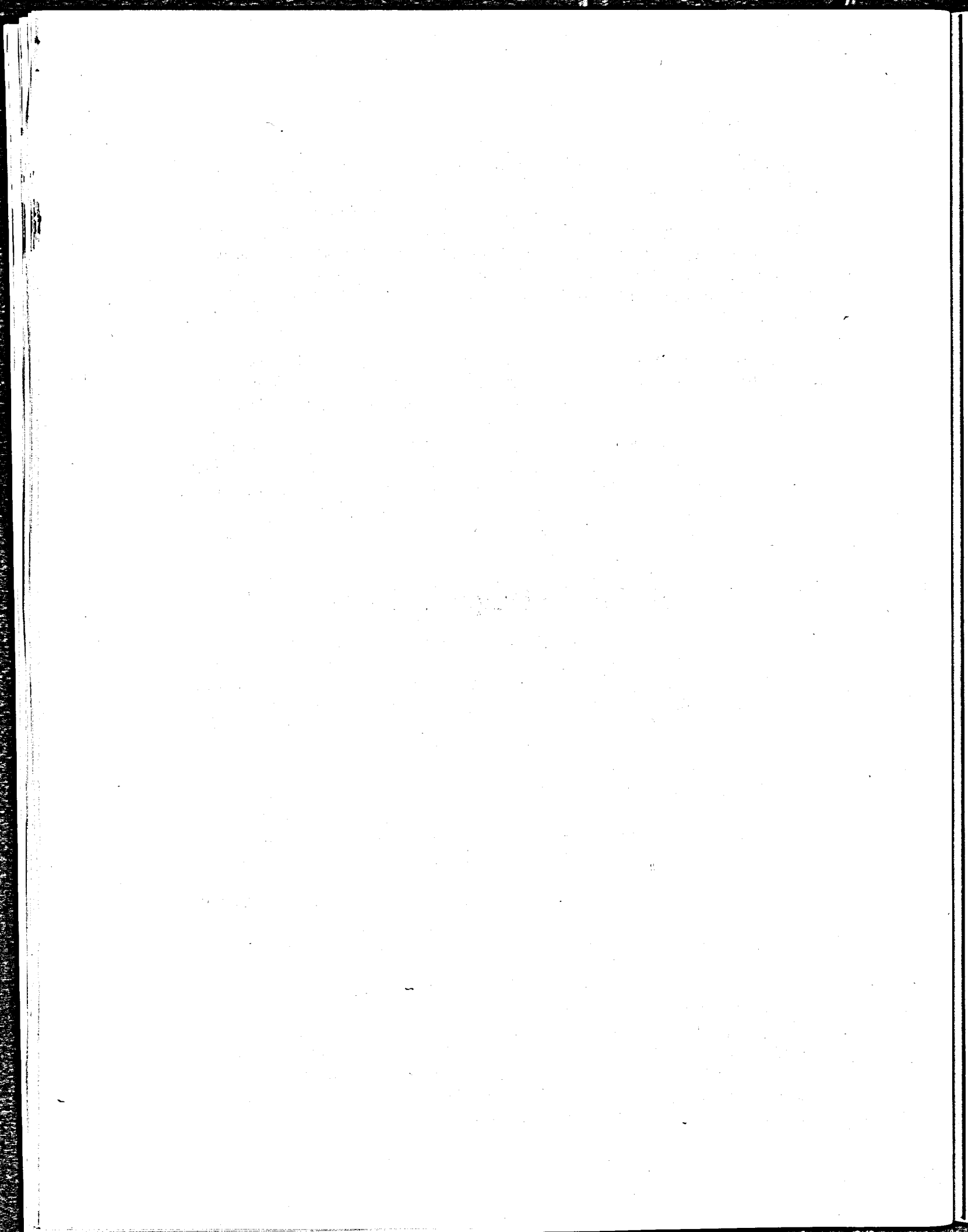
M. Ostashek est né le 10 mai 1936 à High Prairie, en Alberta.

Il a été nommé chef du Yukon Party en décembre 1991 et, aux élections générales d'octobre 1992, il a été élu à l'Assemblée législative du Yukon où il représente la circonscription de Porter Creek North. C'était la première fois qu'il brigait les suffrages des électeurs.

M. Ostashek a été président de la Yukon Outfitters Association, directeur de la Yukon Visitors Association et président du Kluane School Committee. Il a aussi dirigé une entreprise d'excursions par avions nolisés.

M. Ostashek et sa femme, Carol Pettigrew, habitent le Yukon depuis 21 ans.

Mission de l'Équipe Canada



Introduction

La mission commerciale de l'Équipe Canada, qui se rendra en Asie du Sud et du Sud-Est du 8 au 20 janvier, renforcera les liens noués en matière de commerce et d'investissement avec certaines des économies les plus dynamiques du monde. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et plus de 300 représentants du monde des affaires canadien et des maisons d'enseignement ont formé l'Équipe Canada pour promouvoir le commerce et l'investissement et pour appuyer la croissance et la création d'emplois au Canada.

La mission visitera l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie et la Malaisie. Ces pays connaissent tous une croissance rapide et le Canada est bien placé pour satisfaire les besoins engendrés par leur développement.

Le Premier ministre Jean Chrétien, des Premiers ministres provinciaux, le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren et le Secrétaire d'État à l'Asie-Pacifique, M. Raymond Chan, ont déjà prouvé — par exemple, lors de la mission de 1994 en Chine — qu'ils peuvent offrir de meilleures possibilités économiques aux Canadiens sur les marchés étrangers en dirigeant une équipe bien coordonnée et déterminée.

Durant cette mission, le gouvernement fédéral vise trois grands objectifs :

- Favoriser le commerce et l'investissement entre les entreprises canadiennes et leurs partenaires en favorisant, dans toute la mesure du possible, la signature de contrats commerciaux touchant principalement les domaines des transports, de la technologie de l'information, des télécommunications, de l'énergie et de l'agroalimentaire, et celui des services financiers, environnementaux et éducatifs.
- Démontrer l'attachement du Canada au développement durable en appuyant les projets canadiens de développement et les technologies de conception canadienne qui favorisent une croissance économique équitable tout en protégeant et en valorisant l'environnement naturel.
- Faire la promotion des services éducatifs du Canada en vue d'attirer un plus grand nombre d'étrangers dans ses maisons d'enseignement et de leur permettre de nouer de solides liens personnels, pouvant se développer plus tard en partenariats économiques.

La mission devrait améliorer la performance déjà remarquable du Canada au niveau des échanges internationaux. Depuis deux ans, les exportations canadiennes se sont accrues d'environ 20 p. 100 par année et comptent pour une part substantielle des 500 000 emplois créés depuis octobre 1993. Les contrats qui seront le fruit de cette mission devraient stimuler davantage la croissance et la création d'emplois au Canada.

Commerce et investissement en Asie du Sud et du Sud-Est

La région Asie-Pacifique revêt de plus en plus d'importance pour le Canada. En 1994, l'Asie a acheté au Canada pour plus de 19 milliards de dollars de marchandises et lui en a vendu pour 28 milliards. Les exportations canadiennes à destination de cette région augmentent de 14 p. 100 par année en moyenne; elles ont fait un bond de 47 p. 100 durant les neuf premiers mois de 1995. L'Asie-Pacifique est aujourd'hui le principal débouché des exportations canadiennes, mis à part les États-Unis.

D'ici à 2020, la région devrait compter sept des dix principales économies du monde et générer 40 p. 100 du commerce mondial. Selon les prévisions, le taux de croissance combiné des pays qui la composent devrait, au cours de la prochaine décennie, être trois fois supérieur au taux moyen des membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Pour faire face à cette expansion, l'Asie aura besoin d'investissements de plus de 1 billion de dollars US, au seul chapitre des infrastructures, d'ici à la fin de la présente décennie.

L'Équipe Canada a choisi un moment opportun pour se rendre en Asie du Sud et du Sud-Est puisque l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie et la Malaisie sont en passe de devenir les prochains tigres de l'Asie. L'heure est venue, pour le Canada, de faire fond sur ses relations de longue date avec ces quatre pays et, pour le milieu des affaires canadien, d'exploiter le potentiel énorme que recèlent ces marchés.

Ces pays se caractérisent par l'importance croissante que prennent des classes moyennes déjà considérables, par des taux de croissance économique supérieurs à celui du Canada et par une forte demande d'investissements de capitaux et d'infrastructures. Cette mission fournira au Canada et à son secteur privé l'occasion de forger des partenariats au sein de ces économies, alors même que la concurrence pour ces marchés en pleine expansion est féroce. L'établissement de relations commerciales mutuellement avantageuses avec cette partie du monde stimulera la croissance économique et la création d'emplois au Canada, tout en aidant les pays d'Asie à réaliser leurs objectifs de développement durable.

Les pays où se rendra l'Équipe Canada ont tous adopté des mesures énergiques pour ouvrir leurs marchés. Ils encouragent les étrangers à y investir et à participer à une vaste gamme d'activités de développement, de la construction d'infrastructures au transfert commercial de technologies de pointe, en passant par la vente de produits et services à valeur ajoutée. En raison de leurs capacités industrielles et de leurs connaissances techniques, les entreprises canadiennes sont particulièrement bien placées pour répondre à l'immense

demande de capital, de technologie et de formation dans les domaines de l'énergie, des télécommunications et de la technologie de l'information, ainsi que dans les secteurs des transports, de l'environnement, de l'agroalimentaire, de l'éducation et des services financiers.

L'Inde, avec une classe moyenne en plein essor qui compte actuellement entre 200 et 250 millions de personnes, est depuis peu le plus grand bassin de consommateurs du monde. Une demande accrue dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications, des transports et de l'environnement, ainsi que de profondes réformes économiques visant à libéraliser le commerce et l'investissement, ouvrent aux Canadiens des possibilités dans leurs domaines de compétence. La démocratie indienne, la plus grande démocratie du monde, où l'anglais est la langue des affaires et qui est dotée de systèmes bancaires et de distribution bien établis, est un marché attrayant pour les entreprises canadiennes. Dans les neuf premiers mois de 1995, les exportations du Canada y ont atteint 316 millions de dollars et dépassé les exportations totales pour 1994. Selon le secrétariat à l'approbation des investissements du ministère indien de l'Industrie, l'investissement canadien, évalué à 151 millions de dollars pour le premier semestre de 1995, est huit fois plus élevé qu'au semestre correspondant de l'année dernière.

Le Pakistan bat la marche de la réforme économique en Asie du Sud depuis 1989. De récentes orientations politiques ont permis de libéraliser l'investissement privé et étranger dans les secteurs de la production d'énergie thermique, du pétrole et du gaz, des mines et des télécommunications. Au cours des douze derniers mois, les compagnies canadiennes ont conclu des ventes d'une valeur de plus de 400 millions de dollars dans ces secteurs. De plus, des projets évalués à plus de 6 milliards de dollars en sont à divers stades, y compris des mégaprojets dans les domaines de l'électricité et du transport urbain. Quasi inexistant en 1993, l'investissement canadien avoisine aujourd'hui les 10 millions de dollars.

L'Indonésie est l'un des pays d'Asie dont l'économie connaît la croissance la plus rapide et elle devrait se hisser parmi les dix premiers pays du monde au cours de la prochaine décennie. Sa population de 190 millions d'habitants — la quatrième du monde — sa classe moyenne grandissante, comptant aujourd'hui plus de 26 millions de personnes, et sa croissance économique annuelle moyenne (6,5 p. 100 au cours des 25 dernières années) font de ce pays un marché de choix pour les exportateurs canadiens. La déréglementation des secteurs des télécommunications, de l'électricité et des services portuaires et aéroportuaires ouvre de nouvelles possibilités commerciales. Au cours des cinq prochaines années, l'Indonésie aura besoin, au seul niveau des infrastructures, d'investissements de l'ordre de 53 milliards de dollars US, dont 18 milliards doivent venir du secteur privé. L'Indonésie est en Asie du Sud-Est le principal débouché pour les exportations du Canada; en effet, les ventes de marchandises canadiennes y ont atteint 522 millions de dollars en 1994, tandis que les services génèrent des rentrées additionnelles de 200 millions par année.

Le portefeuille canadien d'investissements cumulatifs directs en Indonésie — le plus important du Canada en Asie du Sud-Est — avoisine actuellement les 6 milliards de dollars. Une centaine d'entreprises canadiennes sont présentes dans ce pays et l'on y recense à l'heure actuelle 23 coentreprises canado-indonésiennes.

On trouve en Malaisie une importante classe moyenne cosmopolite qui est de plus en plus friande de biens de consommation et d'importations. Une solide croissance économique, la diversification des industries, un climat propice aux investissements et une infrastructure efficiente et moderne font de ce pays un excellent partenaire pour le Canada en matière de commerce et d'investissement. Souhaitant faire partie du peloton de tête des pays développés d'ici à 2020, la Malaisie accélère globalement la cadence de son développement, ce qui ouvre aux Canadiens des possibilités dans les domaines des transports, de l'énergie, des télécommunications et de la technologie de l'information, ainsi que dans ceux de l'environnement, de l'aérospatiale, de l'agroalimentaire et de l'éducation. Les exportations canadiennes se sont accrues de 30 p. 100 en 1994 pour atteindre 291,5 millions de dollars. Les exportations de services, principalement de génie-conseil, génèrent pour leur part des revenus additionnels de 50 millions de dollars par année. Selon la Malaysian Central Development Authority, le Canada vient au 13^e rang pour les investissements en Malaisie, qui ont atteint 354 millions de dollars en 1994.

Développement durable en Asie

Durant les années 80 et 90, les pays en développement de l'Asie se sont classés au premier rang mondial sur le plan de la croissance économique. Cette progression rapide a permis de réduire considérablement la pauvreté dans une grande partie du continent. Cependant, pour qu'un tel essor ait des effets durables, une croissance rapide ne suffit pas. Tous les pays doivent satisfaire de façon concertée à leurs besoins sociaux, économiques, politiques et environnementaux. Il leur faut aussi tenir compte des réalités culturelles.

Dans une bonne partie de l'Asie, la réussite masque d'énormes défis. Cette partie du monde est la plus peuplée de la planète; on y retrouve 53 p. 100 de la population, massée sur seulement 16 p. 100 de la superficie habitable. Malgré une chute du taux de natalité dans la plupart des pays (exception faite du Pakistan), on s'attend que les taux absolus de croissance démographique soulèveront d'importants obstacles au développement social et économique. En dépit de progrès marqués, on retrouve en Asie 65 p. 100, plus de 700 millions, des pauvres du monde auxquels s'ajoutent probablement 300 millions de personnes qui vivent juste en deçà du seuil de la pauvreté. En Asie du Sud particulièrement, les indicateurs sociaux (alphabétisme, espérance de vie, taux de mortalité infantile) sont encore très bas et la lutte contre la pauvreté a peu progressé.

L'environnement urbain et rural ne cesse de se dégrader en raison à la fois de la croissance économique et de la pauvreté. Cette situation a des incidences sérieuses sur la santé et sur la capacité de satisfaire à une demande alimentaire croissante. Les investissements requis au niveau de l'infrastructure sont extrêmement importants (plus de 1 billion de dollars US d'ici à la fin de la décennie). Il faudra les structurer de façon à donner aux pauvres et aux groupes défavorisés un meilleur accès, à un prix abordable, aux services d'eau potable et d'assainissement, de transport, de communication et d'énergie. Dans bien des pays, les pressions que subissent les structures politiques se répercutent sur le processus du développement. Des conflits déchirent les groupes ethniques, religieux et régionaux, et certains pays continuent de faire des dépenses militaires élevées. On relève aussi des violations aux droits de la personne. La classe moyenne montante aspire à participer davantage à la vie politique. La sécurité régionale est importante pour le processus du développement; en effet, admet-on de nos jours, son absence a pour conséquences de perpétuer la pauvreté, les inégalités et l'étroitesse d'esprit politique, et de provoquer une dégradation de l'environnement.

Coopération en matière de développement

Le Canada fournit depuis longtemps de l'aide au développement à l'Asie, qui remonte en fait aux premiers jours du Plan Colombo (un programme d'aide du Commonwealth destiné aux pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est), dans les années 50. À l'origine, l'aide canadienne gravitait autour des grands projets de

production d'énergie (surtout hydroélectrique) et de l'aide alimentaire à grande échelle. De nos jours, elle répond à de nouveaux besoins et s'est étendue à l'Asie du Sud-Est dans les années 60 et 70, et à la Chine pendant la décennie suivante.

Au fil du développement de l'Asie, le Canada a articulé ses programmes de coopération de manière à réaliser ses objectifs en matière de politique étrangère, soit promouvoir la prospérité et l'emploi, contribuer à la sécurité mondiale et répandre les valeurs et la culture canadiennes. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) utilise divers moyens pour acheminer l'aide canadienne en Asie. L'aide bilatérale se traduit surtout par une coopération intergouvernementale, mais elle se manifeste aussi dans des activités directes avec des organisations non gouvernementales (ONG) et des institutions. Quant à l'aide multilatérale, elle emprunte des canaux comme l'UNICEF et les banques de développement, par exemple, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. Et pour les programmes de partenariat, le Canada s'associe aux entreprises, aux institutions et aux ONG. Le programme de l'ACDI en Asie est le deuxième en importance des programmes bilatéraux de l'Agence. Son budget pour 1995-1996 s'élève à 270 millions de dollars.

L'aide canadienne vise globalement à soutenir le développement durable afin de réduire la pauvreté et de contribuer à faire de l'Asie une région plus sûre, plus équitable et plus prospère. Par ses programmes, l'ACDI s'emploie à étayer les efforts généraux du Canada pour établir des relations durables et aider les pays bénéficiaires à s'attaquer aux problèmes clés du développement dans divers domaines prioritaires : besoins humains fondamentaux, pleine participation des femmes à titre de partenaires égaux au développement durable de leurs sociétés, prestation de services d'infrastructure respectueux de l'environnement, respect des droits de la personne, de la démocratie et du bon gouvernement, développement du secteur privé axé sur une croissance soutenue et équitable, et protection de l'environnement.

La complexité de l'Asie et son visage changeant ont forcé l'ACDI à adapter ses programmes. L'Agence est donc présente dans l'ensemble des activités d'appui au développement, que ce soit en intervenant directement pour enrayer la pauvreté au niveau communautaire, en facilitant l'accès du secteur privé à l'expertise et à la technologie canadiennes, ou en aidant les gouvernements à améliorer leurs politiques-cadres en matière économique et sociale. Dans les pays à forte croissance économique, l'ACDI délaisse peu à peu l'accent qu'elle avait toujours mis sur les programmes de réduction de la pauvreté au profit d'une approche davantage axée sur une coopération économique qui bénéficie aux deux parties.

En Inde, l'ACDI poursuit trois objectifs : promouvoir la réforme des politiques économiques et sociales, appuyer un développement respectueux de l'environnement et renforcer les relations économiques entre les secteurs privés de l'Inde et du Canada.

Au Pakistan, l'ACDI appuie l'élaboration d'approches durables au développement du secteur social, la mise en oeuvre de la stratégie nationale de conservation du Pakistan (arrêtée avec le concours du Canada), le développement de la politique économique et du secteur privé et l'adoption d'un mode de gestion de l'énergie soucieux de l'environnement.

En Indonésie, l'ACDI appuie la mise en oeuvre des politiques de cet État en matière de gestion environnementale et le renforcement d'un certain nombre de ses universités. L'Agence s'emploie également à aider les femmes à obtenir leur juste part dans le domaine du développement, ainsi qu'à appuyer l'expansion du secteur privé indonésien.

En Malaisie, l'ACDI appuie la transition entre la relation d'aide et l'instauration d'un véritable partenariat économique. Le modeste soutien qu'elle octroie à ce pays a pour effet de lui permettre d'élaborer des politiques économiques plus saines et de promouvoir la collaboration du secteur privé.

De surcroît, l'ACDI a un programme régional qui gravite surtout autour de l'Asie du Sud-Est et vise à soutenir des projets menés de concert avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et diverses institutions régionales, tant intergouvernementales que non gouvernementales, dans des domaines comme la gestion des forêts et la recherche marine, l'enseignement supérieur, l'égalité des sexes et le développement du secteur privé.

Promotion de l'enseignement canadien en Asie

Le perfectionnement des ressources humaines est essentiel à la croissance soutenue d'un certain nombre d'économies asiatiques. Le secteur canadien de l'enseignement et de la formation peut aider ces pays à répondre à une demande accrue de personnel plus instruit. Le Canada jouit de services d'éducation de qualité, très attrayants sur le plan du marché, dont l'exploitation profite à la fois à son économie et à celle des pays acheteurs.

La demande de services d'enseignement dans la région Asie-Pacifique est considérable. Le niveau des revenus y étant à la hausse, le nombre d'étudiants de niveau universitaire devrait passer de 17 millions qu'il était en 1990, à 45 millions en 2010. Nombreux sont ceux qui opteront pour une université étrangère. L'an dernier, plus de la moitié des 81 000 étrangers venus étudier au Canada étaient de la région Asie-Pacifique.

Le Canada exerce un attrait considérable sur les universitaires étrangers, car les services d'enseignement qu'on y trouve sont excellents et d'un prix abordable. À tous les niveaux, le système d'enseignement canadien est reconnu pour sa qualité et son accessibilité. Le Canada est un chef de file mondial dans l'élaboration de programmes et la formation interculturelle. En outre, les étudiants ont le choix d'étudier en français ou en anglais, ce qui est l'un des avantages du bilinguisme au Canada.

Le Canada offre une formation pratique complète; il en est de même dans le domaine de la gestion. Cela est de plus en plus important dans une économie mondiale fondée sur les connaissances et marquée par une concurrence toujours plus vive. Les collèges publics et privés offrent une formation technique, souvent assortie de stages pratiques. Professeurs et formateurs conçoivent, à l'intention des sociétés et autres groupes, des programmes qui leur permettront de répondre aux demandes d'un univers commercial en constante mutation.

Dans le domaine du télé-enseignement, l'immensité du territoire canadien a favorisé l'éclosion de compétences reconnues partout dans le monde. Un certain nombre d'écoles examinent la possibilité d'offrir de tels services à l'étranger, y compris l'application des techniques de télé-enseignement dans les régions rurales et reculées de l'Asie, ce qui ne manque pas de susciter l'intérêt de plusieurs gouvernements. Des entreprises de télécommunication et des maisons d'enseignement canadiennes travaillent actuellement à ce projet avec les ministères de l'éducation des pays concernés.

Le Canada fait figure de proue dans le monde par son système d'enseignement en direct appelé Réseau électronique scolaire (SchoolNet), qui met le monde à la portée de tous les étudiants du pays, par l'entremise de l'Internet. Le

Réseau, auquel environ 5 500 écoles ont accès, offre aux étudiants et aux professeurs la possibilité de travailler avec des collègues du monde entier et de profiter de leurs connaissances.

Centres d'éducation canadiens — Ouverture aux étudiants étrangers

Reconnaissant dans le secteur de l'enseignement international l'un des marchés de services les plus florissants du monde, la Fondation Asie-Pacifique du Canada, en collaboration avec le gouvernement du Canada, a créé le réseau des Centres canadiens d'éducation (CCE) en avril 1995. Ce réseau comprend un bureau d'enseignement, ouvert à Kuala Lumpur en 1989 et financé par l'Agence canadienne de développement international. Des CCE pilotes, dirigés par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, ont été ouverts à Taipei, à Taiwan, en 1991 et à Séoul, en Corée, en 1993.

Pour mieux faire connaître les maisons d'enseignement canadiennes, les CCE en diffusent la documentation : calendriers, textes promotionnels, vidéos et brochures. Ils conseillent les étudiants asiatiques qui veulent s'inscrire dans les universités, collèges et écoles du Canada, et ils les renseignent au sujet des bourses et des visas. Les CCE organisent également des séminaires préparatoires à la vie au Canada, des salons de l'éducation, des activités pour les anciens ainsi que des rencontres. L'établissement de Séoul, et récemment celui de Taipei, ont commencé à faciliter la mise en oeuvre de programmes de formation portant sur l'entreprise.

En neuf mois à peine, les CCE ont attiré plus de 90 clients qui se répartissent grosso modo en quatre catégories : universités, collèges, écoles de formation linguistique et un quatrième groupe formé d'écoles privées et publiques, de sociétés et d'associations professionnelles. Au moyen de bulletins et du courrier électronique, les abonnés sont tenus au fait des nouvelles conditions et possibilités offertes sur le marché de l'enseignement, des demandes de renseignements présentées par les étudiants ainsi que des activités courantes des CCE.

Les CCE fonctionnent selon un régime de recouvrement partiel des coûts; leurs sources de recettes sont les droits d'inscription, la facturation de certains services, le parrainage de sociétés et la tenue de salons de l'enseignement et de la formation. La Fondation Asie-Pacifique administre le réseau des CCE et fait la promotion de ses services auprès de la clientèle canadienne.

Les compagnies asiatiques portent un intérêt marqué à la formation touchant les entreprises et tout ce que cela comprend : MBA et cours intensifs conçus spécialement pour l'entreprise dans le domaine des communications d'affaires, de l'anglais commercial et des services financiers. En mai 1995, le CCE de Séoul a organisé un forum sur les programmes canadiens de formation financière, qui a attiré environ 70 participants venus de plus de 50 institutions. Le Conference Board du Canada et le Management Development Institute de

Corée en assuraient la coprésidence. Par la suite, le Niagara Institute du Conference Board a été l'hôte de programmes de trois jours destinés aux cadres et portant sur la gestion au XXI^e siècle et sur les marchés financiers mondiaux.

L'augmentation du nombre d'étudiants qui se sont inscrits à des établissements ou à des cours canadiens témoigne avec éloquence du succès des CCE. À preuve, le nombre d'étudiants coréens est passé d'un peu plus de 800 en 1993 à 4 000 deux ans plus tard.

Le réseau des CCE fera plus que doubler en 1996, avec l'ouverture de nouveaux centres à Jakarta, Bangkok, Hong Kong et Singapour. En 1997, un centre ouvrira ses portes en Inde et, si les résultats d'une étude de marketing le justifient, au Japon.

La prestation de services canadiens d'enseignement et de formation au Canada même et en Asie peut renforcer et élargir les relations à long terme. Les gens d'affaires qui ont étudié avec des professionnels canadiens en viennent à apprécier le Canada et à s'y créer des liens. Les étudiants rentrent chez eux occuper des postes de décideurs dans l'administration publique et dans le milieu des affaires. Les relations nouées en classe débouchent, des années plus tard, sur de solides liens commerciaux.

Performance commerciale du Canada

Les ventes de produits et services à l'étranger se sont accrues à un rythme inégalé dans la dernière décennie au Canada. Au cours des neuf premiers mois de 1995, les exportations de marchandises canadiennes ont connu une progression de 20 p. 100 et un excédent commercial, de 63 p. 100 par rapport à la même période l'an dernier. Une augmentation semblable des exportations a été constatée l'an dernier, alors qu'elles étaient en hausse de 20,5 p. 100, et que l'excédent commercial avait progressé de 34 p. 100.

Cette croissance rapide des exportations se fait dans des secteurs divers. Elle touche principalement les secteurs à valeur ajoutée et ceux des grands produits d'exportation comme les produits industriels, la machinerie et l'équipement, les produits automobiles ainsi que les secteurs classiques comme la foresterie.

Les exportations vers tous les grands marchés mondiaux vivent cette croissance. Vers les États-Unis, elles ont progressé de 17 p. 100 au cours des neuf premiers mois de 1995; vers l'Amérique latine, elles ont augmenté de 29 p. 100; vers le Japon, de 32 p. 100; vers l'Union européenne, de 42 p. 100; vers la Chine, de 44 p. 100 et vers tous les autres pays de l'Asie-Pacifique, de 47 p. 100.

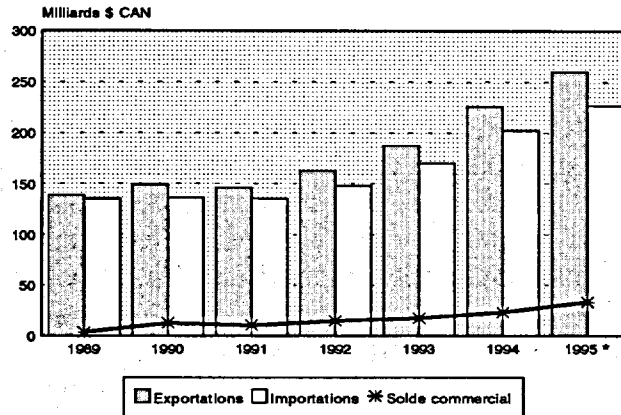
Les exportations de services, qui représentent environ 13 p. 100 des exportations de marchandises du Canada, n'accusent pas une croissance aussi vigoureuse. Elles se sont néanmoins accrues de 12 p. 100 en 1994 et de 10,5 p. 100 au cours des neuf premiers mois de 1995.

La forte expansion des exportations canadiennes de biens et services a fait progresser la part du revenu national tirée du commerce. Par rapport au produit intérieur brut (PIB), les exportations de biens et services se chiffraient à 26 p. 100 en 1992, à 33,2 p. 100 en 1994 et à 36,6 p. 100 en septembre 1995 (taux annualisé).

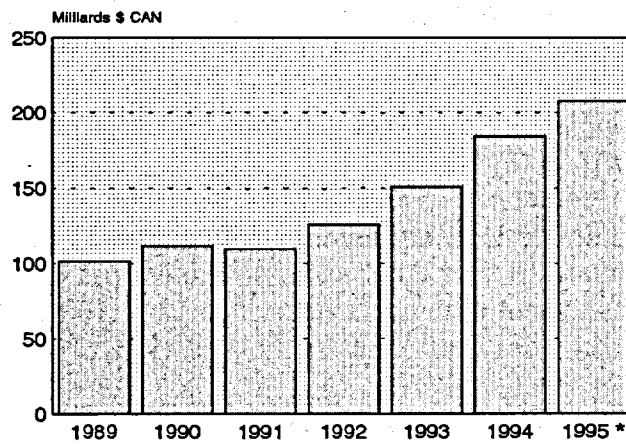
Cela signifie que les exportations représentent maintenant pour les Canadiens le facteur le plus important de la croissance du PIB et l'un des plus importants facteurs d'emploi. En effet, d'après les économistes, chaque milliard de dollars d'exportations contribue au maintien de près de 12 000 emplois.

Ces résultats exceptionnels ne tiennent pas uniquement à l'évolution de la valeur du dollar canadien. Ont joué un rôle beaucoup plus important à cet égard, l'élargissement de l'accès aux marchés — résultat de la libéralisation multilatérale et régionale du commerce et des investissements — la demande croissante à l'échelle internationale de produits et services canadiens, et le fait que des entreprises, grandes et petites, relèvent avec succès les défis de la mondialisation.

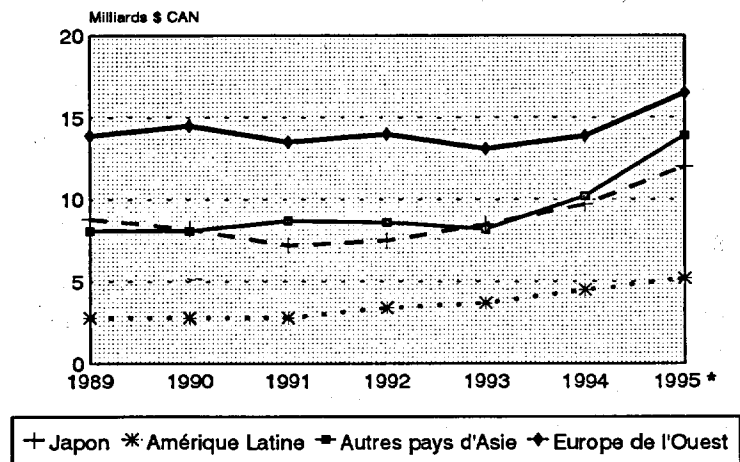
Commerce des marchandises du Canada (Base douanière)



Croissance des exportations de marchandises (Vers les États-Unis)



Croissance des exportations de marchandises (Vers les autres principaux marchés)

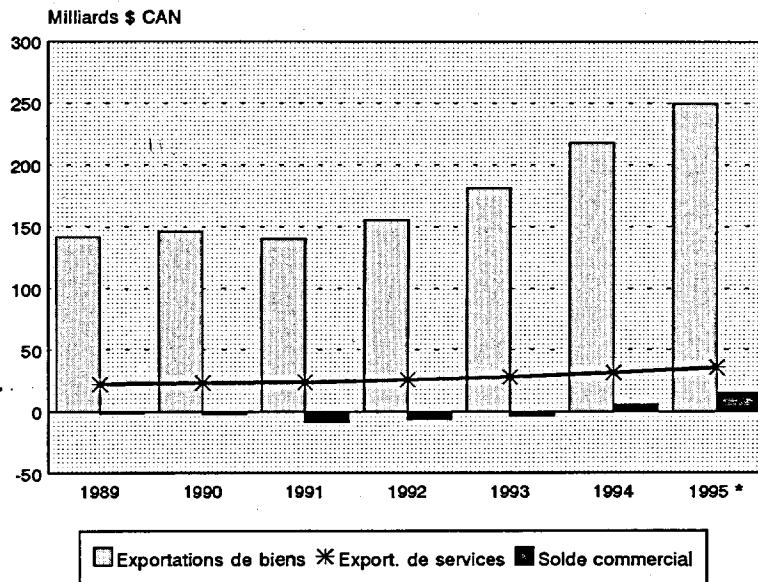


* Estimation de 1995 basée sur les données de janvier à septembre 1995

Source : Statistique Canada

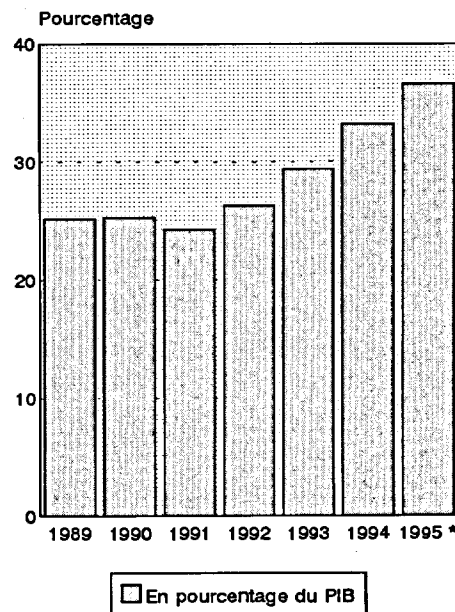
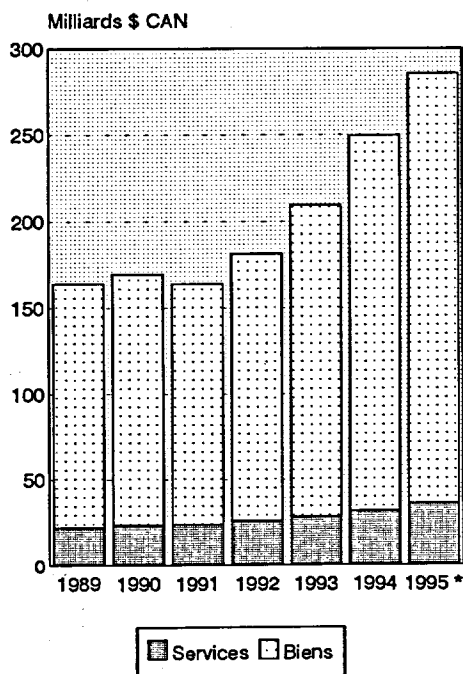
Commerce international du Canada

(En fonction de la balance des paiements; les données sur les importations n'apparaissent pas)



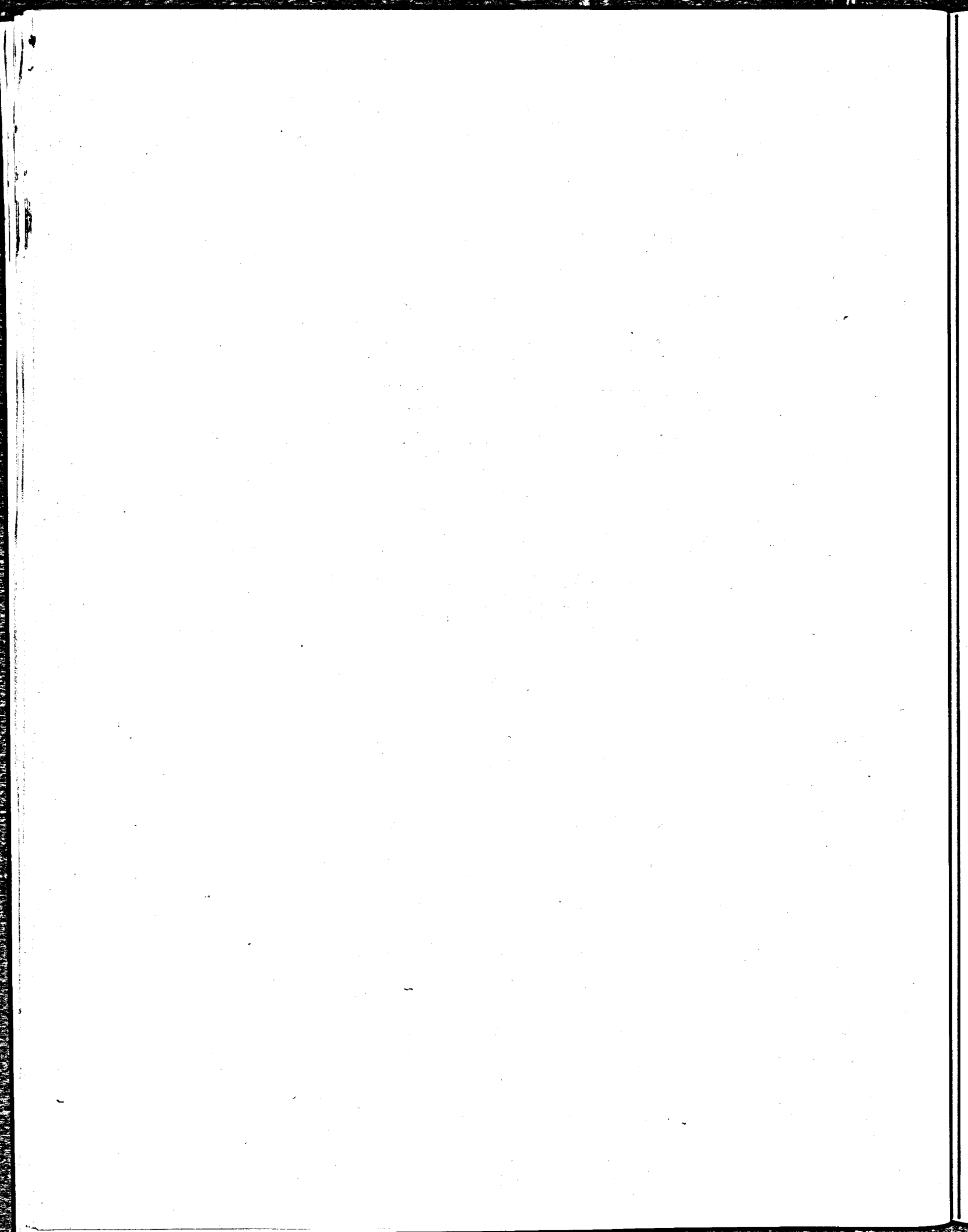
Exportations de biens et de services

(En fonction de la balance des paiements)

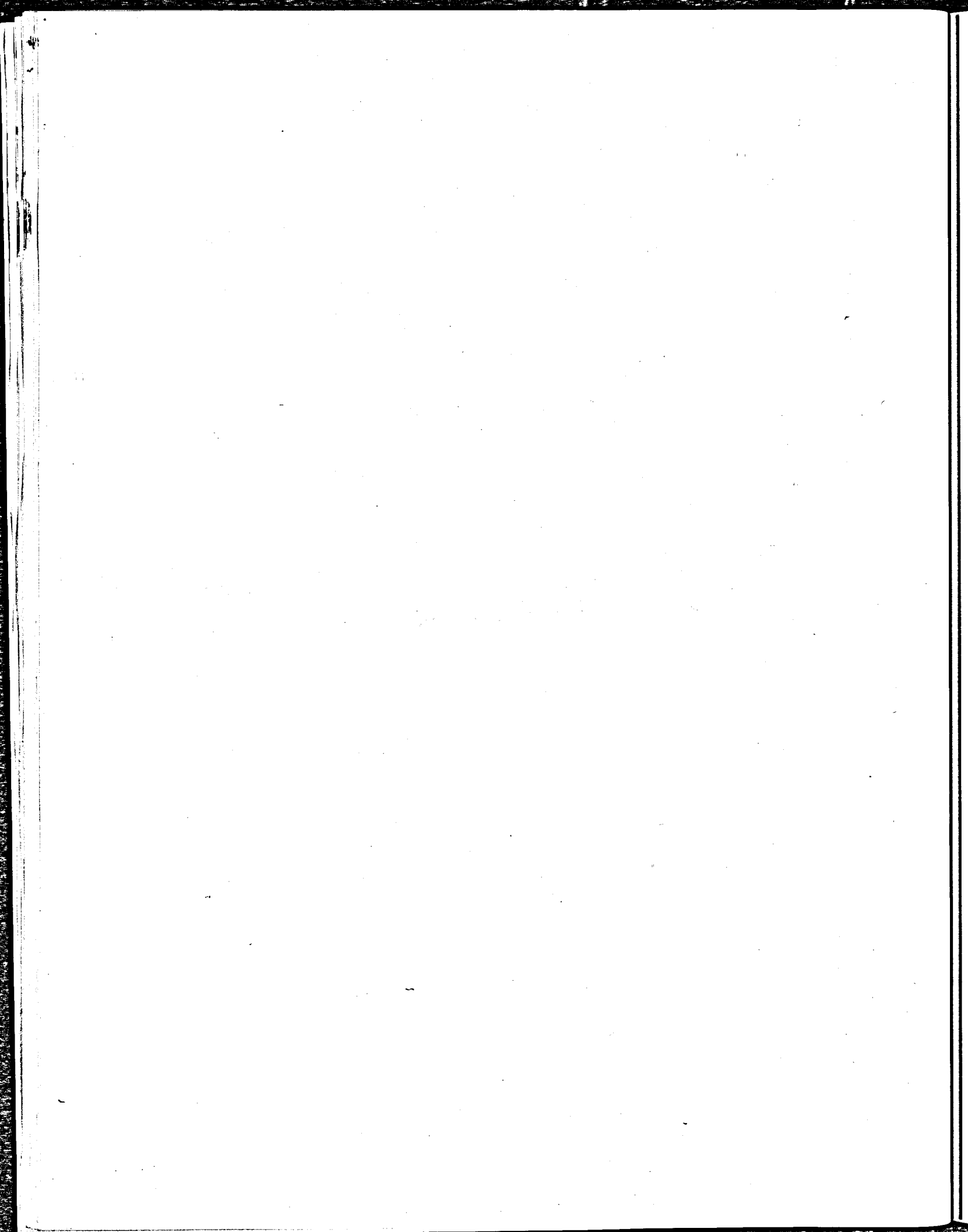


* Estimation de 1995 basée sur les données de janvier à septembre 1995

Source : Statistique Canada



Profil des pays



Inde

Le Président Shankar Dayal Sharma

M. Sharma est né le 19 août 1918 à Bhopal dans le Madhya Pradesh. Il a une maîtrise ès arts, un baccalauréat en droit et un doctorat en philosophie de l'Université Cambridge. Il a aussi étudié au St. John's College d'Agra, à l'Université d'Allahabad, à l'Université de Lucknow, au Lincoln's Inn, à l'École de droit de Harvard, à l'Université de Zurich et à l'Université de Paris.

M. Sharma a commencé à pratiquer le droit à Lucknow en 1940. Ancien défenseur de la liberté, il a été emprisonné pendant la lutte pour la liberté et pour avoir fait partie du Merger Movement à Bhopal.

Il a été gouverneur de l'Andhra Pradesh en 1984-1985, du Panjab en 1985 et du Maharashtra en 1986-1987. Il a en même temps occupé le poste de chancelier de 22 universités et celui de recteur de l'Université de Hyderabad.

M. Sharma a été vice-président et président du Conseil des États (Rajya Sabha) du 3 septembre 1987 au 25 juillet 1992, date à laquelle il est devenu président du pays.

Le Premier ministre Panelaparthi Venkata Narasimha Rao

M. Rao est né le 28 juin 1921 dans le district de Karminagar (Andhra Pradesh) à environ 150 kilomètres au nord-est de Hyderabad. Il possède un baccalauréat ès sciences du collège Fergusson de Poona et un baccalauréat en droit de l'Université de Nagpur.

Il a détenu divers portefeuilles dans les cabinets d'Indira et de Rajiv Gandhi, dont celui de ministre des Affaires extérieures (1980-1984 et 1988-1989).

M. Rao a été nommé chef du Parti du Congrès-I (I pour Indira Gandhi) après l'assassinat de Rajiv Gandhi, durant la campagne électorale de mai 1991. L'élection qui a suivi a porté au pouvoir le Parti du Congrès, dirigé par Narasimha Rao, grâce à l'appui de plus petits partis.

Les relations entre le Canada et l'Inde

- Le Canada et l'Inde ont depuis longtemps établi des relations caractérisées par la coopération et un dialogue franc et constructif. Elles se trouvent renforcées par le programme canadien de coopération en matière de développement et par l'appartenance des deux pays au Commonwealth, aux Nations unies et à l'Organisation mondiale du commerce.
- Ainsi, entre 1954 et 1973, le Canada et l'Inde ont œuvré au sein des commissions internationales de paix en Indochine. En 1987, ils ont coprésidé le premier comité de maintien de la paix, dont les travaux ont abouti aux accords de paix du Cambodge, signés à Paris. Au sein du Commonwealth, ils ont été les chefs de file des efforts déployés au niveau international pour établir la démocratie en Afrique du Sud.
- Plusieurs visites de haut niveau au cours des 18 derniers mois ont contribué au renforcement des relations entre le Canada et l'Inde. Le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren, et le Secrétaire d'État à l'Asie-Pacifique, M. Raymond Chan, ont dirigé des missions de plus de 40 représentants du monde des affaires en Inde — en octobre 1994 et mars 1995 respectivement.
- Un autre aspect non négligeable des relations entre les deux pays vient du fait que le Canada est la patrie d'adoption de plus de 500 000 citoyens d'origine indienne.

Commerce et investissement

- Sa classe moyenne en plein essor, qui est d'environ 200 à 250 millions de personnes, fait désormais de l'Inde le marché de consommation le plus grand du monde. Depuis 1991, le pays a entrepris d'importantes réformes économiques pour libéraliser le commerce et l'investissement. Celles-ci ont ouvert de nombreux secteurs, notamment ceux de l'énergie et des télécommunications, aux entrepreneurs et aux investisseurs étrangers. La déréglementation a facilité la participation du secteur privé, tandis que la réduction des droits de douane et des droits à l'importation a favorisé l'arrivée d'entreprises étrangères.
- L'attrait de l'Inde en tant que partenaire économique tient, pour le Canada, à plusieurs facteurs : elle est la plus grande démocratie du monde; elle emploie souvent l'une des deux langues officielles du Canada — l'anglais — pour les affaires; elle est dotée d'un pouvoir judiciaire indépendant et possède des réseaux bancaires et des systèmes de distribution bien établis; elle a depuis longtemps l'esprit d'entreprise et dispose d'une population active très qualifiée et instruite.

- Les échanges commerciaux bilatéraux ont connu un essor constant, pour atteindre 723 millions de dollars en 1994. Cette année-là, le Canada a exporté pour 265 millions de dollars de marchandises en Inde, soit un peu moins que les 282 millions de dollars de 1993. Les exportations vers l'Inde ont atteint un record de 529 millions de dollars en 1992 étant donné une vente exceptionnelle de blé. Les exportations des neuf premiers mois de 1995, évaluées à 316 millions de dollars, ont déjà dépassé le montant total des exportations de 1994. Le Canada a importé de l'Inde des marchandises d'une valeur de 458 millions de dollars en 1994, contre 360 millions en 1993.
- Les sociétés de services canadiennes décrochent un nombre croissant de contrats dans le secteur de la consultation, et de plus en plus elles s'engagent pour l'avenir en s'établissant sur les lieux. La part du Canada dans ces contrats représente des centaines de millions de dollars, qui ne figurent pas dans les statistiques du commerce des marchandises.
- La nature des exportations canadiennes s'est diversifiée ces dernières années. Les fournisseurs de produits de technologie de pointe, notamment dans le domaine des télécommunications et de la production d'électricité, font des percées sur le marché indien. Les exportations consistaient habituellement en denrées de base comme le blé, le papier journal, la potasse, le soufre, les biens d'équipement et la machinerie.
- Les importations du Canada en provenance de l'Inde ont, elles aussi, évolué : autrefois presque exclusivement composées de textiles, elles se sont étendues, notamment aux produits de haute technologie tels que les logiciels.
- Les investissements directs du Canada en Inde ont augmenté rapidement ces dernières années. Alors qu'ils se situaient à environ 8 millions de dollars par année de 1987 à 1992, on estime qu'ils ont atteint 19 millions de dollars en 1994. D'après le secrétariat à l'approbation des investissements du ministère indien de l'Industrie, les investissements canadiens, évalués à 151 millions de dollars pour le premier semestre de 1995, sont huit fois plus élevés qu'au semestre correspondant de l'année dernière.
- Les investissements canadiens — actuels et prévus — touchent une large gamme de secteurs : télécommunications, environnement, agriculture et agroalimentaire, chaussure, énergie (y compris production électrique, pétrolière et gazière), mines, aviation et aérospatiale, transports et matériel médical. En 1995, les investissements les plus importants se sont faits dans les secteurs de l'alimentation, des mines et des minéraux, et le reste semble avoir consisté en petits investissements répartis dans divers secteurs.

- Il y a plus de 120 ententes canado-indiennes de collaboration industrielle dans des domaines aussi divers que l'élevage de la volaille, la maintenance d'aéronefs, les services d'éducation, la bijouterie fantaisie, les télécommunications, l'outillage électrique, les pièces d'automobile, les systèmes d'information géographique et le traitement des huiles comestibles. Dans la seule ville de Delhi, le nombre de bureaux de sociétés canadiennes est passé de 7 seulement il y a un an et demi à 50 aujourd'hui.

***Pleins feux sur l'Inde* : stratégie canadienne de commerce et d'investissement**

- *Pleins feux sur l'Inde* est une stratégie commune élaborée par les gouvernements fédéral et provinciaux et par le secteur privé afin de favoriser l'expansion du commerce et de l'investissement canadiens en Inde. Combinée à la nomination de deux autres délégués commerciaux à New Delhi et à Bombay, d'un consul honoraire et d'un agent commercial à plein temps à Bangalore, cette stratégie présente aux entreprises canadiennes une approche planifiée à toute la gamme des débouchés économiques qu'offre l'Inde.

Coopération en matière de développement

- Le Canada a entrepris avec l'Inde son programme de coopération en matière de développement en 1950. Au début, la programmation de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) portait avant tout sur les grands projets d'infrastructures (notamment les installations hydroélectriques), l'aide alimentaire et l'agriculture. L'ACDI a par la suite orienté son soutien vers le développement durable en mettant surtout l'accent sur l'environnement, les réformes économiques et sociales, et le développement du secteur privé.
- L'ACDI aide les collectivités rurales à prévenir la dégradation de l'environnement en favorisant la plantation d'arbres, la gestion des ressources en eau et l'introduction de technologies de production de biogaz peu coûteuses.
- Afin de contribuer à réduire la pauvreté, l'ACDI appuie des projets agroforestiers qui accroissent les revenus des familles pauvres, ainsi que des programmes de crédit au secteur rural. L'ACDI vient aussi en aide à des projets d'organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes et indiennes en matière de perfectionnement des compétences et d'activités rurales rémunératrices.
- L'ACDI contribue au programme de réformes économiques et sociales de l'Inde en finançant des recherches menées conjointement par des institutions canadiennes et indiennes, comme celles effectuées dans le

cadre du programme de coopération commerciale organisé par le Conference Board du Canada. Les recherches menées dans les domaines de la macroéconomie, de l'énergie, du commerce et de l'environnement servent aux décideurs indiens pour l'élaboration des politiques. Il existe un autre programme dirigé par l'Institut indo-canadien Shastri qui, sur une période de cinq ans, facilitera la coopération entre 23 universités canadiennes et autant d'institutions indiennes effectuant des recherches sur des questions relatives aux femmes et au développement, ainsi que sur l'économie, les sciences et la technologie, et la démographie.

- Afin de favoriser le développement du secteur privé indien, l'ACDI encourage des coentreprises réunissant des sociétés et des institutions canadiennes et indiennes. Ces coentreprises, qui ont bénéficié d'un soutien de 2,1 millions de dollars du Programme de coopération industrielle de l'ACDI pendant l'année financière 1993-1994, permettent de renforcer le secteur privé tout en fournissant des débouchés aux sociétés canadiennes en Inde. Plus de 30 des 100 demandes soumises en 1993-1994 ont donné lieu à la formation de coentreprises, surtout dans les secteurs des mines, de la fabrication, de l'agriculture, des communications et de l'énergie.
- Depuis 1993, le programme de l'ACDI en Inde comprend un fonds de soutien au bon gouvernement de 173 000 \$. Dix-sept projets réalisés dans toutes les régions de l'Inde en ont bénéficié à ce jour. Ils visent à aider des organisations non gouvernementales indiennes à améliorer la situation des femmes et des enfants. L'ACDI appuie, par exemple, un programme de formation sur les droits juridiques des femmes, qui vise à les faire participer davantage aux processus politiques locaux, ainsi que des programmes liés à la santé et à l'éducation destinés aux enfants des quartiers pauvres de Calcutta. L'ACDI finance également les phases initiales d'un programme d'échanges entre les commissions des droits de la personne canadienne et indienne.

Accords entre le Canada et l'Inde

Domaine	Date de signature	Titre
Coopération économique	Septembre 1951	Échange de notes mettant officiellement en vigueur la Déclaration de principes formulée d'un commun accord par les deux pays en vue du développement économique de l'Inde sur une base coopérative
Défense	Juin 1953	Échange de notes relatif à l'inspection des fournitures et du matériel achetés par l'Inde au Canada
Énergie nucléaire	Avril 1956	Accord relatif à un projet de réacteur atomique
Brevets	Août 1956	Accord visant à protéger, sur une base de réciprocité, la priorité des brevets d'invention
Coopération économique	Décembre 1956	Accord relatif au projet hydro-électrique du Kundah dans le cadre du Plan Colombo auquel participent le Canada et l'Inde
Énergie nucléaire	Décembre 1963	Accord visant la station atomique du Rajasthan et la station d'énergie nucléaire de Douglas Point
Pensions	Décembre 1967	Accord relatif à l'application au Régime de pensions du Canada d'employés recrutés au Canada par le Gouvernement de l'Inde
Services aériens	Juillet 1982	Accord sur les services aériens
Imposition	Juillet 1982	Accord sous forme d'Échange de notes en vue d'éviter la double imposition des revenus aériens complétant l'Accord entre le Canada et l'Inde sur les services aériens
Imposition	Octobre 1985	Accord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu
Extradition	Février 1987	Traité d'extradition
Coopération au développement	Février 1989	Accord général de coopération au développement économique
Entraide juridique	Octobre 1994	Traité d'entraide juridique en matière pénale

INDE

Capitale : New Delhi

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
3 287 263 km²

Population
934 millions (est. 1995)

Taux de croissance de la population
2,2 % (1994)

Principales langues
18 langues officielles, dont l'anglais; l'hindi est la plus utilisée

Principaux groupes religieux
Hindous (80 %), musulmans (11 %), chrétiens (2,4 %), sikhs (2 %)

DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République parlementaire, parlement bicaméral multipartite

Chef de l'État
Le Président Shankar Dayal Sharma

Chef du gouvernement
Le Premier ministre P. V. Narasimha Rao

Ministre des Affaires extérieures
M. Pranab Mukherjee

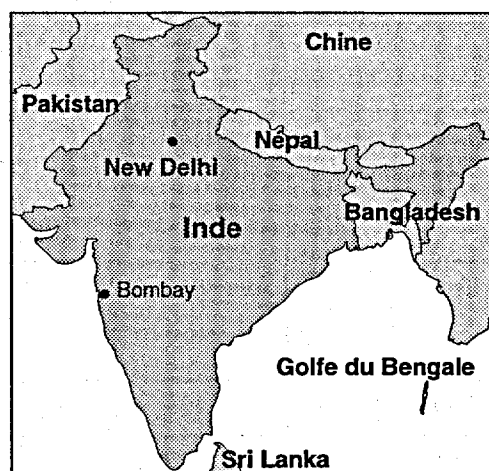
Ministre du Commerce
M. Palaniappa Chidambaram

Indice du développement humain de l'ONU
L'Inde se classe 134^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Stanley Gooch, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
7/8 Shantipath, Chankyapuri
New Delhi 110021
Inde

Téléphone : (011-91-11) 687-6500
Télécopieur : (011-91-11) 687-6579



DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
299 milliards \$ US (1995)

Taux de croissance du PIB
6,2 % (1994-1995)

PIB par habitant
330 \$ US (1995)

Principales exportations
Pierres précieuses et bijoux, produits d'ingénierie, vêtements, tissus, cuir et articles en cuir, produits de la pêche

Principales importations
Pétrole, huile et lubrifiants, biens d'équipement, pierres précieuses, produits chimiques, engrais, fer et acier

Principales exportations au Canada
458,7 millions \$ (1994), en vêtements et accessoires, articles en cuir, perles, café, thé, tapis, coton

Principales importations du Canada
264,8 millions \$ (1994), en blé, papier journal, potasse, pâtes et papiers, engrais, sel, soufre, biens d'équipement et machinerie, légumes et racines, graisses et huiles

Investissements directs canadiens
19 millions \$ (1994)

Aide canadienne au développement
106,41 millions \$ (1993-1994)

Décembre 1995

Delhi

Ancien établissement d'importance dans la culture hindoue, Delhi a aussi été le centre d'un sultanat de même que la capitale de l'empire moghol. Lorsque George V fut proclamé empereur des Indes en 1911, les Britanniques décidèrent de transférer la capitale de Calcutta à Delhi.

New Delhi, prolongement de Delhi au sud, fut conçue par les Britanniques et bâtie dans les années 20 et 30. La partie originelle de New Delhi est l'oeuvre d'architectes qui y ont aménagé de larges avenues bordées d'arbres, des promenades circulaires et des parcs; elle comprend aussi d'imposants édifices publics, de vastes jardins, ainsi que des bungalows.

Le vieux Delhi est un grand ensemble grouillant et fascinant où l'on retrouve des boutiques, des bazars, des immeubles d'habitation et quelques villas dans les quartiers qu'occupaient auparavant les fonctionnaires et hommes d'affaires britanniques. Le principal secteur commercial de la grande région de Delhi est situé autour de la place Connaught qui compte d'innombrables boutiques de toutes sortes. L'ancien et le moderne s'y côtoient et le visiteur peut ainsi se faire une image juste de l'Inde contemporaine.

Plus de 8,4 millions de personnes habitent à Delhi. Les deux secteurs de la ville, l'ancien et le nouveau, comptent tous les deux des lieux historiques, notamment des temples, des tombeaux, des forts et des portes monumentales qui témoignent d'un passé mouvementé de conquêtes et de réaménagement urbain. Dépourvue de lacs ou de stations balnéaires, la ville offre cependant au visiteur des parcs attrayants et de magnifiques jardins, ainsi qu'un jardin zoologique qui compte des espèces animales et des oiseaux du monde entier.

Agra

Agra est une ville de 955 000 habitants, située à 200 kilomètres au sud de New Delhi (deux heures de train). Agra était la capitale de l'Inde au temps des Moghols (XVI^e et XVII^e siècles) et son architecture reflète en grande partie leur influence. La partie principale de la ville a conservé son caractère ancien, avec ses rues étroites bordées d'innombrables boutiques d'artisanat dans lesquelles on peut se procurer des articles brodés d'or et d'argent ou en fine maroquinerie.

Le renom de la ville vient du Taj Mahal, mausolée érigé par Shah Jahan, entre 1630 et 1652, à la mémoire de son épouse favorite, la bien-aimée Mumtaz Mahal. Le splendide monument d'amour en marbre blanc incrusté de pierreries est l'oeuvre d'artisans spécialisés venus d'aussi loin que l'Italie, la Perse et la Turquie. La lumière pénètre dans le Taj par des doubles claustras de marbre dentelé. À l'intérieur, sous le dôme central, reposent les cénotaphes de Shah Jahan et de Mumtaz Mahal.

Le fort d'Agra se dresse dans le détour de la rivière Yamuna près du centre d'Agra. Il a été construit entre 1565 et 1573 par le grand empereur moghol Akbar, grand-père de Shah Jahan. Structure imposante entourée de fossés, le fort a été tour à tour occupé et agrandi par deux autres empereurs moghols — Jehangir et Shah Jahan.

Parmi les nombreux bâtiments érigés dans les enceintes du fort figure notamment la célèbre Musamman Burj (tour octogonale) dans laquelle mourut Shah Jahan qui y avait été maintenu en captivité par son fils sept ans avant sa mort. L'histoire raconte qu'il a vécu ses derniers jours les yeux rivés sur le Taj Mahal. Ce complexe architectural comprend aussi le Khas Mahal (palais privé), la Moti Masjid (mosquée de perles), le palais de Jehangir, la Diwan-i-Khas (salle des audiences privées) et la Diwan-i-Am (salle des audiences publiques), construits pour la plupart sous le règne de Shah Jahan.

Bombay (Mumbai)

Bombay, ou Mumbai comme elle sera bientôt renommée, est une ville de près de 13 millions d'habitants et la capitale du Maharashtra, l'un des États les plus industrialisés et les plus urbanisés de l'Inde. Cet État doit sa prospérité à la richesse de ses terres agricoles et à la vigueur de son développement industriel. Les habitants du Maharashtra jouissent d'un revenu par habitant et d'un taux d'alphabétisation supérieurs à la moyenne nationale.

Avant de devenir le plus grand port et le centre commercial le plus important de l'Inde, Bombay était une région de marais et de petites îles. Offerte en cadeau de mariage à Charles II d'Angleterre en 1661 par le roi du Portugal, Bombay est aujourd'hui le centre financier du pays, là où sont situés le plus gros marché boursier et la plupart des banques du pays, dont la Banque centrale. On y trouve un certain nombre de grandes industries, notamment le textile et le cinéma (cette dernière dans un complexe appelé Bollywood) ainsi que des industries électroniques dont le rythme de croissance est fulgurant.

À Bombay, l'influence britannique demeure manifeste comme en témoignent les noms donnés aux jardins et musées. L'un des lieux les plus connus de la ville est la Gateway of India, érigée en mémoire du passage du roi George V et de la reine Mary, en 1911.

Étant donné que la population de Bombay ne cesse de croître (d'environ 4 000 personnes par semaine) et que les sociétés multinationales tiennent à s'établir dans la ville, les locaux à bureaux et les logements sont très recherchés et, par conséquent, les loyers très élevés. Bombay a la réputation d'être l'une des villes du monde où la location de bureaux coûte le plus cher.

Pakistan

Le Président Farooq Ahmed Khan Leghari

M. Farooq Ahmed Khan Leghari est né à Lahore, en 1940. Il est détenteur d'un baccalauréat ès arts de l'Université du Panjab et d'une maîtrise en philosophie, en sciences politiques et en économie du St. Catherine's College d'Oxford.

Il est entré dans la fonction publique du Pakistan en 1962 et y a occupé divers postes avant de se lancer en politique en 1973. Il a été élu au Sénat en 1975 et à l'Assemblée nationale en 1977, année où le Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto l'a nommé ministre de la Production. Après le renversement de M. Bhutto et la proclamation de la loi martiale en 1977, M. Farooq Leghari a participé à la campagne du Parti du peuple pakistanais réclamant la restauration de la démocratie, ce qui lui a valu trois ans de prison.

Aux élections de 1988, M. Farooq Leghari a remporté deux sièges, l'un à l'Assemblée nationale et l'autre à l'Assemblée de la province du Panjab. Pendant une brève période, il a dirigé l'opposition à l'Assemblée du Panjab, puis il a été nommé ministre de l'Eau et de l'Électricité dans le premier cabinet de M^{me} Benazir Bhutto. Réélu en 1990, il a rempli les fonctions de chef suppléant de l'opposition avant d'être nommé ministre des Finances dans le gouvernement provisoire de M. Mir Balakh Sher Mazari. Après les élections de 1993, M. Farooq Leghari a été nommé ministre des Affaires étrangères, puis Président du Pakistan.

La Première ministre Mohtarma Benazir Bhutto

M^{me} Mohtarma Benazir Bhutto est née à Karachi en 1953. Elle a fait ses études primaires au Pakistan, puis a poursuivi ses études au Radcliffe College et au Lady Margaret Hall, à Oxford. En 1977, elle a obtenu un diplôme d'études supérieures en droit international et en diplomatie d'Oxford.

À la suite du renversement du gouvernement de son père, M. Zulfikar Ali Bhutto, et de la proclamation de la loi martiale en 1977, elle a pris la direction du Parti du peuple pakistanais, qu'avait fondé M. Bhutto, et elle a participé à la campagne en vue de restaurer la démocratie. Elle a été emprisonnée de mars 1981 à janvier 1984, alors que de graves problèmes de santé l'ont obligée à se rendre au Royaume-Uni pour se faire soigner.

En 1986, M^{me} Bhutto est revenue au Pakistan et a mené le Parti du peuple pakistanais à la victoire lors des élections générales de 1988. Le président Ghulam Ishaq Khan a destitué son gouvernement le 6 août 1990. Ayant perdu les élections déclenchées plus tard cette année-là, M^{me} Bhutto a occupé le poste de chef de l'Opposition jusqu'à son retour au pouvoir en 1993.

La Première ministre Bhutto a écrit deux livres : *Foreign Policy in Perspective* (1978) et *Daughter of Destiny* (1988).

Les relations entre le Canada et le Pakistan

- Le Canada et le Pakistan entretiennent des relations fondées sur une coopération de longue date en matière de développement et sur leur expérience commune au sein du Commonwealth. Le Pakistan a joué un rôle utile et constructif dans les dossiers internationaux d'un intérêt particulier pour le Canada, parmi lesquels l'environnement et le droit de la mer. Il a également appuyé diverses initiatives internationales ayant trait au contrôle des armements et aux opérations de maintien de la paix.
- Depuis deux ans, le Canada tente de diversifier ses relations avec le Pakistan. Auparavant basées sur l'aide au développement, elles se sont transformées en un partenariat fondé sur des intérêts communs. Cette nouvelle orientation découle du fait que le Pakistan est revenu à la démocratie en 1988 et qu'il montre maintenant la voie aux pays de l'Asie du Sud en adoptant des réformes économiques, en ouvrant ses marchés aux autres pays et en participant à l'Organisation mondiale du commerce.
- Plusieurs visites de haut niveau au cours de la dernière année ont permis de renforcer et de diversifier les relations canado-pakistanaïses. Le Secrétaire d'État à l'Asie-Pacifique, M. Raymond Chan, s'est rendu au Pakistan en mars 1995 à la tête d'une délégation de 40 hommes et femmes d'affaires. Cette visite a été suivie de la venue au Canada de plusieurs ministres pakistanais, notamment M. Saifullah Khan, ministre du Pétrole et des Ressources naturelles, M. Nawab Talpur, ministre de l'Agriculture, et M. Chaudhry Ahmad Mukhtar, ministre du Commerce.
- Environ 100 000 Canadiens d'origine pakistanaïse vivent au Canada. Nombre d'entre eux maintiennent de solides liens avec le Pakistan, favorisant ainsi le développement des relations commerciales entre les deux pays. Bien des Pakistanais, qui ont fait des études supérieures au Canada et qui sont retournés par la suite dans leur pays, y occupent maintenant des postes de haut niveau au sein de l'administration publique, d'entreprises et d'universités.
- Le Canada reçoit plus de 5 000 visiteurs pakistanais chaque année et on prévoit que ce nombre augmentera, car de plus en plus de gens d'affaires pakistanais viennent au Canada.

Commerce et investissement

- Les importantes réformes économiques entreprises par le Pakistan depuis 1989 ont amélioré les perspectives d'affaires dans ce pays. Des changements récents dans les politiques ont libéralisé l'investissement

privé et étranger dans les secteurs de la production d'énergie thermique, du pétrole et du gaz, des mines et des télécommunications. Plusieurs grandes sociétés d'État comme Sui Northern et Sui Southern Gas Pipelines Ltd. et la Pakistan Telecommunications Commission sont en voie de privatisation. En plus d'accroître l'enthousiasme du secteur privé au Pakistan, ces réformes ont ouvert de nouvelles possibilités aux fournisseurs canadiens de marchandises, de services et de techniques liés à ces secteurs.

- Les exportations canadiennes vers le Pakistan étaient évaluées à 62 millions de dollars en 1994; les importations en provenance de ce pays atteignaient 198,6 millions de dollars. Le commerce bilatéral s'est chiffré à quelque 260 millions de dollars en 1994, mais ces données ne reflètent pas adéquatement la croissance du commerce entre le Canada et le Pakistan. Au cours des douze derniers mois, les sociétés canadiennes ont conclu des marchés de plus de 400 millions de dollars dans les secteurs libéralisés par la réforme économique. Des projets évalués à plus de 6 milliards de dollars sont envisagés, entre autres d'importants projets énergétiques et la construction d'un réseau métropolitain de transport rapide à Karachi.
- Les principales exportations canadiennes au Pakistan sont le charbon, le blé, les pois, les pâtes et papiers, l'équipement électrique et énergétique, le matériel ferroviaire et les matières plastiques. Parmi les importations canadiennes de produits pakistanais, on retrouve le coton, les textiles et vêtements, les articles en cuir, les tapis et les aliments transformés.
- Des sociétés canadiennes font des percées sur le marché pakistanais par l'entremise d'alliances stratégiques prenant la forme de coentreprises, de transferts de technologie, d'octrois de licences et de participation au capital.
- L'investissement canadien au Pakistan, qui était à peu près nul en 1993, devrait atteindre 10 millions de dollars en 1995. Des sociétés canadiennes bien connues comme Bata et Shaver Poultry sont d'importants investisseurs dans ce pays.
- Les secteurs qui offrent les meilleures possibilités à l'entreprise canadienne en raison des réformes économiques en cours sont les suivants : les télécommunications et la technologie de l'information, la machinerie et l'équipement, l'agroalimentaire (animaux reproducteurs, matériel et techniques de transformation des aliments), l'énergie (matériel et services de production de pétrole, de gaz et d'électricité), ainsi que le matériel, la technologie et les services liés aux métaux et aux minéraux.

Coopération en matière de développement

- Le produit intérieur brut par habitant du Pakistan est de 412 dollars américains. Ce pays se situe au 128^e rang des 174 pays, selon l'indice du développement humain du Programme des Nations unies pour le développement fondé sur l'état de santé et le niveau scolaire.
- Depuis les années 50, le Canada a beaucoup aidé le Pakistan. Il lui a fourni plus de 2 milliards de dollars en aide au développement, dont environ les deux tiers sous forme d'aide bilatérale et le tiers acheminé par le biais d'institutions multilatérales.
- Jusqu'à récemment, le programme de l'Agence canadienne de développement international a été largement axé sur le développement d'infrastructures et le perfectionnement de compétences dans des domaines comme l'énergie et l'agriculture, et sur l'offre de lignes de crédit pour l'achat de produits de base. Cet engagement a englobé l'aménagement d'une ligne de 500 kilovolts, la première en Asie, et la construction du premier grand barrage hydroélectrique du pays, à Warsak, au début des années 60.
- Mais depuis le milieu des années 80, la coopération canadienne en matière de développement est de plus en plus axée sur le renforcement de la capacité institutionnelle du Pakistan et sur les changements d'orientation au profit du développement durable. Bien que l'énergie reste un élément important du programme d'aide, l'accent a été davantage mis sur les initiatives appuyant la gestion des ressources environnementales, le développement économique, le développement social et humain, surtout en rapport avec les femmes.
- Dans le domaine de l'énergie, une aide financière a été accordée pour renforcer les capacités de planification de la Water and Power Development Authority du Pakistan, qui élabore actuellement un plan national d'énergie visant à accroître les capacités locales en matière de prospection des gisements d'hydrocarbures et de gestion des ressources dans le secteur des hydrocarbures. Pour ce qui est de la gestion des ressources, l'ACDI a soutenu l'élaboration de la Stratégie de conservation nationale du Pakistan et aide à sa mise en oeuvre.
- Le Canada soutient en outre des initiatives visant à favoriser le développement économique à long terme du Pakistan. Un fonds destiné à des initiatives de développement du secteur privé favorise les liens économiques entre les secteurs privés canadien et pakistanais. De plus, un projet prévoit l'établissement de liens institutionnels entre l'École de gestion de l'Université McGill et la Lahore University of Management Services.

- **Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI (PCI) aide les sociétés canadiennes qui tentent d'établir avec le Pakistan des liens d'affaires à long terme mutuellement avantageux. Le PCI assume jusqu'à 80 p. 100 des coûts admissibles engagés par une société canadienne pour des activités qui ont un effet favorable sur le développement, comme les études de viabilité technique et économique, la formation spécialisée, le transfert de technologie et d'expertise, ainsi que les études d'impact sur l'environnement, la société et l'équité hommes-femmes. Depuis 1981, des contributions élevées à 9,1 millions de dollars ont été approuvées. Le PCI mène actuellement 9 projets au Pakistan.**
- **Le Canada appuie le perfectionnement des ressources humaines au Pakistan par l'intermédiaire de son programme de soutien aux organisations non gouvernementales (ONG). Il encourage l'intégration des femmes au développement par l'entremise du programme de formation professionnelle de l'Agence de développement international de la Banque mondiale et du projet de développement des professionnelles de la santé. Parmi les autres projets connexes, mentionnons le projet de développement des institutions sociales géré par la Fondation Aga Khan Canada, et le projet de renforcement des institutions participantes, géré par une ONG pakistanaise.**
- **Le Canada fournit de l'aide à des ONG pakistanaises qui s'occupent des droits de la personne et qui cherchent à améliorer les conditions de vie, surtout celles des femmes et des enfants. Le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique suit de près la situation au Pakistan, particulièrement en ce qui concerne le travail des enfants. Le Canada a encouragé et appuyé la création d'un ministère des Droits de la personne dans ce pays. Enfin, des défenseurs des droits de la personne et des fonctionnaires pakistanais sont venus au Canada pour suivre des cours dans ce domaine.**

Accords entre le Canada et le Pakistan

Domaine	Date de signature	Titre
Coopération économique	Septembre 1951	Échange de notes mettant en vigueur la déclaration de principes convenue par les deux pays pour le développement économique du Pakistan sur une base coopérative
Brevets	Janvier 1958	Convention relative à la priorité des demandes de brevets d'invention
Services aériens	Décembre 1960	Accord sur les services aériens
Énergie nucléaire	Décembre 1965	Accord de coopération sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique
Énergie nucléaire	Décembre 1965	Accord sur la centrale nucléaire de Karachi
Assurance sur les investissements	Février 1973	Échange de notes relatif aux investissements canadiens au Pakistan, assurés par le gouvernement du Canada par l'intermédiaire de son mandataire, la Société pour l'expansion des exportations
Coopération économique	Décembre 1973	Accord de prêt au développement
Imposition	Février 1976	Convention ayant pour but d'éviter les doubles impositions

PAKISTAN

Capitale : Islamabad

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

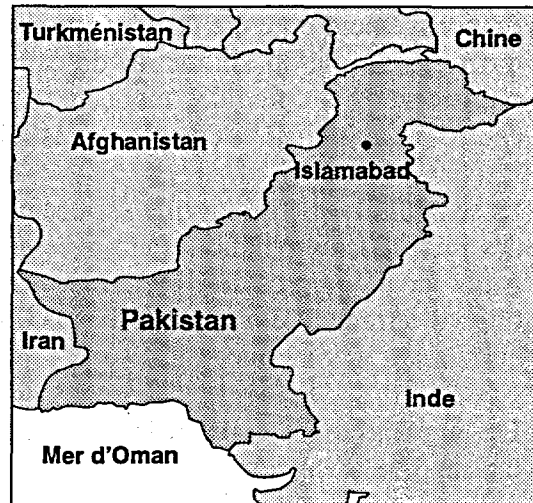
Superficie
796 000 km²

Population
124 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,9 % (1994)

Principales langues
Ourdou (officielle), anglais

Principaux groupes religieux
Musulmans (97 %), chrétiens (1,6 %), hindous (1,5 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République parlementaire, parlement bicaméral multipartite

Chef de l'État
Le Président Farooq Leghari

Chef du gouvernement
La Première ministre Benazir Bhutto

Ministre des Affaires étrangères
M. Sardar Aseff Ahmad Ali

Ministre du Commerce
M. Ahmad Mukhtar

Indice du développement humain de l'ONU
Le Pakistan se classe 128^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Marie-Andrée Beauchemin, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
Enclave diplomatique, Secteur G-5
Islamabad
Pakistan

Téléphone : (011-92-51) 21 11 01
Télécopieur : (011-92-51) 21 15 40

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
52 milliards \$ US (1994)

Taux de croissance du PIB
3,3 % (1994)

PIB par habitant
412 \$ US (1994)

Principales exportations
Coton et autres textiles, vêtements, riz

Principales importations
Pétrole et produits pétroliers, machinerie, matériel de transport, produits chimiques, huiles comestibles

Principales exportations au Canada
198,6 millions \$ (1994), en coton, vêtements, cuir, tapis, aliments transformés

Principales importations du Canada
62,1 millions \$ (1994), en charbon, blé, pois, pâtes et papiers, équipement électrique, à l'huile et au gaz, matériel ferroviaire et matières plastiques

Investissements directs canadiens
10 millions \$ (est. 1995)

Aide canadienne au développement
39,55 millions \$ (1993-1994)

Décembre 1995

Islamabad

Islamabad est une ville relativement nouvelle, dont le site a été choisi officiellement en 1959 pour remplacer Karachi à titre de capitale du Pakistan; l'aménagement en a été terminé en 1962. Islamabad a été érigée sur un territoire situé à 20 kilomètres du cantonnement plus ancien de Rawalpindi. La cité est située au pied des montagnes Margala dont les sommets forment le contrefort des chaînes de montagnes Himalaya et Karakoram.

La majeure partie de la ville est occupée par des bureaux du gouvernement, des missions diplomatiques étrangères et des quartiers résidentiels pour les hauts fonctionnaires de l'État et les employés des missions étrangères. C'est une ville tranquille d'environ 204 000 habitants où il y a relativement peu de circulation automobile.

De larges avenues divisent Islamabad en quartiers autosuffisants possédant chacun une zone commerciale et quelques petits marchés. Islamabad est moins polluée et moins peuplée que la plupart des autres villes de cette région du monde. Le climat y est agréable la majeure partie de l'année. En décembre et janvier, la température tombe parfois jusqu'au point de congélation la nuit, mais demeure habituellement clémente le jour.

Outre des musées (beaux-arts et autres), la ville compte un certain nombre de mosquées, notamment la mosquée Shah Fais al Masjid, considérée comme la plus grande du monde.

Indonésie

Le Président Suharto

Né dans le centre de Java en 1921, le Président Suharto occupait un poste clé dans les Forces armées indonésiennes, lorsque celles-ci ont déjoué une tentative de coup d'État communiste, la nuit du 30 septembre 1965.

En 1968, le Conseil consultatif populaire provisoire l'a nommé président, fonction qu'il assume encore aujourd'hui.

Le président Suharto a effectué une visite officielle au Canada en 1973 et il a accueilli le Premier ministre Jean Chrétien en Indonésie en novembre 1994, à l'occasion du Sommet des chefs d'État de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique.

Les relations entre le Canada et l'Indonésie

- En 1993, le Canada a souligné le 40^e anniversaire de l'ouverture de l'ambassade du Canada à Jakarta. Le Canada et l'Indonésie entretiennent des relations politiques et économiques bien établies et mutuellement avantageuses, que complète leur collaboration au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), du forum de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).
- Plusieurs visites de haut niveau ont témoigné au cours de la dernière année du désir grandissant du Canada et de l'Indonésie d'élargir leurs relations. Le Premier ministre Chrétien s'est rendu en Indonésie en novembre 1994 pour assister à la réunion des leaders de l'APEC. Au cours de sa visite, il a rencontré le Président Suharto. Suite à cette rencontre, le commissaire en chef des droits de la personne du Canada est allé en Indonésie en avril 1995 et un accord a été signé pour resserrer les liens entre la Commission canadienne et la toute nouvelle Commission des droits de la personne de l'Indonésie.
- Le Secrétaire d'État à l'Asie-Pacifique, M. Raymond Chan, et la Secrétaire d'État au Multiculturalisme et à la Condition féminine, M^{me} Sheila Finestone, ont également visité l'Indonésie. Au cours de cette visite, M. Chan a rencontré les représentants de la Commission des droits de la personne de l'Indonésie. Le ministre des Transports, M. Douglas Young, et le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren, ont pour leur part dirigé des délégations de gens d'affaires canadiens dans ce pays. Le Canada a accueilli plusieurs ministres indonésiens, dont le ministre d'État à la Recherche et à la Technologie, le professeur Ing Bacharuddin Jusuf Habibie, le ministre des Communications (Transports), le professeur Dhanutirto Haryanto, et le ministre de l'Investissement, M. Sanyoto Sastrowardowo, qui était accompagné d'une délégation de plus de 50 représentants du gouvernement indonésien et du milieu des affaires.
- Le 1^{er} juillet 1995, le Secrétaire d'État à l'Asie-Pacifique, M. Raymond Chan, a annoncé la nomination du premier consul honoraire à Surabaya, capitale de la province de Java Est. Surabaya compte 4 millions d'habitants et affiche le taux de croissance économique le plus élevé à l'extérieur de Jakarta.

Commerce et investissement

- Forte d'une population de 190 millions d'habitants, d'une classe moyenne grandissante de plus de 26 millions et d'un taux moyen de croissance économique de 6,5 p. 100 depuis 25 ans, l'Indonésie représente un marché important pour les exportateurs canadiens. La

déréglementation économique des télécommunications, de l'énergie, des ports et des aéroports ouvre de nouveaux débouchés aux fournisseurs et investisseurs canadiens.

- Le commerce bilatéral de marchandises avec l'Indonésie — le plus grand marché d'exportation du Canada dans la région de l'ASEAN — devrait dépasser 1,1 milliard de dollars en 1995. Les exportations du Canada vers l'Indonésie représentaient 475 millions de dollars en 1994 tandis que les importations s'élevaient à 522 millions.
- L'accroissement des exportations canadiennes en Indonésie s'est surtout manifesté dans les produits à forte valeur ajoutée comme l'équipement d'hydroélectricité, de transport et de protection de l'environnement ainsi que dans les ventes de matières premières telles que le blé, la potasse, le soufre et la pâte de bois. Les importations canadiennes en provenance de l'Indonésie comprennent les chaussures, le bois et les articles en bois, le caoutchouc et les articles en caoutchouc, les vêtements et les accessoires vestimentaires, ainsi que la machinerie et l'équipement électriques.
- Les exportations de services, évaluées à quelque 200 millions de dollars par an et concentrées dans le génie-conseil, occupent une part importante du commerce canado-indonésien. SNC-Lavalin, Monenco-Agra, Kilborn, Beak, Hatfield, Sandwell et H.A. Simons sont les principales firmes d'experts-conseils qui font affaire sur le marché indonésien, où elles ont pignon sur rue.
- Les Canadiens s'intéressent de plus en plus au marché indonésien. Le nombre de gens d'affaires venus à l'ambassade a en effet augmenté de plus de 250 p. 100 cette année. En ce moment, près de 100 sociétés et 23 coentreprises canadiennes font des affaires dans ce pays. Durant la visite du Premier ministre, en novembre 1994, on a annoncé des contrats et des investissements d'une valeur de un milliard de dollars, dont l'ouverture du Bureau de développement du commerce entre le Canada et l'Indonésie par l'Association des exportateurs canadiens.
- L'expertise canadienne dans les domaines de l'énergie, des ressources et du développement des infrastructures correspond bien aux besoins de l'Indonésie. Les priorités canadiennes d'expansion du commerce se situent dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement, des transports, des télécommunications et de l'agroalimentaire.
- L'investissement direct canadien cumulatif en Indonésie — le plus important portefeuille d'investissement direct du Canada dans un pays de l'Asie du Sud-Est — est évalué à environ 6 milliards de dollars. D'abord axé sur la mise en valeur des richesses naturelles, comme le pétrole et le gaz ainsi que les mines, l'investissement se fait aujourd'hui

de plus en plus dans des secteurs tels que le génie-conseil, la fabrication, l'assurance et les services environnementaux. Les investisseurs canadiens comprennent Bata Corporation, Babcock and Wilcox, Ressources Gulf Canada, INCO, la Financière Manuvie et la Sun Life du Canada. Les possibilités d'investissement canadien dans les secteurs du gaz naturel, de la fabrication, des mines, de l'électricité et de l'environnement devraient accroître considérablement l'investissement canadien en Indonésie.

Relations culturelles et universitaires

- Les Indonésiens qui ont étudié au Canada ont formé plusieurs associations d'anciens en Indonésie. La plus active d'entre elles est le Maple Leaf Club de Surabaya.
- On compte près de 1 000 étudiants indonésiens au Canada, pour la plupart au niveau universitaire.
- Au nombre des principaux événements culturels canadiens en Indonésie cette année, citons les trois représentations à guichets fermés données à Jakarta par Les Ballets Jazz de Montréal et le spectacle du danseur canadien Peter Chen, qui étudie en Indonésie et a représenté le Canada au JAKFEST, le festival culturel international tenu en mai 1995. Au Canada, l'ensemble de percussion très coté Evergreen a fait connaître à Toronto ce type de musique traditionnelle indonésienne.
- Parmi les artistes canadiens en arts visuels qui travaillent en Indonésie figurent Ken Pattern, Marsha Stonehouse et Penny Burton.

Coopération en matière de développement

- La coopération au développement est une composante importante des relations canado-indonésiennes depuis 1954.
- À l'heure actuelle, les programmes de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) mettent l'accent sur l'environnement et le développement des ressources humaines, particulièrement la participation des femmes au développement, ainsi que sur l'expansion du secteur privé. Les programmes font appel à une multitude d'organisations non gouvernementales, d'entreprises privées et d'universités canadiennes.
- Pendant sa visite, en novembre 1994, le Premier ministre Chrétien a annoncé une contribution du Canada destinée à appuyer trois nouveaux projets de coopération, ce qui étend l'aide à la participation des femmes

au développement, à l'équité entre les sexes, à l'éducation, à la recherche, au développement communautaire de même qu'à la santé dans le Timor oriental (par l'intermédiaire de CARE Canada).

- Le programme de un million de dollars du Fonds du Canada administré par l'ambassade du Canada sous-tend toute une gamme d'initiatives de développement. La moitié de cette somme est destinée au Timor oriental, où le programme a permis de soutenir plus de 90 projets. Le gouvernement canadien finance aussi l'action du Comité international de la Croix-Rouge en Indonésie.
- Le Canada mène 33 projets bilatéraux en Indonésie. Le projet d'aide aux femmes facilite leur intégration au développement économique et social du pays. Le projet de développement en gestion de l'environnement porte principalement sur la formulation et la mise en oeuvre de politiques environnementales ainsi que sur l'éducation et la formation dans ce domaine. Le projet de développement des universités de l'Indonésie orientale a pour objet de renforcer les ressources humaines du pays en mettant l'accent sur l'enseignement des sciences fondamentales. Le projet de coopération pour la réforme du secteur financier favorise pour sa part le développement des secteurs des pensions, de l'assurance et des recettes non fiscales.
- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI (PCI) aide les sociétés canadiennes qui tentent d'établir des liens d'affaires à long terme mutuellement avantageux en Indonésie. Le PCI assume jusqu'à 80 p. 100 des coûts admissibles engagés par une société canadienne pour des activités qui ont un effet favorable sur le développement, comme les études de viabilité technique et économique, la formation spécialisée, le transfert de technologie et d'expertise, ainsi que les études d'impact sur l'environnement, la société et l'équité hommes-femmes. Au fil des ans, les contributions se sont élevées à 30,2 millions de dollars. Le PCI mène 43 projets en Indonésie.

Accords entre le Canada et l'Indonésie

Domaine	Date de signature	Titre
Sépultures militaires	Septembre 1962	Accord entre le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie relativement aux cimetières, tombes et monuments militaires du Commonwealth en territoire indonésien
Assurance de l'investissement	Mars 1973	Échange de notes relatif aux investissements en Indonésie assurés par le Gouvernement du Canada par l'intermédiaire de son mandataire, la Société pour l'expansion des exportations
Impôts	Janvier 1979	Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune
Coopération économique	Mai 1981	Accord de développement
Énergie nucléaire	Juillet 1982	Accord concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire
Coopération au développement	Mai 1991	Accord général sur la coopération au développement

INDONÉSIE

Capitale : Jakarta

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
1,9 million km²

Population
189 millions (1994)

Taux de croissance de la population
1,56 % (est. 1995)

Principales langues
Indonésien (officielle), javanais, anglais

Principaux groupes religieux
Musulmans (80 %), chrétiens, hindous

DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République présidentielle

Chef de l'État
Le Président Suharto

Ministre des Affaires étrangères
M. Ali Alatas

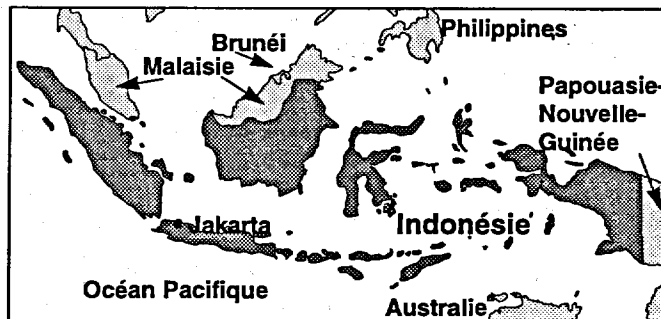
Ministre du Commerce
M. Tungki Ariwibowo

Indice du développement humain de l'ONU
L'Indonésie se classe 104^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Lawrence T. Dickenson, Ambassadeur
Ambassade du Canada
5^e étage, WISMA Metropolitan
Jalan Jendral Sudiman, Jakarta
Indonésie

Téléphone : (011-62-21) 525-0709
Télécopieur : (011-62-21) 571-2251



DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
160,3 milliards \$ US (1994)

Taux de croissance du PIB
7,3 % (1994)

PIB par habitant
824 \$ US (1994)

Principales exportations
Pétrole brut et produits pétroliers, textiles et vêtements, bois et produits du bois, gaz naturel, caoutchouc et produits en caoutchouc, crevettes

Principales importations
Machinerie et équipement de transport, éther manufacturé, produits chimiques, matériaux brut, huiles et lubrifiants, denrées alimentaires, boissons, tabac

Principales exportations au Canada
522,2 millions \$ (1994) en textiles, chaussures, articles en bois, caoutchouc et articles en caoutchouc, machinerie électrique, huiles animales et végétales

Principales importations du Canada
475,4 millions \$ (1995) en céréales, pâtes et papiers, matières plastiques, combustibles minéraux et huiles, sel, soufre, machinerie mécanique et chaudières à vapeur

Investissements directs canadiens
6 milliards \$ (1995)

Aide canadienne au développement
48 millions \$ (1993-1994)

Décembre 1995

Jakarta

Jakarta, capitale de l'Indonésie, est le principal port et le centre commercial du pays. La ville s'étend sur plus de 670 kilomètres carrés et compte une population de 8,2 millions d'habitants.

Jakarta est le centre administratif, commercial et industriel du pays. C'est aussi le foyer des médias et de l'activité littéraire, où sont imprimés le quart des quelque 250 journaux du pays. Plus d'une quarantaine d'agences de presse étrangères ont en tout 70 correspondants à Jakarta. La ville s'enorgueillit en outre d'une industrie cinématographique en plein essor, d'une académie de théâtre moderne, d'universités et de la plus vieille école de médecine en Asie du Sud-Est.

Au XVI^e siècle, Jakarta, appelée alors Sunda Kelapa, était le principal port du royaume de la Sonde (javanais occidental) de Pajajaran. Plus tard, le sultan de Bantam lui a donné le nom de Jjakarta, soit « forteresse glorieuse ». À la fin du XVI^e siècle, des commerçants hollandais et portugais ont usé de la force pour s'établir à Java. Les Hollandais ont par la suite pris possession de l'île et ont installé un poste de traite fortifié à Jakarta, qu'ils ont rebaptisée Batavia.

La ville a été transférée officiellement à l'Indonésie le 27 décembre 1949. Elle reprenait le lendemain le nom de Jakarta.

Malaisie

Sa Majesté le sultan Tuanku Ja'afar Ibni Al Marhum Tuanku Abdul Rahman, Yang di-Pertuan Agong

Le sultan Tuanku Ja'afar Ibni Al Marhum Tuanku Abdul Rahman est né le 19 juillet 1922 dans la ville royale de Kelang, au Selangor. En 1941, Tuanku Ja'afar s'est inscrit au Raffles College de Singapour afin d'y poursuivre ses études postsecondaires. Il est retourné dans son État natal en 1944 et est entré dans le Service administratif malais où il a occupé divers postes jusqu'en 1947.

En 1947, ses pairs l'ont élu l'un des quatre princes et héritiers présomptifs du trône de l'État malais de Negri Sembilan. En 1948, Tuanku Ja'afar a obtenu une bourse pour aller étudier à l'Université de Nottingham, au Balliol College d'Oxford et à la London School of Economics. Il a suivi des cours d'administration, d'économie et de français.

À son retour en Malaisie, en 1952, il a de nouveau occupé divers postes au sein des Secrétariats d'État de Perak et Selangor, ainsi qu'au Bureau de district de Negri Sembilan jusqu'en 1956. De 1957 à 1967, il a fait partie du Service des affaires étrangères de la Malaisie, depuis peu indépendante. Le 18 avril 1968, il est devenu le dixième Yang di-Pertuan Besar (Gouverneur) du Negri Sembilan. Cette même année, il a été nommé chancelier de l'Université nationale de Malaisie. L'année suivante, il s'est vu conférer le grade de colonel en chef du Régiment des transmissions de Malaisie.

Tuanku Ja'afar a également rempli les fonctions de Timbalan Yang di-Pertuan Agong de Malaisie (Vice-roi) de 1979 à 1984, puis de nouveau en 1989. Le 26 avril 1994, Tuanku Ja'afar est devenu le dixième Yang di-Pertuan Agong (Roi) de Malaisie.

Tuanku Ja'afar s'est également vu décerner des doctorats honorifiques en droit par les Universités de l'Ohio (1990), des Philippines (1995) et de Nottingham (1995).

Le Premier ministre Mahathir bin Mohamad

Né en 1925, Dato' Seri Mahathir bin Mohamad a obtenu un diplôme en médecine de l'Université de Malaisie, à Singapour, en 1952.

Il a été élu pour la première fois en 1964 dans l'État de Kedah et il a assumé les fonctions de ministre des Affaires intérieures en 1968; l'année suivante, il a été défait. Le docteur Mahathir a été nommé sénateur en 1973 et a été réélu à la Chambre des représentants en 1974. Au sein du gouvernement malais, il a occupé successivement les postes de ministre de l'Éducation (1974), de Vice-premier ministre (1976) et de ministre du Commerce et de l'Industrie (1978). Il a été nommé Premier ministre en 1981, charge qu'il occupe depuis lors.

Le Premier ministre est venu au Canada en 1984 et son épouse a assisté aux Jeux du Commonwealth, à Victoria, en août 1994.

Les relations entre le Canada et la Malaisie

- Depuis l'indépendance de la Malaisie, en 1957, le Canada entretient avec ce pays d'excellentes relations bilatérales qu'est venue cimenter leur coopération soutenue, tant au sein du Commonwealth, des Nations unies, de l'Organisation mondiale du commerce et du Forum sur la coopération économique Asie-Pacifique qu'à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). La Malaisie a été désignée pour coordonner le dialogue entre l'ASEAN et le Canada durant les trois prochaines années.
- Le Canada et la Malaisie ont des intérêts communs dans un certain nombre de dossiers internationaux, dont ceux du maintien de la paix et de l'environnement. La Malaisie a entrepris d'ériger son propre centre de maintien de la paix. Avec le Canada, elle parraine la Réunion intersession du Forum régional de l'ASEAN sur le maintien de la paix.
- Depuis deux ans, les deux pays ont resserré leur coopération en parrainant le Groupe intergouvernemental d'experts sur la forêt (IWGF), dont l'objectif est de promouvoir l'aménagement durable. Les travaux de l'IWGF ont contribué à la création du Groupe intergouvernemental d'experts sur les forêts, rattaché à la Commission des Nations unies sur le développement durable, en 1995. En septembre 1995, la Vice-première ministre et ministre de l'Environnement du Canada, M^{me} Sheila Copps, a conduit une mission de 25 personnes en Malaisie pour sensibiliser les Malaisiens aux compétences environnementales du Canada. En juin 1995, le Canada a participé à la réunion de l'ASEAN sur la lutte contre la pollution transfrontalière, organisée par la Malaisie.
- Le Canada a lancé un plan d'action sur l'éducation pour la Malaisie et ouvert un Centre canadien d'éducation à Kuala Lumpur. Ces initiatives visent à mieux faire connaître aux Malaisiens les possibilités du Canada en matière d'éducation et l'enseignement de qualité qu'on y trouve. En juillet 1995, le ministre du Développement des ressources humaines, M. Lloyd Axworthy, s'est rendu en Malaisie pour inventorier les moyens de faciliter les échanges d'étudiants entre les deux pays. L'objectif du plan est de doubler le nombre d'étudiants malaisiens au Canada, de 562 en 1994, en le portant à 1 200 en 1998.

- Le Canada se réjouit à la perspective de participer aux Jeux du Commonwealth de 1998, à Kuala Lumpur. Ce sera là une autre occasion de renforcer ses liens avec la Malaisie et de partager l'expertise qu'il a acquise en accueillant les Jeux du Commonwealth de 1994 à Victoria.

Commerce et investissement

- La forte croissance économique de la Malaisie, la diversification de son industrie, son climat favorable à l'investissement, ainsi que son infrastructure efficace et moderne contribuent à faire de ce pays un endroit propice au commerce et aux investissements canadiens. Comme elle s'est donné pour objectif d'accéder au rang des pays industrialisés d'ici l'an 2020, la Malaisie accélère son développement dans certains secteurs comme les transports et la production d'électricité.
- En 1994, pour la huitième année d'affilée, les échanges commerciaux entre le Canada et la Malaisie ont connu une croissance rapide. Le commerce bilatéral a atteint 1,5 milliard de dollars, par rapport à 285 millions il y a dix ans. Les exportations canadiennes ont augmenté de 30 p. 100 en 1994, passant à 291,5 millions de dollars. Au seul chapitre des services, principalement ceux de génie-conseil, elles avoisinent les 50 millions de dollars par an. Les importations en provenance de la Malaisie en 1994 sont évaluées à 1,2 milliard de dollars, une hausse par rapport aux 877 millions de 1993.
- Les exportations canadiennes comprennent principalement les engrais, le papier et le carton, les produits chimiques organiques, les céréales et les produits manufacturés, comme les chaudières à vapeur, la machinerie et les appareils mécaniques. Les principales marchandises importées de la Malaisie sont la machinerie et le matériel électriques, les chaudières à vapeur, la machinerie et les appareils mécaniques, les produits chimiques organiques, le caoutchouc et les articles en caoutchouc, et les vêtements.
- D'après la Malaysian Central Development Authority, le Canada est le 13^e investisseur étranger en Malaisie. En 1994, ses investissements directs y ont atteint 354 millions de dollars, triplant de valeur par rapport à 1993. Parmi les investisseurs canadiens, notons les entreprises Bata Shoes Limited, Alcan Aluminium, Nortel et Dominion Textiles.
- Le Plan de développement national de la Malaisie (1991-2000) favorise l'investissement dans les secteurs de la fabrication et des infrastructures de haute technologie. D'énormes débouchés s'ouvrent aux entreprises canadiennes dans les secteurs des transports, des télécommunications et

de l'informatique, de l'environnement, de l'énergie, notamment du gaz, du pétrole et de l'électricité, de l'aérospatiale, de l'agroalimentaire et de l'éducation.

- Afin de faciliter les liens commerciaux entre les deux pays, le Canada et la Malaisie ont conclu un accord de services aériens en mai 1995. Une liaison directe est assurée entre Kuala Lumpur et Vancouver depuis novembre 1995.
- Pendant la dernière année, le secteur privé canadien a connu un succès remarquable sur le marché malaisien. Par exemple, un contrat a été octroyé à un consortium canadien formé par Bombardier et SNC-Lavalin pour la construction d'un réseau de transport rapide à Kuala Lumpur. Bovar Inc., de Calgary, et son partenaire malaisien, Progressive Impact Corp. Sdn Bhd, ont signé un contrat de 20 ans pour la construction, la propriété et l'exploitation d'un système permettant de surveiller la qualité de l'air et de l'eau et de gérer les données connexes.

Coopération en matière de développement

- La coopération au développement joue un rôle important dans les relations entre le Canada et la Malaisie depuis l'époque du Plan Colombo, dans les années 50. Par l'entremise de ses programmes et de ses projets, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a versé à la Malaisie plus de 100 millions de dollars en aide publique au développement.
- Les programmes canadiens de coopération au développement ont évolué au rythme des importants progrès économiques de la Malaisie. Les programmes de l'ACDI appuient dorénavant le renforcement de la capacité de ce pays à planifier et à mettre en oeuvre des politiques et des programmes de développement durable, en lui fournissant une aide technique stratégique. Cette aide est concentrée dans les domaines de la technologie, de la création d'infrastructures, du perfectionnement des ressources humaines et de l'environnement.
- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI (PCI) et le projet Entreprise Malaisie-Canada appuient la création d'entreprises privées dans divers secteurs, en favorisant la conclusion d'alliances stratégiques entre les sociétés canadiennes et malaisiennes, ainsi que les transferts de technologie et de services. Les fonds du PCI sont affectés à la coopération, principalement dans les domaines de l'énergie, des transports et de l'agriculture, ainsi que de l'adduction d'eau et de l'assainissement.

- **Le Canada encourage le perfectionnement des ressources humaines par les voyages d'études et la formation à court terme, et il appuie la coopération entre les institutions canadiennes et malaisiennes.**
- **Les fonds de l'ACDI ont servi à étayer diverses activités entreprises par des organisations non gouvernementales malaisiennes, par exemple, des symposiums axés sur les droits de la personne, la lutte contre la pauvreté et la promotion des droits des femmes, des séminaires sur la prévention de la violence familiale et l'abus de drogues, ainsi que le forum Asie-Pacifique sur la femme, le droit et le développement.**
- **Le Haut-commissariat du Canada a organisé un cours de formation sur les droits de la personne à l'intention des fonctionnaires de l'État malaisien, à l'Institut malaisien de la diplomatie et des relations extérieures, en octobre 1994 et en décembre 1995. Le cours a été donné par le professeur Stephen Toope de l'Université McGill.**

Accords entre le Canada et la Malaisie

Domaine	Date de signature	Titre
Défense	Avril 1966	Accord concernant la fourniture d'avions de transport militaires à la Malaisie
Défense	Décembre 1969	Accord concernant la formation au Canada de personnel des forces armées de la Malaisie
Assurance des investissements	Juillet 1971	Échange de notes relatif aux investissements canadiens en Malaisie assurés par le gouvernement du Canada par l'intermédiaire de son mandataire, la Société pour l'expansion des exportations
Imposition	Octobre 1976	Accord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu
Coopération au développement	Mai 1986	Accord général sur la coopération au développement
Pensions	Mai 1989	Échange de lettres constituant un arrangement relatif aux pensions pour les employés recrutés localement

MALAISIE

Capitale : Kuala Lumpur

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

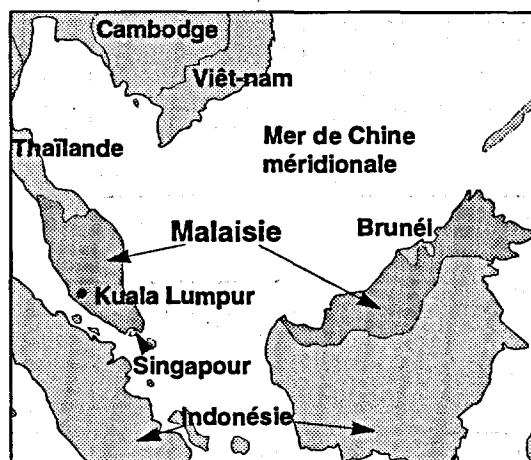
Superficie
329 744 km²

Population
19,5 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,6 % (1994)

Principales langues
Malais, anglais, hokkien, cantonais, tamoul

Principaux groupes religieux
Musulmans, bouddhistes, taoïstes, chrétiens, hindous



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie constitutionnelle, fédération, parlement bicaméral multipartite

Chef de l'État
Le sultan Tuanku Ja'afar Ibni Al Marhum Tuanku Abdul Rahman

Chef du gouvernement
Le D^r Mahathir bin Mohamad, Premier ministre

Ministre des Affaires étrangères
M. Abdullah Ahmad Badawi

Ministre du Commerce international et de l'Industrie
M. Rafidah Aziz

Indice du développement humain de l'ONU
La Malaisie se classe 59^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. John P. Bell, Haut-commissaire
Haut-commissariat du Canada
C.P. 10990
56732 Kuala Lumpur
Malaisie

Téléphone : (011-60-3) 261-2000
Télécopieur : (011-60-3) 261-3428

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
74,39 milliards \$ US (1994)

Taux de croissance du PIB
8,7 % (1994)

PIB par habitant
3 815 \$ US (1994)

Principales exportations
Produits électroniques et machinerie électrique, pétrole, bois d'œuvre et rondins, textiles et huile de palme

Principales importations
Produits manufacturés, machinerie et matériel de transport, produits en métal, denrées alimentaires, boissons, tabac et biens de consommation

Principales exportations au Canada
1 213,8 millions \$ (1994) en produits électroniques de consommation, machinerie incluant chaudières à vapeur, machinerie électronique, articles en caoutchouc, chaussures, vêtements

Principales importations du Canada
291,5 millions \$ (1994) en engrais, pâtes et papiers, produits chimiques organiques, machinerie et céréales

Investissements directs canadiens
354 millions \$ (1994)

Aide canadienne au développement
7,71 millions \$ (1993-1994)

Décembre 1995

Kuala Lumpur

En malais, Kuala Lumpur signifie « confluent boueux »; ce nom lui vient de son emplacement au confluent des rivières Klang et Gombak. Kuala Lumpur est située au centre de la Malaisie péninsulaire, le long de la côte ouest, à environ 35 kilomètres à l'intérieur des terres.

À ses débuts, au milieu du XIX^e siècle, la ville était un site d'exploitation de mines d'étain. Ce modeste peuplement, perdu au milieu de la jungle, ne tardera pas à devenir un petit comptoir de brousse et un lieu de rencontre pour les mineurs, et à se transformer en petite ville.

Familièrement appelée « KL », Kuala Lumpur a gardé peu de traces de ses modestes origines. Elle est devenue la plus grande ville de la Malaisie, une métropole dynamique de 1,2 million d'habitants. Sa population, à l'image de celle du pays, se compose de Malais, de Chinois et d'Indiens, et compte également un grand nombre d'expatriés.

Kuala Lumpur a été choisie comme capitale des États fédérés de Malaisie, sous protectorat britannique, en 1896. Lorsque la Malaisie accédera à l'indépendance, en 1957, Kuala Lumpur sera déclarée capitale fédérale. Le 1^{er} février 1974, le gouvernement de l'État de Selangor a cédé la ville au gouvernement fédéral.

Kuala Lumpur allie les avantages d'une ville moderne aux charmes de l'ancien monde : gratte-ciel, boutiques chinoises d'avant-guerre et architecture de style maure ou moghol. Le Kuala Lumpur City Centre, aux deux tours de bureaux de 88 étages chacune qui seront les plus hautes du monde, est actuellement en construction.

La mise en service du métro léger, actuellement en construction, permettra peut-être de résoudre les problèmes de congestionnement et de pollution provoqués par le rythme rapide de développement.

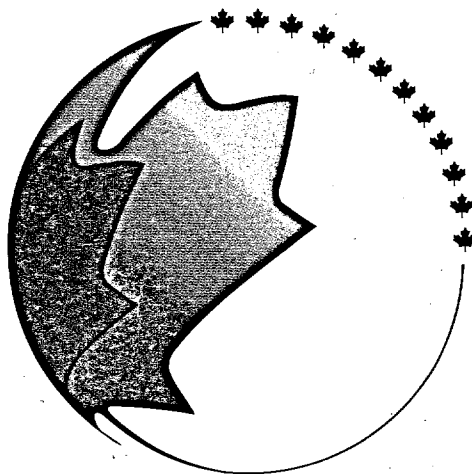
Kuala Lumpur est une ville cosmopolite où l'on trouve des centres commerciaux intérieurs des plus modernes, un vaste éventail de lieux de divertissement tels que pubs, discothèques et restaurants internationaux, ainsi que des marchés populaires, des mosquées et des temples. Il est facile de s'y rendre par avion, car des lignes aériennes la relie à la majorité des grandes villes du monde, dont Vancouver.

Notes

Notes

Notes

doc
CA1
EA
96V37
EXF



Team Canada • Équipe Canada

**Visit to South and Southeast Asia
by
Prime Minister Jean Chrétien
and Team Canada**

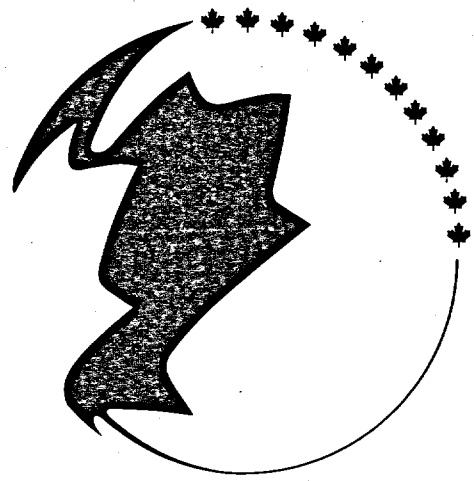
January 8-20, 1996

Background Information

Canada

13-216-808cej
42 271 810 (A) 102

b2786825 (E)
b2786849 (F)



Team Canada • Équipe Canada

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JUN 28 1996

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
REVENIR A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE

**Visit to South and Southeast Asia
by
Prime Minister Jean Chrétien
and Team Canada**

January 8-20, 1996

Background Information

Canada

15-276-808ce/
43-276-810(F) 62786849



Foreign Affairs and
International Trade Canada

Affaires étrangères et
Commerce extérieur Canada

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

Biographies

Federal Ministers

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 3

Roy MacLaren, Minister for International Trade 4

Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific) 5

Provincial Premiers

Michael D. Harris, Premier of Ontario 6

John Savage, Premier of Nova Scotia 7

Frank McKenna, Premier of New Brunswick 8

Gary Filmon, Premier of Manitoba 9

Mike Harcourt, Premier of British Columbia 10

Catherine Callbeck, Premier of Prince Edward Island 11

Clyde Wells, Premier of Newfoundland and Labrador 12

Territorial Heads of Government

Don Morin, Premier of the Northwest Territories 13

John Ostashek, Government Leader for Yukon 14

Team Canada Mission

Introduction 17

Trade and Investment in South and Southeast Asia 18

Sustainable Development in Asia 20

Marketing Canadian Education in Asia 23

Canada's Trade Performance 26

Charts 27

Country Profiles

India

President Shankar Dayal Sharma 31

Prime Minister P. V. Narasimha Rao 32

Canada-India Relations 33

Canada-India Agreements 37

India: Fact Sheet 38

Delhi 39

Agra 40

Bombay (Mumbai) 41

Pakistan

President Farooq Ahmad Khan Leghari 42

Prime Minister Mohtarma Benazir Bhutto 43

Canada-Pakistan Relations 44

Canada-Pakistan Agreements 48

Pakistan: Fact Sheet 49

Islamabad 50

Indonesia

President Soeharto 51

Canada-Indonesia Relations 52

Canada-Indonesia Agreements 56

Indonesia: Fact Sheet 57

Jakarta 58

Malaysia

**His Majesty Sultan Tuanku Ja'afar Ibni Al Marhum Tuanku Abdul Rahman,
Yang di-Pertuan Agong 59**

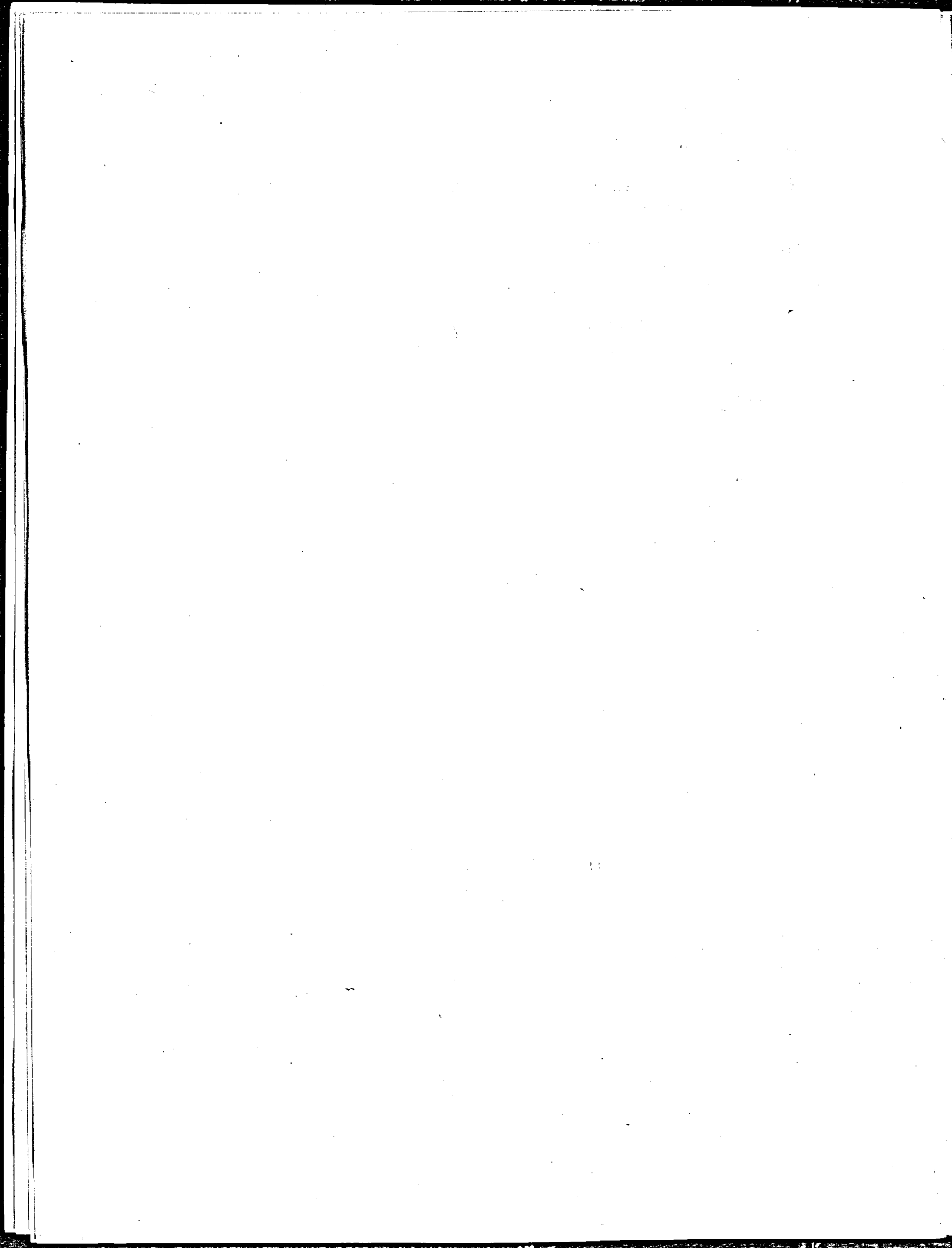
Prime Minister Mahathir bin Mohamad 60

Canada-Malaysia Relations 61

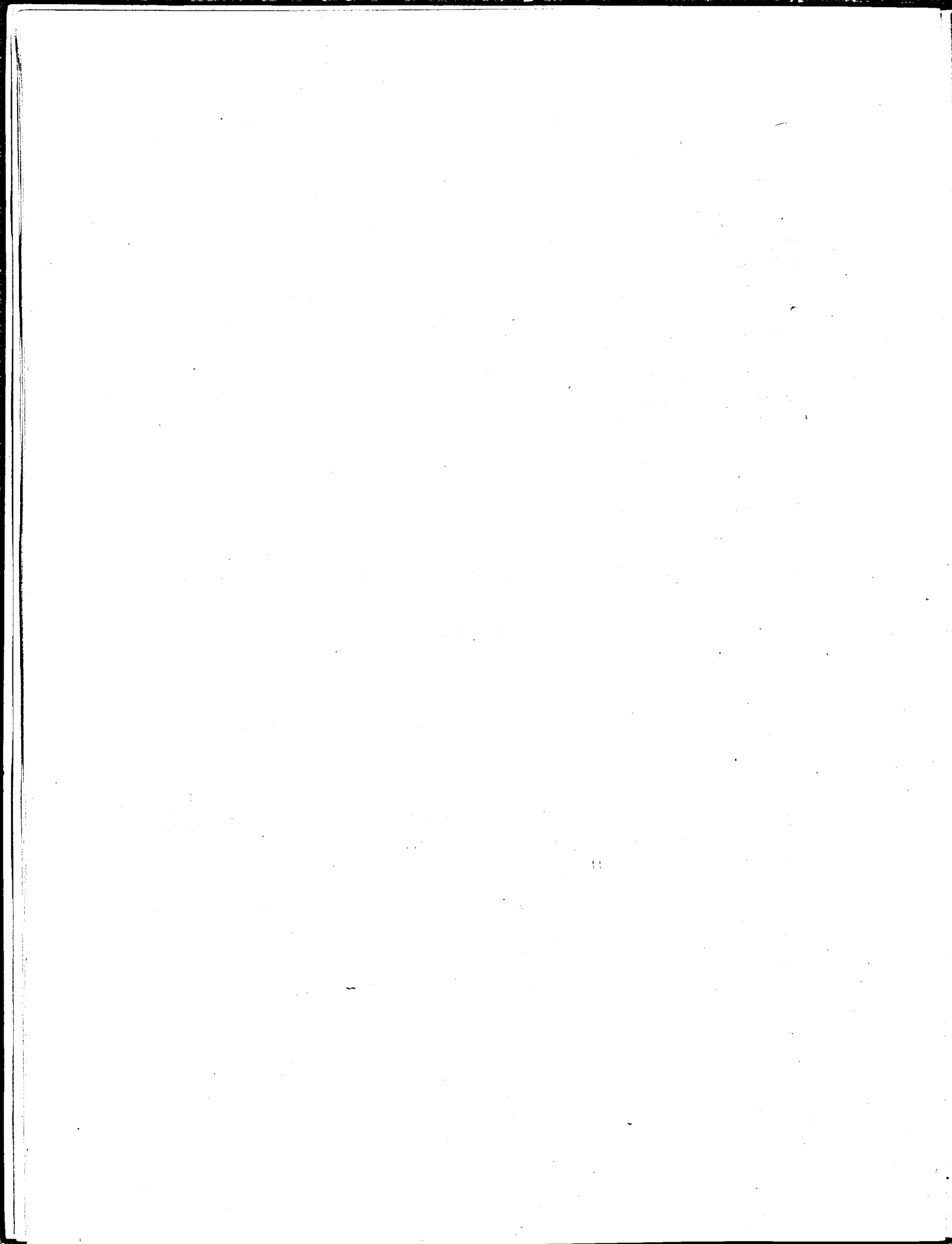
Canada-Malaysia Agreements 64

Malaysia: Fact Sheet 65

Kuala Lumpur 66



Biographies



Federal Ministers

Jean Chrétien Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm, and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967 he became Minister of State attached to the Minister of Finance, and in 1968 he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios during that period, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976; and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in June 1984.

Following the election of September 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics and, from 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corporation.

Four years later, Mr. Chrétien returned to politics. On June 23, 1990, he was elected Leader of the Liberal Party of Canada. He was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition in December 1990.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the riding of Saint-Maurice on Oct. 25, 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

Roy MacLaren
Minister for International Trade

Born in Vancouver, British Columbia, on Oct. 26, 1934, Roy MacLaren has degrees from the University of British Columbia, Cambridge University, Harvard University and the University of Toronto.

From 1957 to 1969, he worked in the Canadian foreign service with postings in Hanoi, Prague, Geneva and New York City.

Mr. MacLaren has extensive experience in business. He was president of Ogilvy and Mather (Canada) Ltd.; chairman of CB Media Ltd.; and vice-president of Massey-Ferguson Ltd.; and was a director of several firms, including Royal LePage Ltd., Royal LePage Mortgage Corporation, London Insurance Group Inc. and Deutsche Bank (Canada).

He was first elected to the House of Commons for the Metropolitan Toronto riding of Etobicoke North in 1979 and won re-election in 1980, 1988 and 1993.

In 1983, Mr. MacLaren was appointed to cabinet as Minister of State (Finance) and in 1984 was appointed Minister of National Revenue. He has served as the official Opposition critic for international trade, co-chairman of the Special Joint Committee on Senate Reform, chairman of the Federal Task Force on Business-Government Relations, and chair of the Liberal Economic Policy Committee.

Mr. MacLaren married Alethea Mitchell in 1959. They have three children.

Raymond Chan
Secretary of State (Asia-Pacific)

Born in 1951 in Hong Kong, Raymond Chan came to Canada in 1969 and became a Canadian citizen in 1974.

He received a Bachelor of Applied Science in engineering physics from the University of British Columbia.

As a professional engineer, Mr. Chan worked at the Triumph research centre at the University of British Columbia from 1977 to 1993. As a restaurateur, he also owned and operated two small businesses from 1974 to 1989.

In 1989, Mr. Chan founded and chaired the Vancouver Society in Support of Democracy Movement. Mr. Chan is a member of the Mandarin Lions Club and the Dragon Masters Toastmasters Club in Richmond, British Columbia.

Mr. Chan was first elected to the House of Commons on Oct. 25, 1993, to represent the British Columbia riding of Richmond.

Mr. Chan married Maureen Marnlien in 1975. They have two children.

Provincial Premiers

Michael D. Harris Premier of Ontario

Michael D. (Mike) Harris was born in Toronto in 1945, grew up in Callander, Ontario, and now resides in North Bay.

Prior to entering public life, Mr. Harris worked in the tourism and recreation businesses, owning and operating ventures in the Nipissing and Parry Sound regions, including a tourist resort and a ski centre.

A former school teacher, he served for seven years on the Nipissing Board of Education, four of them as chair, and served one term as president of the Northern Ontario School Trustees' Association.

Mr. Harris was elected to the Ontario legislature in 1981 as the member for Nipissing. In 1985, he was appointed to the cabinet as Minister of Natural Resources and Minister of Energy. While in Opposition, he served as Conservative House Leader and had responsibility as critic for revenue, labour, housing, finance and northern development.

He was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Ontario in 1990. He became Premier of Ontario on June 26, 1995, having led the party to a majority victory in the June 8 provincial election.

Premier Harris and his wife, Janet, have two children.

John Savage
Premier of Nova Scotia

A native of Wales, John Savage is a 1956 graduate of Queen's College Medical School, in Belfast, Northern Ireland. He worked for more than 30 years as a family physician and was a leader in many community initiatives: helping to start day-care centres, establishing drug addiction programs, and delivering medical aid in Nicaragua.

Dr. Savage has been an educator in issues surrounding health promotion and taught family life programs throughout Nova Scotia. He was elected to the Dartmouth School Board in 1978 and chaired the board in 1984-85.

Dr. Savage became mayor of Dartmouth in 1985 and was re-elected twice before resigning to become leader of the Nova Scotia Liberal Party in 1992. As mayor, Dr. Savage pioneered the concept of a "healthy community." He established many firsts in Dartmouth, including an annual celebration of multiculturalism.

Dr. Savage led the Liberal Party to victory in May 1993, representing the riding of Dartmouth South. On June 11, he was sworn in as Premier of Nova Scotia.

Premier Savage has lived in Dartmouth since 1966 with his wife, Margaret, and their seven children.

Frank McKenna
Premier of New Brunswick

Frank McKenna was born in Apohaqui, New Brunswick, on Jan. 19, 1948. He holds a bachelor of arts from St. Francis Xavier University and studied political science at Queen's University. A Lord Beaverbrook Scholar, he studied law at the University of New Brunswick. Upon graduation, he joined a Chatham law firm and specialized in trial law.

Mr. McKenna was first elected to the legislative assembly in 1982, representing Chatham riding. He was re-elected in 1987, 1991 and 1995. In 1985, he was chosen leader of the Liberal Party of New Brunswick and led the party to victory in 1987, winning every seat in the legislature. His government was re-elected on September 23, 1991 and September 11, 1995.

Premier McKenna won the Vanier Award in 1988. In 1993, the Economic Developers' Association of Canada named him Economic Developer of the Year. In May 1994, he was presented with the Canadian Advanced Technology Association award of distinction for public sector leadership in the development and application of advanced technology in Canada.

Premier McKenna and his wife, Julie, have three children.

Gary Filmon
Premier of Manitoba

Born in Winnipeg, Manitoba, on Aug. 24, 1942, Gary Filmon earned a bachelor of science degree (civil engineering) from the University of Manitoba in 1964 and a master's degree in civil engineering in 1967.

He was a consulting engineer for five years with Underwood McLellan Ltd. and president of Success/Angus Commercial College for the next 11 years.

For four years, starting in 1975, Mr. Filmon was a Winnipeg city councillor. He was first elected to the Manitoba legislative assembly as a Progressive Conservative member in a 1979 byelection. The following month, he was appointed legislative assistant to the Minister of Finance, Energy and Mines.

He held that post until January 1981 when he was sworn into the provincial cabinet as Minister of Consumer and Corporate Affairs and Environment, and minister responsible for the Manitoba Housing and Renewal Corporation. Re-elected in 1981, 1986, 1988 and 1990 as the member for Tuxedo, Mr. Filmon has been leader of the Manitoba Progressive Conservative Party since December 1983.

Mr. Filmon became Premier of Manitoba in 1988. His party was returned to office in September 1990 and in April 1995. He is currently serving his third term as Premier.

Premier Filmon and his wife, Janice, have four children.

Mike Harcourt
Premier of British Columbia

Mike Harcourt was born in Edmonton, Alberta, on Jan. 6, 1943. He has a degree in law from the University of British Columbia.

Beginning as a Vancouver alderman in 1973, Mr. Harcourt capped an extensive career in civic politics with three successive terms as mayor of Vancouver. During that time, he was a director of the Federation of Canadian Municipalities, and he represented Vancouver on various boards and commissions.

Before entering politics, Mr. Harcourt was a lawyer and community activist in Vancouver. He is a founding member of the Vancouver Community Legal Assistance Society and he has served in several other civic organizations.

Leader of the British Columbia New Democratic Party since April 1987, Mr. Harcourt represents the riding of Vancouver-Mount Pleasant. He became Premier on Nov. 5, 1991.

Premier Harcourt is married with one son.

Catherine Callbeck Premier of Prince Edward Island

Born on July 25, 1939, Catherine Callbeck received a bachelor of commerce degree from Mount Allison University in 1960 and a bachelor of education degree from Dalhousie University in 1963. She also completed post-graduate courses in business administration at Syracuse University.

After teaching business in New Brunswick and Ontario, Ms. Callbeck returned to Prince Edward Island where she became involved with the family business, Callbeck's Ltd., of Central Bedeque.

She was elected to the Prince Edward Island legislative assembly in 1974 as the member for the Fourth District of Prince. From 1974 to 1978, she served as Minister of Health and Social Services and as minister responsible for the disabled. In 1978, she returned to the family business.

Ms. Callbeck was elected the federal member of Parliament for Malpeque in 1988 and served as the official Opposition critic for consumer and corporate affairs; energy, mines and resources; financial institutions and as the associate critic for privatization and regulatory affairs.

Ms. Callbeck was elected leader of the Liberal Party of Prince Edward Island on January 23, 1993 and was sworn in as Premier and as President of the Executive Council on January 25, 1993. She was elected as the member of the legislative assembly for the First District of Queens in the general election of March 29, 1993.

Premier Callbeck is the first woman in Canada to be elected a provincial premier.

Clyde Wells

Premier of Newfoundland and Labrador

Clyde Wells was born in Buchans Junction, Newfoundland, on Nov. 9, 1937, and graduated from Memorial University of Newfoundland in 1959 and from Dalhousie University Law School in 1962. He was called to the Bar of Nova Scotia in 1963 and the Bar of Newfoundland in 1964. He established a law practice in Corner Brook, Newfoundland, in 1964.

Clyde Wells first entered public life in 1966 when he was elected to the house of assembly for the district of Humber East. At age 29, he became Minister of Labour and was the youngest cabinet minister in the province's history.

From 1977 to 1979, Mr. Wells was a member of the Constitutional Law Committee of the Canadian Bar Association. In the early 1980s, he represented the federal government in several major constitutional cases. He was also active in business and community affairs, holding several corporate directorships.

Clyde Wells became leader of the Liberal Party of Newfoundland and Labrador in June 1987. On May 5, 1989, he became Premier of the province. He led the Liberal party to a second majority government and was re-elected as the member of the house of assembly for Bay of Islands district on May 3, 1993.

Premier Wells is married to Eleanor Bishop. They have three children.

Territorial Heads of Government

Don Morin Premier of the Northwest Territories

Don Morin was born in 1954 in Hay River, Northwest Territories. In 1976, he moved to Fort Resolution where he operated his own construction business. Mr. Morin represented the Dene Nation on the Great Slave Lake Advisory Committee and was a member of the Deninoo Community Council in Fort Resolution.

Mr. Morin was first elected to the Legislative Assembly in the general election of October 1987.

During the 11th Legislative Assembly, he served as Deputy Chairman of the Standing Committee on Agencies, Boards and Commissions; Co-Chairman of the Special Committee on the Northern Economy; and as a member of the Standing Committee on Public Accounts. Mr. Morin was also Chairman of Caucus.

Mr. Morin was appointed to cabinet in 1991 during the 12th Legislative Assembly with two portfolios: Public Works and Services and the Housing Corporation of the Northwest Territories. He was also the minister responsible for the Forest Fire Management Program and Chairman of the Special Committee on Housing.

Mr. Morin was elected Premier by the Leadership Committee of the Legislative Assembly on November 20, 1995. He is currently Minister of Executive Council, Minister of Economic Development and Tourism, and Minister of Energy, Mines and Petroleum Resources.

Mr. Morin and his wife, Gladys, have four sons.

John Ostashek
Government Leader for Yukon

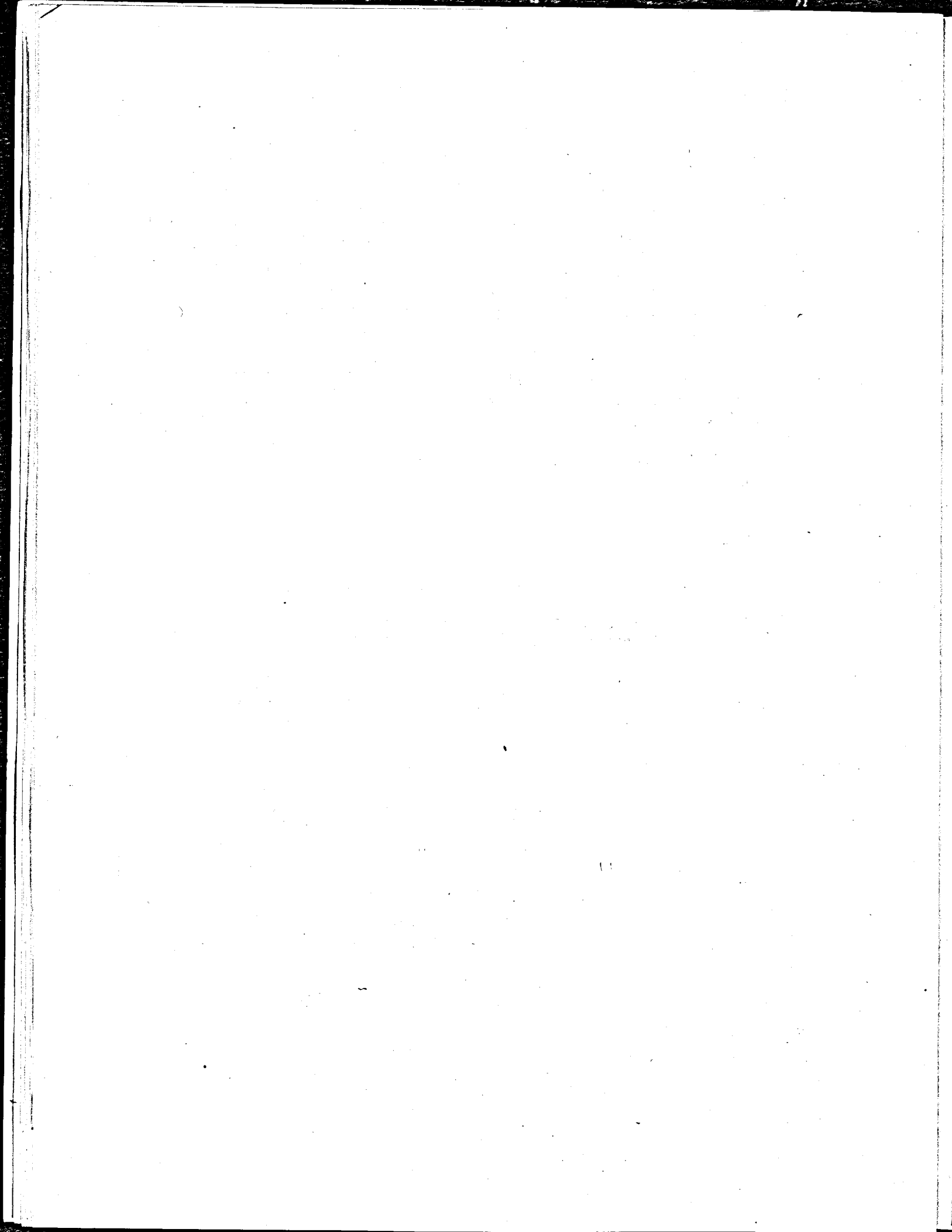
John Ostashek was born on May 10, 1936, in High Prairie, Alberta.

He was acclaimed leader of the Yukon Party in December 1991. In the general election of October 1992, Mr. Ostashek was elected to the Yukon general assembly as the member for Porter Creek North. This was his first attempt at seeking public office.

Mr. Ostashek has served as president of the Yukon Outfitters Association, director of the Yukon Visitors Association, and chair of the Kluane School Committee. He also operated an air charter sightseeing business.

Government Leader Ostashek and his wife, Carol Pettigrew, have lived in the Yukon for 21 years.

Team Canada Mission



Introduction

The Team Canada Mission to South and Southeast Asia from January 8 to 20 will strengthen trade and investment ties with some of the world's fastest-growing economies. The federal, provincial and territorial governments and more than 300 representatives of Canadian business and educational institutions are working together as Team Canada to promote trade and investment, and strengthen growth and job creation in Canada.

The mission will visit India, Pakistan, Indonesia and Malaysia. All are experiencing rapid growth and have requirements for continued development that Canadians are well positioned commercially to supply.

Prime Minister Jean Chrétien, and other First Ministers, Minister for International Trade Roy MacLaren and Secretary of State (Asia-Pacific) Raymond Chan have shown in the past — as they did during the 1994 mission to China — that by leading a well co-ordinated and determined team, they can help secure more economic opportunities for Canadians in international markets.

The federal government has three key objectives during the mission:

- To promote trade and investment between Canadian firms and South and Southeast Asian partners, encouraging where possible the conclusion of business contracts, especially in the fields of transport, information technology and telecommunications, energy, agri-food and financial, environmental and educational services.
- To demonstrate Canada's commitment to sustainable development through support for Canadian development projects and Canadian-designed technologies that assist equitable economic growth while protecting and sustaining the natural environment.
- To market Canadian educational services with the aim of attracting more international scholars to Canadian educational institutions and establishing important people-to-people links that will foster economic partnerships between Canada and South and Southeast Asian countries in the future.

The mission is expected to further enhance Canada's international trade performance. Canadian exports have risen approximately 20 per cent in each of the last two years and have accounted for a significant portion of the 500,000 jobs created since October 1993. Business agreements reached during this mission are expected to further improve Canada's employment situation and growth.

Trade and Investment in South and Southeast Asia

The Asia-Pacific region is of increasing importance to Canada. In 1994, Asia bought over \$19 billion in Canadian exports and sold Canada \$28 billion in goods. Canadian exports to the region have been growing at an average annual rate of 14 per cent, increasing 47 per cent in the first nine months of 1995. Asia-Pacific is now the largest market for Canadian exports outside the United States.

By the year 2020, Asia-Pacific is expected to boast seven of the world's top 10 economies and account for 40 per cent of global trade. Combined growth rates in the next decade are forecast at three times the average of the countries of the Organization for Economic Co-operation and Development. To accommodate this expansion, Asia will need more than \$1 trillion US in infrastructure investment alone by the end of this decade.

Team Canada has chosen an opportune time to visit South and Southeast Asia: India, Pakistan, Indonesia and Malaysia are readying themselves to be the next Asian tigers. Now is the time for Canada to build on the longstanding relationships it has with all four countries and for Canadian business to realize the enormous potential of these markets.

These countries are characterized by substantial, growing middle classes; economic growth rates that surpass Canada's own; and high demands for capital and infrastructure investment. This Team Canada mission will position Canada and the Canadian private sector in partnerships with these growing economies at a time when competition for these markets is fierce. Establishing mutually beneficial commercial relationships in this region will create economic growth and job opportunities in Canada and help these countries achieve their sustainable development objectives.

All the countries Team Canada will visit are undertaking serious reforms to open up their markets. Foreign investment and participation are encouraged in a wide range of development activities, from infrastructure construction to the commercial transfer of high technology and the sale of value-added products and services. Canadian industrial capabilities and technological expertise are ideally suited to meet the immense demand for capital, technology and training in the energy, telecommunications and information technology, transportation, environment, agri-food, education and financial services sectors.

India, with a rapidly expanding middle-class estimated at between 200 and 250 million people, has the largest emerging consumer market in the world. Growing demand in the energy, telecommunications, transportation and environment sectors as well as significant economic reforms liberalizing trade and investment are creating opportunities for Canadians. With the world's largest democracy, English as the language of business, well-established

banking and distribution systems, India is an attractive market for Canadian business. Valued at \$316 million, exports during the first nine months of 1995 have exceeded total exports for all of 1994. According to the Secretariat for Investment Approvals in the Indian Ministry of Industry, Canadian investment in India in the first six months of 1995 was valued at \$151 million, an eight-fold increase over the same period last year.

Pakistan has led the push to economic reform in South Asia since 1989. Recent policy changes have liberalized private and foreign investment in thermal power generation, oil and gas, mining and telecommunications. In the last twelve months, Canadian companies have concluded sales worth more than \$400 million in sectors opened up by economic reform. Current projects, including large power installations and urban transit, are valued in excess of \$6 billion. Canadian investment in Pakistan has increased from virtually zero in 1993 to approximately \$10 million in 1995.

Indonesia is one of Asia's fastest growing economies and is expected to rank among the world's top 10 within the next decade. With the world's fourth largest population of over 190 million people, a growing middle-class of more than 26 million, and economic growth rates averaging 6.5 per cent for the last 25 years, Indonesia is a significant market for Canadian exporters. Economic deregulation in telecommunications, power, harbours and airports is opening up new commercial opportunities. Over the next five years, Indonesia's investment requirements in infrastructure alone are estimated at \$53 billion US, of which \$18 billion US must come from the private sector. Indonesia is Canada's largest export market in Southeast Asia with sales of goods worth \$522 million in 1994 and services valued at an additional \$200 million per year. Canadian cumulative direct investment in Indonesia — Canada's largest direct investment portfolio in any Southeast Asian country — is currently valued at about \$6 billion. There are now close to 100 Canadian companies and 23 joint ventures operating in Indonesia.

Malaysia's national market features a large, cosmopolitan middle class with a growing appetite for consumer goods and imports. Strong economic growth, industrial diversification, a favourable investment environment, and an efficient and modern infrastructure make Malaysia an excellent market for Canadian trade and investment. With its goal of becoming one of the front runners of developed countries by 2020, Malaysia is fast-tracking much of its development, thus creating opportunities for Canadians in the transportation, energy, telecommunications and information technology, environment, aerospace, agri-food and education sectors. Canadian exports increased 30 per cent in 1994 to \$291.5 million, with exports of services, principally in engineering and consulting services, worth an additional \$50 million annually. According to the Malaysian Central Development Authority, Canada is the 13th largest investor in Malaysia at \$354 million in 1994.

Sustainable Development in Asia

During the 1980s and 1990s, Asia's developing countries led the world in terms of economic growth. This rapid economic growth has had a major impact on reducing poverty levels in much of Asia. For development to be sustainable over the long term, however, more than rapid economic growth is required. All countries must address their social, economic, political, and environmental requirements in concert. Cultural realities also need to be taken into account.

Success in much of Asia masks daunting challenges. It is the most populous part of the world, with 53 per cent of the world's people but only 16 per cent of its land. Notwithstanding declining population growth rates in most countries (Pakistan is an exception), projected increases in absolute terms pose a major challenge to social and economic development. Despite much progress, 65 per cent of the world's poor are in Asia (over 700 million) and probably another 300 million live just above the poverty line. South Asia, in particular, still has very low social indicators (literacy, life expectancy, infant mortality rates) and little headway has been made in reducing poverty.

There is growing environmental degradation in both urban and rural areas, caused by economic growth and continuing poverty. This has major implications for health and for meeting rising food demand. Infrastructure investment needs are extremely large (over \$1 trillion US by the end of this decade). This investment must be structured in ways that improve access for the poor and disadvantaged groups to affordable water and sanitation, transportation, communications, and energy. Political structures are under strain in many countries and this affects the development process. Ethnic, religious and regional conflicts exist, as do high levels of military expenditures in some countries. There are also human rights problems. Growing middle classes desire greater participation in political life. Regional security is important to the development process and its connection with poverty, inequality, lack of political openness and environmental degradation is now being recognized.

Canadian Development Co-operation

Canada has a long tradition of providing development assistance in Asia, going back to the early days of the Colombo Plan — a Commonwealth aid program for the countries of South and Southeast Asia — in the 1950s. From an initial start of providing major capital assistance in the production of energy (especially hydro-electric power) and large-scale food aid, Canadian assistance has evolved. It now responds to new needs and has spread geographically to Southeast Asia in the 1960s and 70s, and to China in the 1980s.

As Asia has developed, Canada has changed its development co-operation programs to reflect the government's foreign policy objectives of promoting prosperity and employment, contributing to global security, and projecting Canadian values and culture. The Canadian International Development Agency provides assistance in Asia through a number of channels: bilateral, covering mainly government-to-government co-operation but also including direct activities with non-governmental organizations and institutions; multilateral (for example, UNICEF and development banks such as the World Bank and the Asian Development Bank); and Canadian partnership programs with business, institutions and NGOs. Overall, the Asia program is CIDA's second largest bilateral program, with \$270 million allocated for fiscal 1995-96.

The overall approach is to support sustainable development in order to reduce poverty and contribute to a more secure, equitable and prosperous Asia. CIDA's programs reinforce Canada's broader efforts to foster long-term relationships and help countries address key developmental issues in the core areas of: a) basic human needs; b) the full participation of women as equal partners in the sustainable development of their societies; c) the provision of environmentally sound infrastructure services; d) increased respect for human rights, democracy and good governance; e) private sector development for sustained and equitable growth; and f) environmental protection.

The complexities and evolving differences within Asia have meant that CIDA has had to adapt its programs to these changing realities. CIDA therefore provides support along the full range of the development continuum, from direct grassroots poverty reduction to helping governments improve economic and social policy frameworks, to helping Asian private sectors access expertise and technology from the Canadian private sector. In specific countries where economic growth is strong, CIDA is re-orienting its programs away from a traditional focus on direct poverty reduction to one that sets the stage for mutually beneficial economic co-operation.

In India, CIDA is pursuing three objectives: promoting economic and social policy reforms, supporting environmentally sound development, and building a stronger economic relationship between the private sectors of India and Canada.

In Pakistan, CIDA is supporting the development of more sustainable approaches to social sector development, the implementation of Pakistan's National Conservation Strategy (developed with earlier Canadian support), the development of an economic policy and the private sector, and the introduction of environmentally sustainable energy management.

In Indonesia, CIDA is supporting the implementation of Indonesia's environmental management policies and the improvement of a number of Indonesian universities. It also supports strengthening the equitable role of women in development and developing the Indonesian private sector.

In Malaysia, CIDA is supporting the transition from an aid relationship to full economic partnership. Modest support is helping increase Malaysia's capacity for sound economic policy formulation and promote private sector collaboration.

In addition, CIDA has a regional program that focuses mainly on Southeast Asia. It supports projects with the Association of Southeast Asian Nations and a variety of regional institutions, both inter-governmental and non-governmental, in such areas as forestry management and marine research, higher education, gender equity, and private sector development.

Marketing Canadian Education in Asia

Human resource development is critical to the continued growth of a number of Asian economies. Canada's education and training sector can help these countries meet the demand for more and better educated personnel. Our quality education is a highly marketable service. The sale of these services benefits both the Canadian and the purchasers' economies.

The demand for education services in the Asia-Pacific region is considerable. As incomes in these countries rise, the number of students seeking university education is expected to increase from 17 million in 1990 to 45 million in 2010. Many of these students will choose to study abroad. Last year, of the 81,000 international students studying in Canada, more than 50 per cent came from the Asia-Pacific region.

Canada holds a considerable attraction to international scholars by offering academic excellence at affordable prices. At every level, the Canadian education system is recognized for its quality and accessibility. Canada is a world leader in curriculum development and cross-cultural training. Moreover, students can choose to study in either English or French, an advantage of Canada's bilingual federation.

Canada offers extensive practical and managerial training that is of increasing significance in today's knowledge-based and increasingly competitive global economy. Public and private colleges offer technical training, often with hands-on experience. Educators and trainers are tailoring corporate and group training programs to meet the demands of the rapidly changing business setting.

Canada's vast geography has stimulated the development of expertise in distance education that is now world renowned. A number of Canadian schools are exploring the installation of such services abroad, including the application of distance-education technology to rural or remote areas in Asia — a service in which several governments have expressed interest. Canadian telecommunications suppliers and educational institutions currently are working in this field with foreign ministries of education.

Canada leads the world with an on-line educational network called SchoolNet, which gives students across the country access to the world via the Internet. SchoolNet gives students and teachers the opportunity to work with and learn from others around the world. Currently about 5,500 schools have access to SchoolNet.

Canadian Education Centres — Opening the Doors to International Students

Recognizing that the international education sector is one of the fastest growing service markets in the world, the Asia Pacific Foundation of Canada, in co-operation with the Government of Canada, established a network of Canadian Education Centres in April 1995. The network consists of an education office opened in Kuala Lumpur in 1989 and funded by the Canadian International Development Agency. Pilot CECs, operated by the Department of Foreign Affairs and International Trade, opened in Taipei, Taiwan, in 1991 and in Seoul, Korea, in 1993.

To heighten awareness of Canadian educational institutions, CECs provide the materials of these institutions for perusal: calendars, promotional literature, videos and brochures. They provide counselling as well as information on scholarships and visas to Asian students applying to Canadian universities, colleges and schools. CECs also arrange pre-departure seminars, education fairs, alumni events and meetings. CECs in Seoul, and more recently in Taipei, have begun to facilitate programs in the corporate training sector.

In a short nine-month period, the CEC network attracted more than 90 subscribers, roughly divided into four categories: universities, colleges, language-training schools and a fourth group consisting of private schools, public-school boards, corporations and professional associations. Subscribers are kept up-to-date on emerging education market conditions and opportunities, student inquiries, and ongoing CEC activities through newsletters and electronic mail.

The CEC operates on a partial cost-recovery basis through subscription fees, fees for specific services, corporate sponsorships, and organizing education and training fairs. The Asia Pacific Foundation administers the CEC network and markets the services of the CECs to Canadian clientele.

Asian companies are taking an active interest in corporate training in all aspects of doing business — MBAs, short-term courses designed specifically for firms in business communications, business English and financial services. In May 1995, the CEC in Seoul organized a forum on Canadian financial training programs that attracted about 70 Korean participants from more than 50 institutions. The event was co-hosted by the Conference Board of Canada and the Management Development Institute in Korea. Subsequently, the Board's Niagara Institute hosted three-day executive programs on management in the 21st century and global financial markets.

The success of the CECs is evident by the increase in the number of students who have enrolled in Canadian institutions or courses. For example the participation of Korean scholars jumped from just over 800 in 1993 to 4,000 in 1995.

The CEC network will more than double in 1996 with the opening of new centres in Jakarta, Bangkok, Hong Kong and Singapore. In 1997, a CEC is scheduled to open in India and, subject to the results of an education marketing study, in Japan.

The provision of Canadian education and training services both in Canada and in Asia can lead to stronger and broader long-term relations. Business persons who have studied with Canadian professionals develop an appreciation of and affinity for Canada. Students return to their homeland to become decision-makers in government and business. Relationships born in the classroom give birth to close business ties in later years.

Canada's Trade Performance

Sales of goods and services abroad are growing at rates that are unprecedented in recent Canadian history. In the first nine months of 1995, Canada's merchandise exports grew by 20 per cent and its trade surplus by 63 per cent, compared with the same period last year. This follows a similar performance in 1994, when exports of goods rose 20.5 per cent and the trade surplus grew by 34 per cent.

Export growth is diversified. It involves primarily value-added and major export sectors such as industrial goods, machinery and equipment, and automotive products, as well as more traditional sectors such as forestry products.

Exports to all major world markets are experiencing growth. Exports to the United States were up 17 per cent in the first nine months of 1995; to Latin America, 29 per cent; to Japan, 32 per cent; to the European Union, 42 per cent; to China, 44 per cent; and to all other Asia-Pacific nations, 47 per cent.

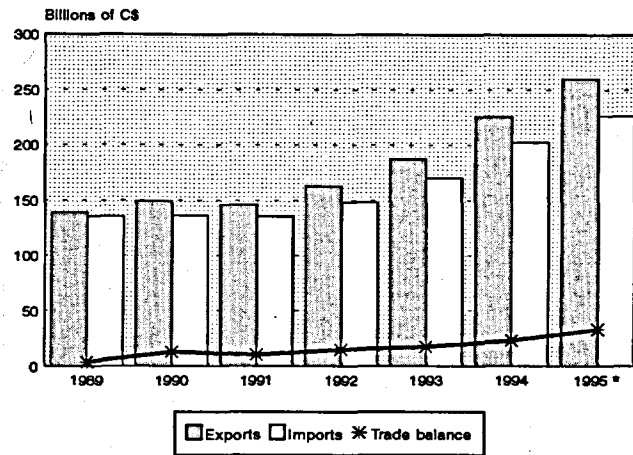
Although exports of services, which represent roughly 13 per cent of Canadian exports of goods, have not progressed as vigorously, they nevertheless grew by 12 per cent in 1994 and by 10.5 per cent in the first nine months of 1995.

The robust expansion of Canadian exports of goods and services has increased the share of Canada's national income derived from trade. As a proportion of gross domestic product, Canada's exports of goods and services amounted to 26 per cent in 1992. For 1994, this figure reached 33.2 per cent, and by September 1995, the annualized rate for these exports had grown to 36.6 per cent of the GDP.

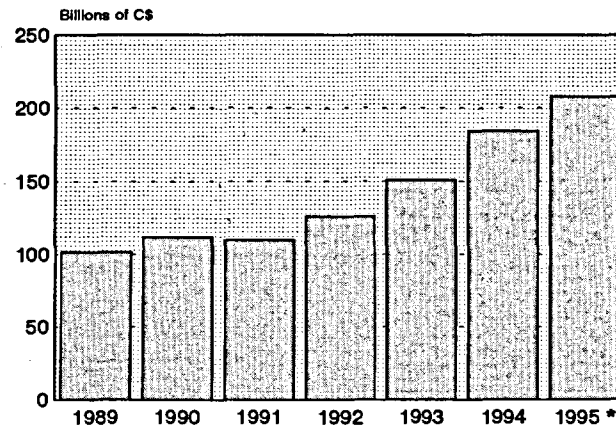
For individual Canadians, this means that exports have now become the most significant factor in the growth of GDP and one of the most important contributors to job creation. Economists estimate that every \$1 billion in exports sustains almost 12,000 jobs.

These outstanding results are not simply due to changes in the value of the Canadian dollar. Far more important has been improved market access resulting from multilateral and regional trade and investment liberalization; the growing international demand for Canadian goods and services; and the fact that individual companies, large and small, are rising to the challenge of the global marketplace.

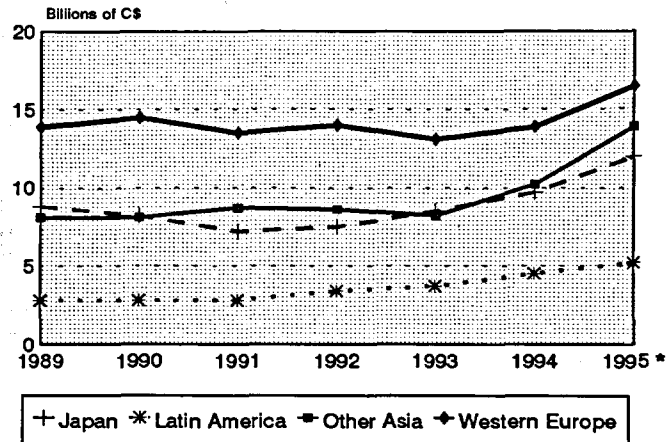
Canada's Merchandise Trade (Customs basis)



Merchandise Export Growth (To USA)



Merchandise Export Growth (To other major markets)

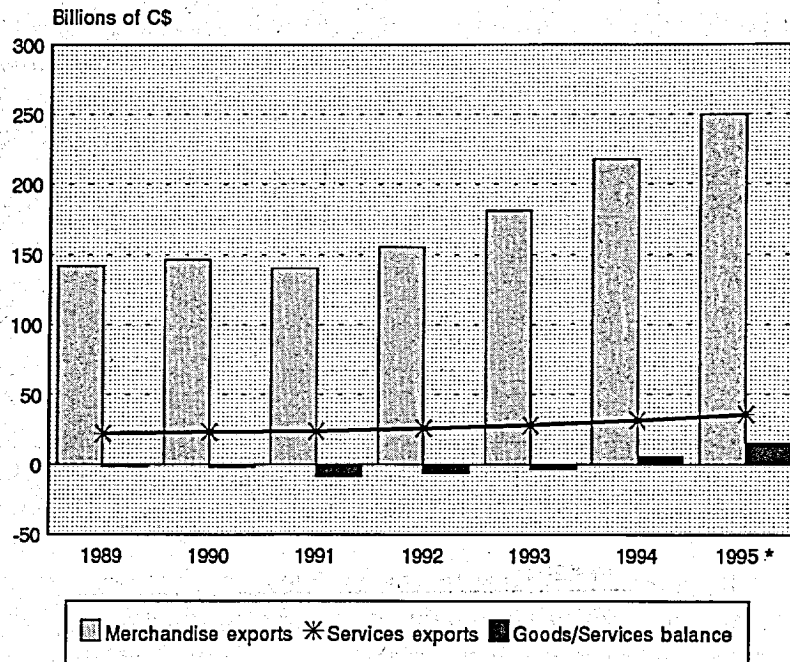


* 1995 estimates based on Jan-Sept 1995 data

Source: Statistics Canada

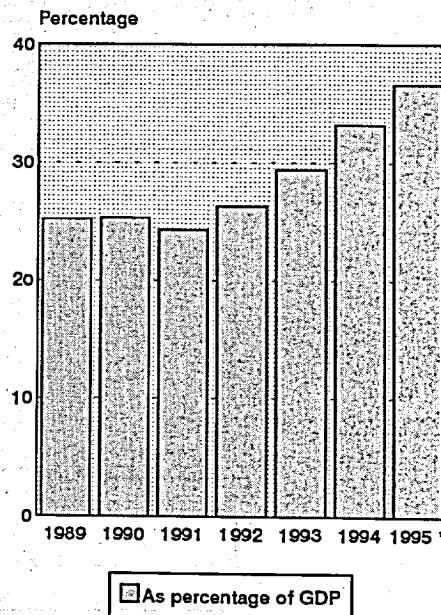
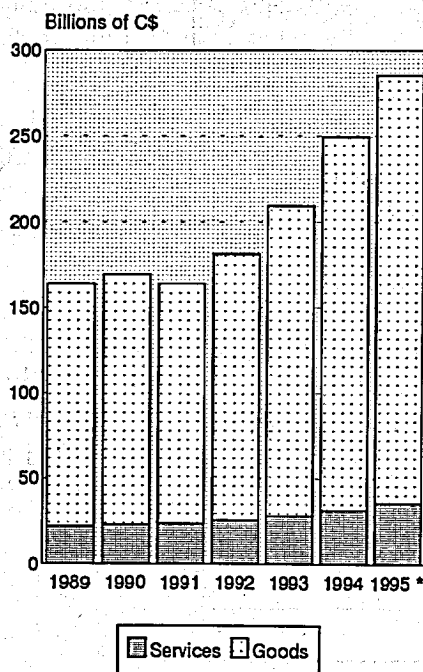
Canadian International Trade

(Balance of payments basis; import data not shown)



Exports of Goods and Services

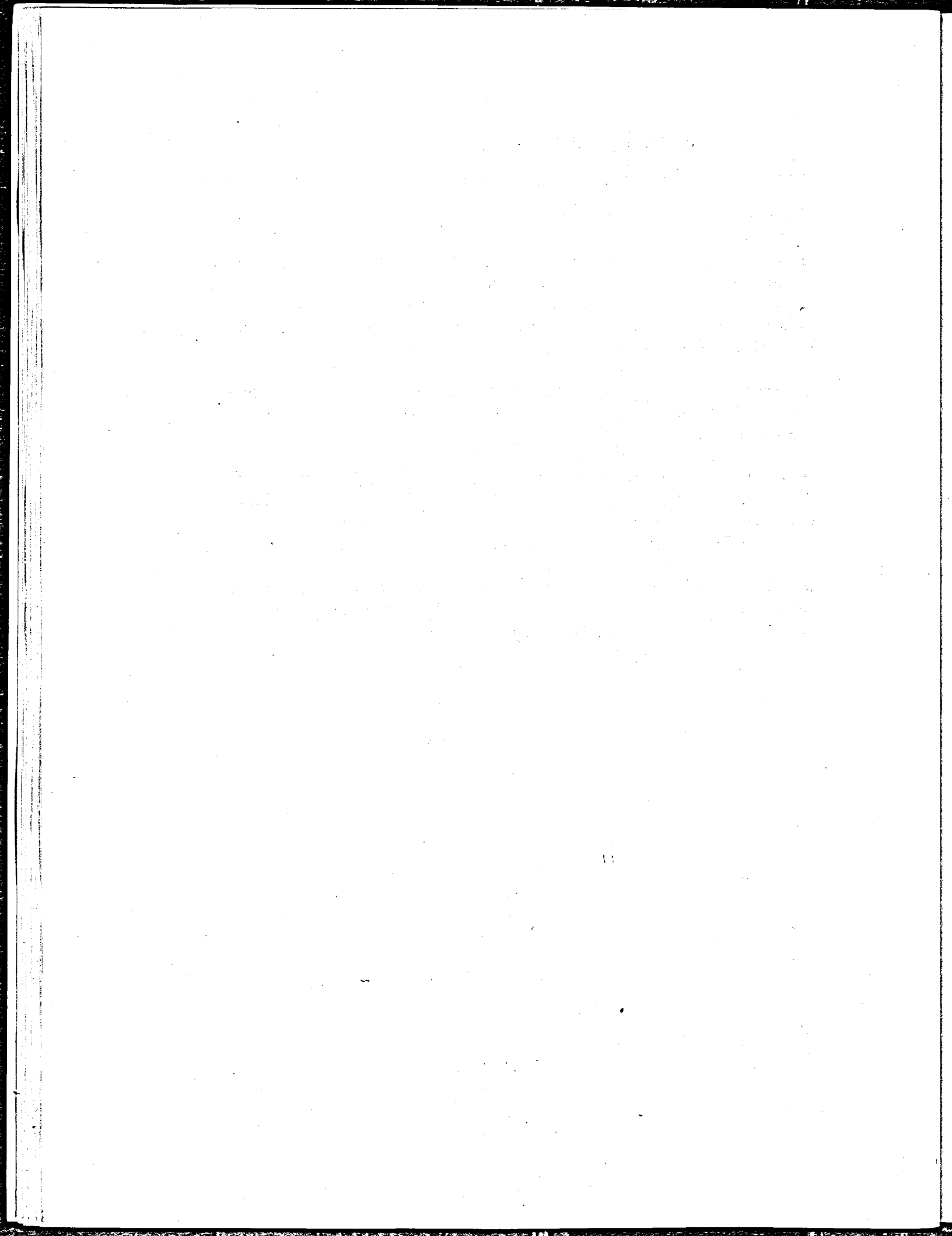
(Balance of payments basis)



* 1995 estimates based on Jan-Sept 1995 data

Source: Statistics Canada

Country Profiles



India

President Shankar Dayal Sharma

Shankar Dayal Sharma was born Aug. 19, 1918, in Bhopal, Madhya Pradesh. He obtained a master of arts degree, a bachelor of law degree and a doctorate in philosophy from Cambridge University. He also studied at St. John's College in Agra, Allahabad University, Lucknow University, Lincoln's Inn, Harvard Law School, University of Zurich and University of Paris.

Dr. Sharma started his legal practice in 1940 in Lucknow. A veteran freedom fighter, he was imprisoned during the freedom struggle and the Merger Movement in Bhopal.

He was the Governor of Andhra Pradesh from 1984 to 1985, Governor of Punjab in 1985 and Governor of Maharashtra from 1986 to 1987. While he was governor of these states, Dr. Sharma was also chancellor of 22 universities as well as rector of the University of Hyderabad.

Dr. Sharma was Vice-President and Chairman of the Council of States (Rajya Sabha) from Sept. 3, 1987, until he assumed office as President on July 25, 1992.

Prime Minister Panelaparthi Venkata Narasimha Rao

Panelaparthi Venkata Narasimha Rao was born June 28, 1921, in Karminagar District, Andhra Pradesh, about 150 kilometres northeast of Hyderabad. He has a bachelor of science degree from Fergusson College in Poona and a bachelor of law degree from Nagpur University.

He served in the cabinets of Indira Gandhi and Rajiv Gandhi in numerous portfolios, including Minister of External Affairs (1980-84 and 1988-89).

Mr. Narasimha Rao was appointed leader of the Congress (I) Party (I stands for Indira Gandhi) following the assassination of Rajiv Gandhi during the election campaign in May 1991. This election brought the Congress Party to power under Mr. Rao with the support of smaller parties.

Canada-India Relations

- Canada and India have developed a tradition of straightforward and constructive co-operation and discussion. The relationship has been strengthened through Canada's development co-operation program and through membership in the Commonwealth, the United Nations and the World Trade Organization.
- From 1954 to 1973, for example, Canada and India worked together on international peace commissions in Indochina. In 1987, Canada and India jointly chaired the first committee on peacekeeping, which led to the Paris peace accords on Cambodia. Through the Commonwealth, Canada and India were leaders in the international effort to bring democracy to South Africa.
- Several high-level visits over the last 18 months have helped strengthen Canada-India relations. Minister for International Trade Roy MacLaren and Secretary of State (Asia-Pacific) Raymond Chan both led delegations of more than 40 business representatives to India — in October 1994 and March 1995, respectively.
- Another dimension of the relationship is the fact that Canada is home to over 500,000 citizens of Indian origin.

Trade and Investment

- With a rapidly expanding middle-class estimated at between 200 and 250 million people, India has the largest emerging consumer market in the world. Since 1991, it has undertaken significant economic reforms to liberalize both trade and investment. Reforms have opened many sectors, including power and telecommunications, to foreign business and investment. Deregulation has allowed greater private sector involvement, while the reduction in tariffs and import duties has encouraged the entry of foreign companies.
- India's attractiveness as an economic partner for Canada is enhanced by several factors. India is the world's largest democracy. It uses one of Canada's two official languages, English, as a major language of business. India has an independent judiciary, well-established banking and distribution systems, a strong entrepreneurial tradition, and a highly skilled and well-educated workforce.
- Two-way trade between Canada and India has grown steadily, reaching \$723 million in 1994. Canada exported \$265 million in goods in 1994, down slightly from \$282 million in 1993. Exports to India reached a record of \$529 million in 1992 as a result of an exceptionally large wheat sale. Exports during the first nine months of 1995, however,

have already exceeded the 1994 total with a value of \$316 million. Canada imported \$458 million worth of goods in 1994, up from \$360 million in 1993.

- Canadian service companies are winning an increasing number of contracts in the consulting sector and are making long-term commitments through an expanded local presence. Canadian content in these projects runs into the hundreds of millions of dollars, which is not captured in the merchandise trade statistics.
- The composition of Canadian exports has diversified in recent years. Canadian high-technology suppliers, including telecommunications and power-generation companies, are making inroads into the Indian market. Traditional exports have included commodities such as wheat, newsprint, potash, sulphur and some equipment and machinery.
- The nature of Canadian imports from India has also changed, from a base consisting almost entirely of textiles, to a broader mix that includes such high-technology products as computer software.
- Canadian direct investment in India has grown rapidly over the last few years. Compared with about \$8 million a year between 1987 and 1992, Canadian investment in India reached an estimated \$19 million in 1994. According to the Secretariat for Investment Approvals in the Indian Ministry of Industry, Canadian investment in the first six months of 1995 was valued at \$151 million, an eight-fold increase over the same period last year.
- Canadian investment, both current and planned, has targeted a wide range of sectors, including telecommunications, environment, agriculture and agri-food, footwear, energy (including power generation, oil and gas), mining, aviation and aerospace, transportation and medical equipment. In 1995, large scale investments were made in the food processing and the mining and minerals sectors while the balance of investments appear to be small scale investments spread over a variety of sectors.
- There are now more than 120 Indo-Canadian industrial collaborations, in areas as diverse as poultry breeding, aircraft maintenance, educational services, costume jewellery, telecommunications, power-generating equipment, automotive parts, geographic information systems and edible-oil processing. The number of Canadian corporate offices in New Delhi alone increased from only seven 18 months ago to 50 today.

Focus India: Canada's Trade and Investment Strategy for India

- *Focus India* is a cohesive strategy developed by the federal and provincial governments and the private sector to expand Canadian trade and investment with India. This initiative, coupled with the appointment of two additional trade commissioners, in New Delhi and Bombay, an honorary consul and a full-time commercial officer in Bangalore, offer Canadian businesses a planned approach to the full range of economic opportunities offered by India.

Development Co-operation

- Canada began its development co-operation program with India in 1950. At the outset, the Canadian International Development Agency's programming focused on large infrastructure projects — especially hydro-electric power installations — food aid and support for agriculture. CIDA's focus later shifted in support of sustainable development with emphasis on the environment, social and economic reform, and private sector development.
- CIDA helps rural communities reduce environmental degradation by supporting tree planting, water resource management and by introducing low-cost biogas energy technology.
- To help alleviate poverty, CIDA supports agroforestry projects that increase incomes for poor families as well as the development of rural credit programs. CIDA also supports Canadian and Indian non-governmental organization projects for skills development and rural income generation.
- CIDA supports India's social and economic reform program by financing research carried out jointly by Canadian and Indian institutions, such as the business co-operation program organized by the Conference Board of Canada. Research in such areas as macroeconomics, energy, trade and the environment are used by Indian decision-makers to develop policy. Another program, implemented over five years by the Shastri Indo-Canadian Institute, promotes co-operation between 23 Canadian universities and equivalent Indian institutions to conduct research on women's and development issues, economics, science and technology and demography.
- In support of private sector development in India, CIDA encourages joint ventures between Canadian and Indian firms and institutions. These ventures, backed with \$2.1 million from CIDA's Industrial Co-operation Program during fiscal 1993-94, strengthen India's private sector while opening market opportunities for Canadian firms in India.

Of a hundred applications submitted in 1993-94, more than 30 resulted in successful ventures, mostly in mining, manufacturing, agriculture, communications and energy.

- Since 1993, CIDA programming in India has included a Governance Support Fund of \$173,000. To date, the fund has supported 17 projects in all regions of India. These projects help Indian non-governmental organizations work to improve the status of women and children. For example, CIDA supports training on women's legal rights, a program to increase involvement of women in local political processes, as well as health and education programs for children living in poor districts of Calcutta. CIDA is also financing the initial steps of an exchange program between the Canadian and Indian human rights commissions.

Canada-India Agreements

Subject	Date Signed	Title
Economic Co-operation	September 1951	Exchange of Notes giving Formal Effect to the Statement of Principles Agreed Between the Two Countries for the Co-operative Economic Development of India
Defence	June 1953	Exchange of Notes regarding the Inspection of Supplies and Equipment Purchased in Canada by India
Atomic Energy	April 1956	Atomic Reactor Agreement
Patents	August 1956	Agreement concerning Reciprocal Protection of the Priority of Patents of Invention
Economic Co-operation	December 1956	Agreement on the Canada-India Colombo Plan Kundah Hydro-Electric Power Project
Atomic Energy	December 1963	Agreement relating to the Rajasthan Atomic Power Station and the Douglas Point Nuclear Generating Station
Pensions	December 1967	Agreement concerning Application of the Canada Pension Plan to Locally Engaged Employees of the Government of India in Canada
Air	July 1982	Agreement on Air Services
Taxation	July 1982	Agreement in the Form of an Exchange of Notes on the Avoidance of Double Taxation of Airline Income Supplemental to the Agreement Between Canada and India on Air Services
Taxation	October 1985	Agreement for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income
Extradition	February 1987	Extradition Treaty
Development Co-operation	February 1989	General Agreement on Development Co-operation
Mutual Legal Assistance	October 1994	Treaty on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters

INDIA

Capital: New Delhi

GEODATA

Area

3,287,263 km²

Population

934 million (1995 projected)

Population growth

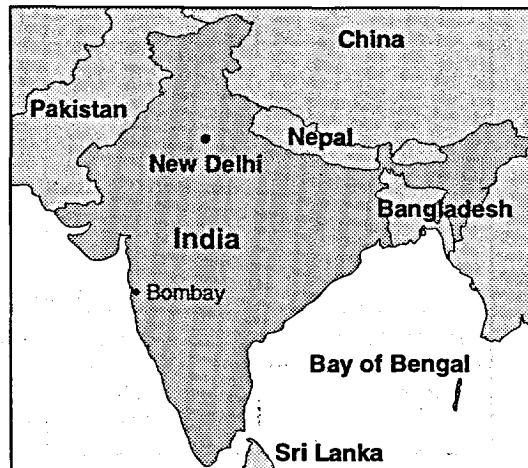
2.2% (1994)

Major languages

Hindi is most widely used of 18 official languages, including English

Major religions

Hinduism (80%), Islam (11%), Christianity (2.4%), Sikhism (2%)



POLITICAL DATA

Type of government

Parliamentary republic, bicameral multiparty parliament

Head of state

President Shankar Dayal Sharma

Head of government

Prime Minister P. V. Narasimha Rao

Minister of External Affairs

Pranab Mukherjee

Minister of Trade

Palaniappa Chidambaram

UN Human Development Index

India ranks 134th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Stanley Gooch, High Commissioner

The Canadian High Commission

7/8 Shantipath, Chankyapuri

New Delhi 110021, India

Phone (011-91-11) 687-6500

Fax (011-91-11) 687-6579

ECONOMIC DATA

GDP

\$299 billion US (1995)

GDP growth rate

6.2% (1994-95)

GDP per capita

\$330 US (1995)

Main exports

Gems and jewellery, engineering goods, garments, textiles, leather and leather goods, and fish products

Main imports

Petroleum, oil and lubricants, capital goods, gems, chemical products, fertilizers, iron and steel

Main exports to Canada

\$458.7 million (1994), including clothing and accessories, leather articles, pearls, coffee and tea, carpets and cotton

Main imports from Canada

\$264.8 million (1994), including wheat, newsprint, potash, pulp and paper, fertilizers, salt, sulphur, capital equipment and machinery, vegetables and roots, fats and oils

Canadian direct investment

\$19 million (1994)

Canadian development assistance

\$106.41 million (1993-94)

December 1995

Delhi

Delhi, an ancient capital in Hindu legend, has been the centre of a Muslim sultanate as well as a Mogul capital. When King George V came to be proclaimed Emperor of India in 1911, the British decided to move the capital from Calcutta to Delhi. New Delhi, a British designed southward extension of Old Delhi, was built in the 1920s and 1930s. The original part of New Delhi is a planned city with many broad tree-lined avenues, traffic circles and parks, impressive public buildings and spacious gardens and bungalows.

Old Delhi is a congested and fascinating complex of shops, bazaars and apartments with a few spacious homes in those areas formerly occupied by British civil servants and businessmen. The central shopping area for all the Delhi area is around Connaught Place, with innumerable shops of all kinds. There the old and the new mingle and give the visitor a real look at the India of today.

More than 8.4 million people live in Delhi. Within the complex of New Delhi and Old Delhi, there are numerous historical sites, including temples, tombs, forts and gates that reflect the turbulent history of conquest and redevelopment. While there are no beach or lake resorts in or near the city, there are a number of interesting parks and lovely gardens, in addition to a zoo, which houses specimens of animals and birds from all over the world.

Agra

Agra, a city of 955,000, is situated just 200 kilometres south of New Delhi, a two-hour train ride. Agra was a capital of the Moguls during the 16th and 17th centuries, and much of its architecture shows this influence. The main part of the city retains its medieval character, its narrow streets crowded with interesting shops selling local handicrafts such as goods embroidered with gold and silver and fine leather work.

The city is best known for the Taj Mahal, built between 1630 and 1652 by Shah Jahan as a memorial to his favourite wife, the much beloved Mumtaz Mahal. The exquisite stonework of the mausoleum is the product of skilled craftsmen brought from as far away as Italy, Persia and Turkey. Light is admitted through a double screen of perforated marble. Inside, beneath the central dome, lie the sarcophagi of both Shah Jahan and Mumtaz Mahal.

Agra Fort lies on the bend of the River Yamuna near the centre of Agra. It was constructed between 1565 and 1573 by the great Mogul Emperor Akbar, grandfather of Shah Jahan. An imposing structure complete with a moat, the fort was occupied and added to by two other Moguls — Jehangir and Shah Jahan.

Of the many buildings inside the fort, the Musamman Burj (Octagonal Tower) is noteworthy, for this is where Shah Jahan died after being held captive by his son for seven years. He is said to have spent his last days gazing at the Taj Mahal. Other buildings within the compound include the Khas Mahal (Private Palace), the Moti Masjid (the Pearl Mosque), Jehangir's Palace, the Diwan-i-Khas (Hall of the Private Audience) and the Diwan-i-Am (Hall of the Public Audience), most of which were built during the reign of Shah Jahan.

Bombay (Mumbai)

Bombay, or Mumbai as it will soon be renamed, is a city of nearly 13 million people. It is the capital of Maharashtra, one of the most industrialized and urbanized of India's states. It is a wealthy territory, rich in both agricultural lands and industrial development. The people of Maharashtra have a high per-capita income and a high literacy rate, both exceeding the national average.

Bombay has grown from a region of swamps and tiny islands into India's largest port and commercial centre. Given as a wedding gift from the king of Portugal to Charles II of England in 1661, Bombay is now India's financial centre and home to India's largest stock market and most of its banks, including the Central Bank. There are a number of large-scale industries, notably textiles, movies (known as Bollywood) and electronics, which is rapidly expanding.

Bombay's British heritage remains evident in the names of many of its museums and gardens. Most famous of the city's sites is the Gateway of India, erected in commemoration of the 1911 landing of King George V and Queen Mary.

As Bombay's population grows (by an estimated 4,000 per week) and multinational companies seek to set up a presence in the city, office space and accommodations are at a premium and rents are correspondingly high. Bombay has now been dubbed one of the most expensive cities in the world in which to rent office space.

Pakistan

President Farooq Ahmad Khan Leghari

Farooq Ahmad Khan Leghari was born in 1940 in Lahore. He has a bachelor of arts from Punjab University and a master of arts in philosophy, politics and economics from St. Catherine's College, Oxford.

He joined the civil service of Pakistan in 1962 and served in various positions until entering politics in 1973. He was elected to the Senate in 1975 and the National Assembly in 1977 when Prime Minister Zulfikar Ali Bhutto appointed him Minister of Production. After the overthrow of Mr. Bhutto and the declaration of martial law in 1977, Farooq Ahmad Khan Leghari joined the campaign to restore democracy by the Pakistan People's Party. He was imprisoned for three years for his part in this campaign.

In the 1988 elections, Mr. Leghari won seats in both the national and Punjab provincial assemblies. He was briefly leader of the opposition in the Punjab Assembly and was then appointed Minister of Water and Power in the first Benazir Bhutto cabinet. He was re-elected in 1990 and served as deputy Opposition leader until his appointment as Finance Minister in the interim government of Mir Balakh Sher Mazari. Following the 1993 elections, Farooq Ahmad Khan Leghari was appointed Foreign Minister and then President.

Prime Minister Mohtarma Benazir Bhutto

Mohtarma Benazir Bhutto was born in Karachi in 1953. After completing her early schooling in Pakistan, she was educated at Radcliffe College and Lady Margaret Hall, Oxford. In 1977, she completed Oxford's diploma course in international law and diplomacy, and returned to Pakistan.

Following the overthrow of the government of her father, Zulfikar Ali Bhutto, and the declaration of martial law in 1977, she worked as a leader of the Pakistan People's Party in the campaign to restore democracy. The PPP was founded by Mr. Bhutto. Mohtarma Benazir Bhutto was imprisoned from March 1981 until January 1984 when, owing to serious health problems, she was obliged to seek medical treatment in the United Kingdom.

In 1986, she returned to Pakistan and led the Pakistan People's Party to victory in the 1988 general elections. President Ghulam Ishaq Khan dismissed her government on Aug. 6, 1990. She lost the elections called later that year and served as leader of the Opposition until her return to power in the 1993 elections.

Prime Minister Bhutto is the author of two books: *Foreign Policy in Perspective* (1978) and *Daughter of Destiny* (1988).

Canada-Pakistan Relations

- **Canada-Pakistan relations are based on the two countries' historical development co-operation ties and shared experiences in the Commonwealth. Pakistan has played a useful and constructive role in international issues of direct interest to Canada, including the environment and the Law of the Sea. Pakistan has also supported various international arms control initiatives and peacekeeping operations.**
- **Canada has sought a more diversified relationship with Pakistan over the past two years, one which has evolved from a development assistance relationship to a partnership based on mutual interests. This new direction recognizes Pakistan's return to democracy in 1988 and the leading position it has taken among South Asian nations in undertaking economic reforms, opening its markets to foreign participation, and its involvement in the World Trade Organization.**
- **Several high-level visits over the last year have helped strengthen and broaden Canada-Pakistan relations. Secretary of State (Asia-Pacific) Raymond Chan led a delegation of 40 business people to Pakistan in March 1995. Mr. Chan's visit was followed by the visit of several Pakistani ministers, including Mr. Saifullah Khan, Minister of Petroleum and Natural Resources, Mr. Nawab Talpur, Minister of Agriculture, and Mr. Chaudhry Ahmad Mukhtar, Minister for Commerce.**
- **Canada is home to approximately 100,000 Pakistani-Canadians. Many maintain strong links with Pakistan and help foster interest in both countries in developing commercial ties. A number of Pakistanis have received their higher education in Canada and have returned to Pakistan to occupy senior positions in government, business, and academe.**
- **Canada receives in excess of 5,000 visitors from Pakistan each year and these numbers will increase as more Pakistani business people travel to Canada.**

Trade and Investment

- **Significant economic reforms since 1989 have improved the prospects for doing business in Pakistan. Recent policy changes have liberalized private and foreign investment in the thermal power generation, oil and gas, mining, and telecommunications sectors. Several important state enterprises are being privatized, including Sui Northern and Sui Southern Gas Pipelines Ltd. and the Pakistan Telecommunications**

Commission. These reforms have renewed private sector enthusiasm in Pakistan and have created greater opportunities for Canadian suppliers of goods, services and technology in these sectors.

- Canadian exports to Pakistan were valued at \$62 million in 1994, while imports from Pakistan amounted to \$198.6 million. Although two-way trade was valued at a modest \$260 million in 1994, these trade figures do not adequately reflect the growing nature of Canada-Pakistan trade. In the last 12 months, Canadian companies have concluded sales worth more than \$400 million in sectors liberalized by economic reform. Projects valued in excess of \$6 billion are currently in the pipeline, including large power projects and the construction of the Karachi mass rapid-transit system.
- Major Canadian exports to Pakistan include coal, wheat, peas, pulp and paper, power and energy equipment, railway spares and plastics. Canadian imports from Pakistan include cotton, textiles and apparel, leather products, carpets and processed foods.
- Canadian firms are making inroads into the Pakistan market through strategic alliances such as joint ventures and technology transfer, licensing and equity arrangements.
- Canadian investment in Pakistan has increased from virtually zero in 1993 to an estimated \$10 million in 1995. Canadian household names like Bata and Shaver Poultry have investments in Pakistan.
- The main sectors of opportunity for Canadian business, created by the ongoing economic reforms, include telecommunications and information technologies; machinery and equipment; agri-food, such as breeding stock, food processing equipment and technology; energy, including oil, gas and power-generation equipment and services; and metals and minerals equipment, technology and services.

Development Co-operation

- Pakistan has a gross domestic product per capita of \$412 US. It ranks 128 out of 174 countries on the United Nations Development Program's Human Development Index, reflecting low health and education indicators.
- Canada has been a major donor to Pakistan since the 1950s, providing more than \$2 billion in total aid. Approximately two thirds has been bilateral assistance, with the remainder channelled through multilateral institutions.

- Until recently, Canadian International Development Agency programming has been largely directed toward infrastructure and skills development in fields such as energy and agriculture, and lines of credit for commodities. This commitment has included the completion of the first 500 kilovolt line in Asia and the construction of Pakistan's first major hydro-electric dam at Warsak in the early 1960s.
- Since the mid-1980s, Canadian development co-operation has been increasingly oriented toward strengthening Pakistan's institutional capacity and encouraging policy changes in support of sustainable development. Although energy remains an important focus, emphasis has shifted toward initiatives supporting environmental resources management, economic development, and social and human development, particularly relating to women.
- In the energy field, funding has been provided to strengthen Pakistan's Water and Power Development Authority's planning capacity as it develops a national power plan and to enhance local capacity in hydrocarbon exploration and resource management in the oil and gas sector. In the resource management area, CIDA supported the development of Pakistan's National Conservation Strategy and is now helping with the strategy's implementation.
- Canada also supports initiatives to strengthen Pakistan's long-term economic development. These include the development of economic linkages between the private sectors of Canada and Pakistan through a Private Sector Development Initiatives Fund and an institutional linkage project between the McGill University School of Management and the Lahore University of Management Services.
- CIDA's Industrial Co-operation Program (INC) supports Canadian firms seeking mutually beneficial, long-term business linkages in Pakistan. INC shares up to 80 per cent of the eligible costs incurred by a Canadian company for its activities that have a positive developmental impact, such as technical and economic viability studies, specialized training, transfer of technology and expertise, environment and social or gender impact assessments. Since 1981, contributions totalling \$9.1 million have been approved. At present, INC has nine active projects in Pakistan.
- Canada supports human resources development through its non-governmental organizations support program and women's development through the World Bank International Development Agency vocational training program and the Development of Women Health Professionals

project. Other related projects include the Social Institutions Development Project, which is managed by the Aga Khan Foundation of Canada, and the Strengthening Participatory Institutions Project, which is managed by an NGO in Pakistan.

- Canada supports NGOs in Pakistan involved in human rights and the improvement of basic living conditions, especially for women and children. The International Centre for Human Rights and Democratic Development is actively involved in Pakistan, particularly regarding child labour. Canada has encouraged and supported Pakistan's creation of a Ministry of Human Rights, and human rights officials and activists from Pakistan have participated in human rights courses in Canada.

Canada-Pakistan Agreements

Subject	Date Signed	Title
Economic Co-operation	September 1951	Exchange of Notes giving Formal Effect to the Statement of Principles Agreed Between the Two Countries for the Co-operative Economic Development of Pakistan
Patents	January 1958	Convention for the Priority of Filing Dates of Patents of Invention
Air	December 1960	Agreement relating to Air Services
Atomic Energy	December 1965	Agreement for Co-operation in the Peaceful Uses of Atomic Energy
Atomic Energy	December 1965	Agreement concerning the Karachi Nuclear Power Station
Investment Insurance	February 1973	Exchange of Notes relating to Canadian Investments in Pakistan Insured by the Government of Canada through its Agent, the Export Development Corporation
Economic Co-operation	December 1973	Agreement concerning a Development Loan
Taxation	February 1976	Convention for the Avoidance of Double Taxation

PAKISTAN

Capital: Islamabad

GEODATA

Area
796,000 km²

Population
124 million (1994)

Population growth
2.9% (1994)

Major languages
Urdu (official), English

Major religions
Islam (97%), Christianity (1.6%), Hinduism (1.5%)



POLITICAL DATA

Type of government
Parliamentary republic, bicameral multiparty parliament

Head of state
President Farooq Leghari

Head of government
Prime Minister Benazir Bhutto

Minister of Foreign Affairs
Sardar Aseff Ahmad Ali

Minister of Commerce
Ahmad Mukhtar

UN Human Development Index
Pakistan ranks 128th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Marie-Andrée Beauchemin, High Commissioner
The Canadian High Commission
Diplomatic Enclave, Sector G-5
Islamabad, Pakistan

Phone (011-92-51) 21 11 01
Fax (011-92-51) 21 15 40

ECONOMIC DATA

GDP
\$52 billion US (1994)

GDP growth rate
3.3% (1994)

GDP per capita
\$412 US (1994)

Main exports
Cotton, textiles, clothing, and rice

Main imports
Petroleum and petroleum products, machinery, transport equipment, chemicals and edible oils

Main exports to Canada
\$198.6 million (1994), including cotton, clothing, leather, carpets and processed foods

Main imports from Canada
\$62.1 million (1994), including coal, wheat, peas, pulp and paper, power and oil and gas equipment, railway spares and plastics

Canadian direct investment
\$10 million (1995 est.)

Canadian development assistance
\$39.55 million (1993-94)

December 1995

Islamabad

Islamabad is a relatively new city, having been proclaimed in 1959 to replace Karachi as the capital of Pakistan. Major construction was completed by 1962. It was built on a specially selected site 20 kilometres from the older cantonment town of Rawalpindi. The city is situated at the base of the Marghalla Hills, which rise to become the foothills of the Himalaya and Karakoram ranges.

Islamabad consists primarily of government offices, foreign diplomatic missions, and residential areas for senior government officials and employees of foreign ministries. It is a quiet, uncrowded city with little traffic and a population of about 204,000 inhabitants.

Broad avenues divide Islamabad into self-sufficient quarters, each with one central shopping area and a few small neighbourhood markets. Islamabad is greener, quieter and less crowded than most other cities in this part of the world. The climate in Islamabad is pleasant for much of the year. In December and January, night temperatures may drop to freezing point, but the days usually are mild.

In addition to museums and art galleries, a number of mosques have been constructed, including the Shah Fais al Masjid, said to be the largest in the world.

Indonesia

President Soeharto

Soeharto was born in Central Java in 1921. He held a key position in the Indonesian Armed Forces when a communist coup attempt was foiled on the night of Sept. 30-Oct. 1, 1965.

In 1968, Soeharto was appointed President by the Provisional People's Consultative Congress and has retained the presidency ever since.

President Soeharto made an official visit to Canada in 1973. He last welcomed Prime Minister Chrétien to Indonesia in November 1994 on the occasion of the Leaders' Meeting of the Asia Pacific Economic Cooperation forum.

Canada-Indonesia Relations

- In 1993, Canada marked the 40th anniversary of the establishment of the Canadian Embassy in Jakarta. Canada and Indonesia have developed mature, mutually beneficial, political and economic relations that are complemented by co-operation in the World Trade Organization, the Asia Pacific Economic Co-operation forum and the Association of Southeast Asian Nations dialogue process.
- Several high-level visits over the last year show Canada's and Indonesia's growing interest in expanding relations. Prime Minister Jean Chrétien visited Indonesia in November 1994 to attend the APEC leaders meeting. During this visit, the Prime Minister met President Soeharto. As a result of this meeting, Canada's Chief Human Rights Commissioner visited Indonesia in April 1995 and an agreement was made to strengthen co-operation between Canada's Commission and Indonesia's new Human Rights Commission.
- Secretary of State (Asia-Pacific) Raymond Chan and Secretary of State Multiculturalism and Status of Women Sheila Finestone also travelled to Indonesia on bilateral visits. During his visit, Mr. Chan met with representatives of Indonesia's Human Rights Commission. Minister of Transport Douglas Young and Minister for International Trade Roy MacLaren led delegations of Canadian business representatives to Indonesia. Canada hosted several Indonesian ministers, including Minister of State for Research and Technology, Dr. Ing Bacharuddin Jusuf Habibie; Minister for Communications (Transport), Dr. Dhanutirto Haryanto; and Minister for Investment, Mr. Sanyoto Sastrowardoyo (who was accompanied by a delegation of more than 50 Indonesian government and business representatives).
- On July 1, 1995, Secretary of State (Asia-Pacific) Chan announced the appointment of Canada's first honorary consul in Surabaya, the capital of the province of East Java. Surabaya has a population of 4 million and has the highest economic growth rate outside of Jakarta.

Trade and Investment

- With a total population of 190 million, including a growing middle-class of more than 26 million and economic growth rates averaging 6.5 per cent for the last 25 years, Indonesia represents a significant market for Canadian exporters. Economic deregulation in telecommunications, power, harbours and airports is opening up new commercial opportunities for Canadian suppliers and investors.

- Two-way merchandise trade with Indonesia — Canada's largest export market in the ASEAN region — is expected to exceed \$1.1 billion in 1995. Canada's exports to Indonesia were \$475 million in 1994, while imports were valued at \$522 million.
- Canadian exports to Indonesia have shown growth in high value-added products such as electrical power, transportation and environmental equipment, as well as steady growth in key commodity exports such as wheat, potash, sulphur and wood pulp. Canadian imports from Indonesia include footwear, wood and wood products, rubber and rubber products, apparel and clothing accessories, and electrical machinery and equipment.
- Valued at approximately \$200 million per year, exports of services, largely in consulting engineering, are also a key dimension of Canada-Indonesia trade. SNC-Lavalin, Monenco-Agra, Kilborn, Beak, Hatfield, Sandwell and H. A. Simons are among the Canadian firms active in the Indonesian market with local representation.
- Canadian interest in the Indonesian market is growing. Business visitors to the embassy are up over 250 per cent this year. There are now about 100 Canadian companies and 23 joint ventures operating in Indonesia. During the Prime Minister's visit last November, \$1 billion in new trade and investment was announced, including the opening of the Canada-Indonesia Business Development Office by the Canadian Exporters' Association.
- Canadian expertise in energy, resource, and infrastructure development are well-suited to Indonesian requirements. Canada's trade development priorities are in energy, the environment, transportation, telecommunications and agri-food.
- Canadian cumulative direct investment in Indonesia — Canada's largest direct investment portfolio in any Southeast Asian country — is valued at about \$6 billion. Initially focused on resource development, such as oil and gas exploration and mining, investment is increasingly directed at sectors such as consulting engineering, manufacturing, insurance and environmental services. Canadian investors include Bata Corporation, Babcock and Wilcox, Gulf Canada Resources, INCO, Manulife Financial and Sun Life Assurance. Potential investment by Canadian firms in the natural gas, manufacturing, mining, electrical and environment sectors are expected to increase Canadian investment in Indonesia considerably.

Academic and Cultural Relations

- Indonesians who have studied in Canada have formed several alumni groups in Indonesia. The most active is the Maple Leaf Club in Surabaya.
- There are nearly 1,000 Indonesian students at Canadian educational institutions, mostly at the university level.
- Canadian cultural events in Indonesia this year included Les Ballets Jazz de Montréal, which had three sold-out performances in Jakarta; and Peter Chen, a Canadian dancer studying in Indonesia, who represented Canada in JAKFEST, the International Cultural Festival in May 1995. In Canada, a highly regarded gamelan orchestra, Evergreen, has introduced this traditional Indonesian music to Toronto audiences.
- Canadian visual artists working in Indonesia include Ken Pattern, Marsha Stonehouse and Penny Burton.

Development Co-operation

- Development co-operation has been an important part of Canada-Indonesia relations since 1954.
- Canadian International Development Agency programs currently focus on the environment; human resources development, with special attention to women's participation in development; and private sector development. Programs involve a wide range of Canadian non-governmental organizations, private firms and universities.
- During his visit in November 1994, Prime Minister Chrétien announced Canadian support for three new development co-operation projects, expanding development co-operation in the areas of women in development and gender equity; education and research; and community development and health in East Timor through CARE Canada.
- The \$1 million Canada Fund program administered by the Canadian Embassy supports a range of development initiatives. Of this funding, \$500,000 is specifically directed to East Timor, where the program has supported over 90 projects. The Canadian government also funds the work of the International Committee of the Red Cross in Indonesia.
- Canada has 33 active bilateral projects in Indonesia. For example, the Women's Support Project helps integrate women into all aspects of Indonesia's economic and social development. The Environmental Management Development Project focuses on environmental policy formulation and implementation, education and training. The Eastern

Indonesia Universities Development Project is designed to improve Indonesia's human resource base through development of basic science. The Co-operation in Financial Sector Reform project helps to develop the pensions, insurance and non-tax revenue sectors.

- CIDA's Industrial Co-operation Program supports Canadian firms seeking mutually beneficial, long-term business linkages in Indonesia. INC shares up to 80 per cent of the eligible costs incurred by a Canadian company for its activities that have a positive developmental impact, such as technical and economic viability studies, specialized training, transfer of technology and expertise, environment and social or gender impact assessments. Over the years, contributions totalling \$30.2 million have been approved. INC has 43 active projects in Indonesia.

Canada-Indonesia Agreements

Subject	Date Signed	Title
War Graves	September 1962	Agreement Between the United Kingdom, Canada, Australia, New Zealand, India, Pakistan and Indonesia with Respect to War Cemeteries, Graves and Memorials of Commonwealth within Indonesian Territory
Investment Insurance	March 1973	Exchange of Notes relating to Canadian Investments in Indonesia Insured by the Government of Canada through its Agent, the Export Development Corporation
Taxation	January 1979	Convention for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital
Economic Co-operation	May 1981	Development Agreement
Nuclear	July 1982	Agreement concerning the Peaceful Uses of Nuclear Energy
Development Co-operation	May 1991	General Agreement on Development Co-operation

INDONESIA

Capital: Jakarta

GEODATA

Area

1.9 million km²

Population

189 million (1994)

Population growth

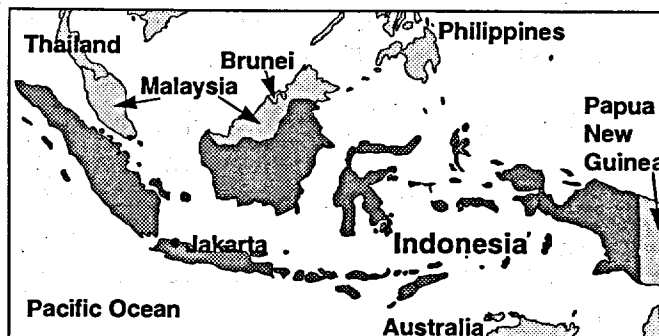
1.56% (1995 est.)

Major languages

Indonesian (official), Javanese, English

Major religions

Islam (80%), Christianity, Hinduism



POLITICAL DATA

Type of government

Presidential republic

Head of state

President Soeharto

Foreign Minister

Ali Alatas

Minister of Trade

Tungki Ariwibowo

UN Human Development Index

Indonesia ranks 104th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Lawrence T. Dickenson, Ambassador

The Canadian Embassy

5th floor, WISMA Metropolitan

Jalan Jendral Sudiman, Jakarta

Indonesia

Phone: (011-62-21) 525-0709

Fax: (011-62-21) 571-2251

ECONOMIC DATA

GDP

\$160.3 billion US (1994)

GDP growth rate

7.3% (1994)

GDP per capita

\$824 US (1994)

Main exports

Crude oil and products, textiles and garments, wood and products, natural gas, rubber and rubber products, and shrimp

Main imports

Machinery and transport equipment, other manufactures, chemicals, raw materials, fuel and lubricants, foodstuffs, drinks and tobacco

Main exports to Canada

\$522.2 million (1994), including textiles, footwear, wood products, rubber and rubber articles, electrical machinery, animal and vegetable oils

Main imports from Canada

\$475.4 million (1994), including cereals, pulp and paper, plastics, mineral fuels and oil, salt, sulphur, mechanical machinery and boilers

Canadian direct investment

\$6 billion (1995)

Canadian development assistance

\$48 million (1993-94)

December 1995

Jakarta

Jakarta, the capital of Indonesia, is the chief port and commercial centre of Indonesia. The city spreads over more than 670 square kilometres and has a population of 8.2 million people.

Jakarta is the centre of government, business and industry. It is also the country's media and literary centre; one-quarter of Indonesia's estimated 250 newspapers are printed there. More than 40 foreign media organizations have 70 correspondents based in Jakarta. The city boasts an expanding film industry, a modern theatre academy, universities and the oldest medical school in Southeast Asia.

In the 16th century, Jakarta, called Sunda Kelapa, was chief port for the Sundanese (West Javanese) kingdom of Pajajaran. Later, the Sultan of Bantam changed the name to Jayakarta, "glorious fortress" in Sundanese. At the end of the 16th century, Dutch and Portuguese traders struggled for a foothold on Java. Eventually the Dutch won possession of Java and established a fortified trading post at Jakarta, which they renamed Batavia.

The city was formally transferred to Indonesia on December 27, 1949. The next day the city was renamed Jakarta.

Malaysia

His Majesty Sultan Tuanku Ja'afar Ibni Al Marhum Tuanku Abdul Rahman, Yang di-Pertuan Agong

Tuanku Ja'afar Ibni Al Marhum Tuanku Abdul Rahman was born on July 19, 1922, in the royal town of Kelang, Selangor. In 1941, he attended Raffles College in Singapore to pursue his post-secondary education. He returned to his home state in 1944 and joined the Malay Administrative Service, where he served in various capacities until 1947.

In 1947, he was elected by his peers as one of the four princes and heirs apparent to the throne of the Malay State of Negri Sembilan. In 1948, Tuanku Ja'afar was granted a scholarship to study at Nottingham University, at Balliol College, Oxford, and the London School of Economics. He pursued courses in administration, economics and French.

On his return to Malaya in 1952, he again served in various capacities in the state secretariats of Perak and Selangor and in the district office of Negri Sembilan until 1956. Between 1957 and 1967, he was part of the External Affairs Services of the newly independent Malaya. On April 18, 1968, he was installed as the 10th Yang di-Pertuan Besar (Ruler) of Negri Sembilan. That same year he was also appointed Chancellor of the National University of Malaysia (UKM). The following year he was made Colonel-in-Chief of the Malaysian Signals Regiment.

Between 1979 and 1984, Tuanku Ja'afar was also the Timbalan Yang di-Pertuan Agong (Deputy King) of Malaysia and again in 1989. On April 26, 1994, he was installed the 10th Yang di-Pertuan Agong (Paramount Ruler) of Malaysia.

Tuanku Ja'afar has received honorary doctorates of law from the University of Ohio (1990), University of Philippines (1995) and University of Nottingham (1995).

Prime Minister Mahathir bin Mohamad

Born in 1925, Dato' Seri Dr. Mahathir bin Mohamad graduated in medicine from the University of Malaya in Singapore in 1952.

He was first elected in 1964 in Kedah State and assumed the post of Minister of Home Affairs in 1968. He was defeated in 1969. In 1973, Dr. Mahathir was appointed Senator and was re-elected to the House of Representatives in 1974. He has held the Malaysian portfolios of Education (1974), Deputy Prime Minister (1976), Trade and Industry (1978). He was appointed Prime Minister in 1981 and has been in that position ever since.

The Prime Minister visited Canada in 1984 and his wife attended the Commonwealth Games in Victoria in August 1994.

Canada-Malaysia Relations

- **Canada and Malaysia have developed a strong bilateral relationship since Malaysia's independence in 1957. The relationship has been strengthened by the two countries' solid record of co-operation in the Commonwealth, the United Nations, the World Trade Organization, the Asia-Pacific Economic Co-operation forum and through the Association of South East Asian Nations. Malaysia is co-ordinating the ASEAN dialogue with Canada over the next three years.**
- **Canada and Malaysia share a mutual interest in a number of international issues, including peacekeeping and the environment. Malaysia is currently designing its own peacekeeping centre. Canada and Malaysia are co-sponsoring the ASEAN Regional Forum Intercessional Meeting on Peacekeeping.**
- **Over the last two years, the two countries have intensified co-operation in promoting sustainable management of forests through the Canada-Malaysia sponsored Intergovernmental Working Group on Forests. The work of the IWGF contributed to the establishment of the Intergovernment Panel on Forests at the 1995 United Nations Commission on Sustainable Development. Canada's Deputy Prime Minister and Minister of the Environment Sheila Copps led a 25-member environmental mission to Malaysia in September 1995 to raise awareness of Canadian capabilities. Canada participated in the ASEAN meeting on the management of transboundary pollution hosted by Malaysia in June 1995.**
- **Canada has launched an Education Plan of Action for Malaysia and has opened a Canadian Education Centre in Kuala Lumpur. These initiatives will increase awareness of Canadian education capabilities and promote Canada as an exceptional place to receive a quality education. Canada's Human Resources Development Minister Lloyd Axworthy visited Malaysia in July 1995 to discuss ways to facilitate the mobility of students between the two countries. The plan's goal is to double the number of Malaysian students coming to Canada from 562 in 1994 to 1,200 in 1998.**
- **Canada looks forward to participating in the 1998 Commonwealth Games in Kuala Lumpur. It will be another opportunity to strengthen the relationship between the two countries and a chance for Canada to share with Malaysia the expertise it gained as host of the 1994 Commonwealth Games in Victoria.**

Trade and Investment

- Strong economic growth, industrial diversification, a favourable investment environment, and an efficient and modern infrastructure make Malaysia an excellent location for Canadian trade and investment. With its goal of becoming a developed nation by the year 2020, Malaysia is fast-tracking much of its development in such areas as transportation and power generation.
- Canada-Malaysia trade experienced its eighth consecutive year of rapid growth in 1994. Bilateral trade reached \$1.5 billion, up from \$285 million a decade ago. Canadian exports increased by 30 per cent to \$291.5 million in 1994. Exports of services, principally engineering consultancy services, are worth an estimated \$50 million annually. Imports from Malaysia were valued at \$1.2 billion in 1994, up from \$877 million in 1993.
- Principal Canadian exports to Malaysia include fertilizer; paper and paperboard; organic chemicals; cereals; and manufactured goods such as boilers, machinery and mechanical appliances. Imports from Malaysia include electrical machinery and equipment; boilers; machinery and mechanical appliances; organic chemicals; rubber and rubber products; and apparel.
- According to the Malaysia Central Development Authority, Canada is the 13th largest foreign investor in Malaysia. Canadian direct investment in Malaysia totalled \$354 million in 1994, tripling in value over 1993. Canadian investors include Bata Shoes Ltd., Alcan Aluminum, Nortel, and Dominion Textiles.
- Malaysia's National Development Plan (1991-2000) encourages investment in high-tech manufacturing and infrastructure. Considerable opportunities for Canadian companies lie in transportation; telecommunications and informatics; the environment; energy, including oil and gas, and power; aerospace; agri-food; and education.
- To facilitate increased business ties between the two countries, Canada and Malaysia reached an air services agreement in May 1995. Direct air service between Kuala Lumpur and Vancouver began in November 1995.
- The Canadian private sector has achieved notable success in the Malaysian market in the last year. For instance, a Canadian consortium, comprising Bombardier and SNC-Lavalin, was awarded a contract to build a rapid-transit system in Kuala Lumpur. Bovar Inc. of

Calgary and its Malaysian partner, Progressive Impact Corp. Sdn Bhd, signed a 20-year contract to build, own and operate an air-and-water-quality monitoring and a data management system.

Development Co-operation

- Development co-operation has been an important aspect of Canada's relations with Malaysia since the days of the Colombo Plan in the 1950s. Through its programs and projects, the Canadian International Development Agency has delivered over \$100 million in official development assistance.
- Canadian development co-operation programs have evolved with Malaysia's significant economic progress. CIDA programs now support strengthening Malaysia's capacity to plan and implement policies and programs related to its sustainable development by providing strategic technical assistance. Activities are focused in areas such as technology, infrastructure and human resources development, and the environment.
- CIDA's Industrial Co-operation program and the Enterprise Malaysia-Canada project support private sector development in various sectors by fostering strategic alliances between Canadian and Malaysian firms and transfers of technology and services. INC funding supports co-operation primarily in energy, transportation, agriculture and water and sanitation.
- Canada promotes human resources development through study tours and short-term training, and support for co-operation between Canadian and Malaysian institutions.
- CIDA funding has supported a number of Malaysian non-governmental organizations' activities such as human rights symposiums, poverty alleviation, the promotion of women's rights, seminars on the prevention of family violence and drug abuse as well as the Asia Pacific Forum for Women, Law and Development.
- The Canadian High Commission facilitated a human rights training course for Malaysian government officials at the Malaysian Institute of Diplomacy and Foreign Relations in October 1994 and in December 1995. The course was conducted by Professor Stephen Toope of McGill University.

Canada-Malaysia Agreements

Subject	Date Signed	Title
Defence	April 1966	Agreement Concerning the Provision of Military Transport Aircraft to Malaysia
Defence	December 1969	Agreement for the Training in Canada of Personnel of the Armed Forces of Malaysia
Investment Insurance	July 1971	Exchange of Notes Relating to Canadian Investments in Malaysia Insured by the Government of Canada through its Agent, the Export Development Corporation
Taxation	October 1976	Agreement for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income
Development Co-operation	May 1986	General Agreement on Development Cooperation
Pensions	May 1989	Exchange of Letters Constituting an Arrangement relating to Pensions for Locally Engaged Employees

MALAYSIA

Capital: Kuala Lumpur

GEODATA

Area

329,744 km²

Population

19.5 million (1994)

Population growth

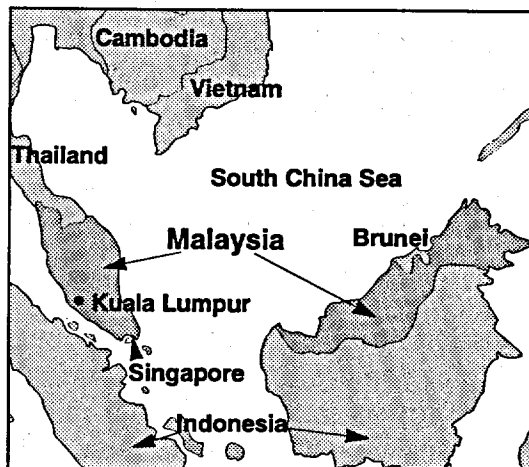
2.6% (1994)

Major languages

Malay, English, Hokkien, Cantonese, Tamil

Major religions

Islam, Buddhism, Taoism, Christianity, Hinduism



POLITICAL DATA

Type of government

Federated constitutional monarchy, bicameral multiparty parliament

Head of state

Sultan Tuanku Ja'afar ibni Al Marhum Tuanku Abdul Rahman

Head of government

Prime Minister Dr. Mahathir bin Mohamad

Minister of Foreign Affairs

Abdullah Ahmad Badawi

Minister of International Trade and Industry

Rafidah Aziz

UN Human Development Index

Malaysia ranks 59th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

John P. Bell, High Commissioner

The Canadian High Commission

P.O. Box 10990

56732 Kuala Lumpur, Malaysia

Phone (011-60-3) 261-2000

Fax (011-60-3) 261-3428

ECONOMIC DATA

GDP

\$74.39 billion US (1994)

GDP growth rate

8.7% (1994)

GDP per capita

\$3,815 US (1994)

Main exports

Electronics and electrical machinery, petroleum, timber and logs, textiles and palm oil

Main imports

Manufactured goods, machinery and transport equipment, metal products, food, beverages, tobacco and consumer goods

Main exports to Canada

\$1,213.8 million (1994), including consumer electronics, mechanical machinery including boilers, electronic machinery, rubber articles, footwear and clothing

Main imports from Canada

\$291.5 million (1994), including fertilizers, pulp and paper, organic chemicals, machinery and cereals

Canadian direct investment

\$354 million (1994)

Canadian development assistance

\$7.71 million (1993-94)

Kuala Lumpur

The name Kuala Lumpur translates from Malay as "muddy confluence" and derives from its position where the Klang and Gombak rivers meet. The city lies midway along Peninsular Malaysia, approximately 35 kilometres inland from the west coast.

The city began as a tin-mining settlement in the mid-nineteenth century. From an obscure settlement surrounded by jungle, it quickly became a small trading post and meeting place for miners and then developed into a small town.

Popularly known as "KL," Kuala Lumpur today bears little resemblance to its humble beginnings. It has been transformed into Malaysia's largest city, a vibrant, thriving metropolis of 1.2 million people. The population contains the national make-up of Malay, Chinese and Indian, as well as a large expatriate community.

Kuala Lumpur became the capital of the British-protected Federated Malay States in 1896. When the country became independent as the Federation of Malaya in 1957, Kuala Lumpur was declared the federal capital. On February 1, 1974, it was ceded to the Federal Government by the State Government of Selangor.

KL is a combination of modern and old world charm with its towering skyscrapers, pre-war Chinese "shophouses" and traditional Moorish/Mogul influenced architecture. The twin 88-storey Kuala Lumpur City Centre, with the world's tallest office towers, is under construction.

The rapid pace of development has increased traffic congestion and pollution problems, which may be alleviated by the light rail transit system being built. KL is a cosmopolitan city, with modern indoor shopping centres, a wide range of entertainment outlets, including pubs, discos, international restaurants, as well as traditional markets, mosques and temples. Air travel from Kuala Lumpur is easy, as it has air links with most major cities of the world, including Vancouver.

Notes

Notes